

**Université de Montréal**

**Résilience des populations rurales javanaises face à la transition agraire :  
désagrarianisation, migrations et entrepreneuriat**

**Par  
Didier Marquis**

**Département de Géographie  
Faculté des Arts et Sciences**

**Mémoire présenté à la Faculté des Arts et Sciences  
en vue de l'obtention du grade de maître  
en géographie**

**Dépôt en Août 2015**

**© Didier Marquis, 2015**

## RÉSUMÉ

L'île de Java fait partie des régions les plus densément peuplées du monde. Lors de la seconde moitié du vingtième siècle, le gouvernement indonésien a instauré des politiques de transmigrations visant à décongestionner démographiquement l'île-maîtresse. Mais les objectifs de ce programme étaient multiples, visant notamment à fournir la main d'œuvre agricole, à bas prix, aux agro-industries afin de les inciter à s'installer dans les îles de la périphérie javanaise. La transition agraire a valorisé l'implantation de l'agriculture intensive à grande échelle. Ceci a contribué à l'exclusion progressive des paysans Javanais au sein des systèmes de production agricole, engendrant un changement de valeurs et d'aspirations au sein des communautés rurales. La transition agraire a ainsi contribué à accentuer la désagrarianisation des communautés rurales javanaises, se traduisant en un immense surplus de main-d'œuvre dans les campagnes suite à la révolution verte qui a été entamée au cours de la décennie 1970. L'émergence d'un noyau d'entrepreneurs et les migrations de travailleurs sont au cœur des stratégies de résilience économique développées par les paysans javanais pour faire face aux impacts de la transition agraire. Les rapatriements de fonds qui découlent des migrations contribuent à la survie de certaines communautés rurales, dans lesquelles de nombreux membres passent le plus clair de leur temps à l'extérieur du village.

**Mots-clés :** Transition agraire, Révolution verte, Indonésie, Java, Résilience, Transmigration, Désagrarianisation, Migration, Rapatriements de fonds, Entrepreneuriat

## ABSTRACT

Java island is part of the most densely populated regions of the world. During the second half of the twentieth century, the Indonesian government established transmigration policies aiming to lower the demographic pressure on the main island. But the intentions behind those policies were various, including the aim to provide cheap labor for the agribusiness to encourage their settlement on the islands surrounding Java. The agrarian transition valued the establishment of large scale intensive agriculture. This contributed to the progressive exclusion of javanese peasants in agricultural production systems, generating a change of values and aspirations inside rural communities. The agrarian transition thus contributed to emphasize the deagrarianization of javanese rural communities, engendering a great surplus of labor on the countryside following the green revolution which took place in the 1970's. The emergence of entrepreneurship and the migration of workers are amongst the economic resilience strategies developed by javanese peasants to cope with the impacts of the agrarian transition. Remittances resulting from those migrations contribute to the survival of multiple rural communities, in which many members spend most of their time outside the village.

**Keywords :** Agrarian transition, Green revolution, Indonesia, Java, Resilience,

Transmigration, Deagrarianization, Migration, Remittances, Entrepreneurship

## TABLE DES MATIÈRES

### I) INTRODUCTION : LA NATURE DU PROBLÈME

<i>1.1 La répartition inégale des populations au cœur des enjeux planétaires</i>	1
<i>1.2 Le cas de l'île de Java</i>	2
<i>1.3 Éléments de démographie javanaise et pessimisme malthusien</i>	4
<i>1.4 Le contexte de transition agraire dans le Sud-Est asiatique</i>	5

### II) MISE EN CONTEXTE

<i>2.1 Les Javanais : un peuple mobile</i>	8
2.1.1 Les programmes de transmigration	8
2.1.2 L'expansion des surfaces agricoles sur les îles de la périphérie	9
<i>2.2 La transition agraire</i>	11
2.2.1 La révolution verte indonésienne	12
2.2.2 La progression de l'agriculture à grande échelle	13
2.2.3 L'accaparement des terres	17
2.2.4 Les impacts environnementaux et socioéconomiques	18
<i>2.3 La résilience des communautés rurales javanaises</i>	22
2.3.1 La désagrarianisation des communautés rurales javanaises	22
2.3.2 L'industrialisation manufacturière et l'exode rural	23
2.3.3 La recherche de nouvelles sources de revenus : l'entrepreneuriat	25
2.3.4 Les migrations spontanées de travailleurs vers les îles de la périphérie javanaise et vers l'extérieur du pays	26
2.3.5 Les migrations de travailleurs comme stratégie de résilience	27
<i>2.4 Les rapatriements de fonds</i>	28
2.4.1 L'évolution des rapatriements de fonds à l'échelle mondiale	28
2.4.2 L'importance des rapatriements de fonds en Indonésie	30
2.4.3 Ségrégation socioéconomique et vulnérabilité économique	32

### III) OBJECTIFS ET MÉTHODOLOGIE

<i>3.1 Objectifs de recherche</i>	34
<i>3.2 Sélection des régions à l'étude</i>	35
<i>3.3 Description du territoire à l'étude</i>	38
<i>3.4 Élaboration des stratégies d'enquête</i>	40

### IV) RÉSULTATS ET INTERPRÉTATION

<i>5.1 Présentation des régions à l'étude</i>	45
5.1.1 Le cas du <i>Kecamatan</i> de Wonosobo	45
5.1.2 Le cas du <i>Kecamatan</i> de Grabag	51
<i>5.2 La situation agricole</i>	56
5.2.1 Le cas du <i>Kecamatan</i> de Wonosobo	58
5.2.2 Le cas du <i>Kecamatan</i> de Grabag	59
5.2.3 Comparaison des données à l'échelle des villages	62
<i>5.3 Les migrations</i>	67
5.3.1 <i>Kecamatan</i> de Wonosobo : migrations à l'étranger	69
5.3.2 <i>Kecamatan</i> de Grabag : migrations vers les IPJ	73
5.3.3 Les rapatriements de fonds	76
<i>5.5 L'entrepreneuriat</i>	79
5.4.1 <i>Kecamatan</i> de Wonosobo : la métallurgie	79
5.4.2 <i>Kecamatan</i> de Grabag : l'aquaculture	81

### V) CONCLUSION 89

### BIBLIOGRAPHIE 93

#### ANNEXES :

<i>A : Résilience : un terme à définir</i>	<i>xi</i>
<i>B : Les dynamiques d'urbanisation spécifiques à Java</i>	<i>xiii</i>
<i>C : Questionnaires d'enquêtes</i>	<i>xvi</i>
<i>D : Tableau des destinations de migration</i>	<i>xix</i>
<i>E : Abréviations courantes en Indonésie</i>	<i>xx</i>

## **LISTE DES TABLEAUX**

<i>Tableau I. Population et urbanisation de l'Indonésie et de Java de 1961 à 2010</i>	5
<i>Tableau II. Termes géographiques indonésiens et leur équivalent français</i>	37
<i>Tableau III. Augmentation de la population urbaine en Indonésie selon la taille des villes: 2000-2015</i>	39
<i>Tableau IV. Superficie et densité de population des districts, sous-districts et villages à l'étude pour 2000 et 2010</i>	40
<i>Tableau V. Enquêtes effectuées au sein des villages ciblés</i>	44
<i>Tableau VI. Données d'enquêtes portant sur l'emploi agricole</i>	62
<i>Tableau VII. Actifs agricoles dans les villages à l'étude</i>	64

## LISTE DES FIGURES

<i>Figure I. Les trois régions les plus densément peuplées du monde</i>	1
<i>Figure II. Densités de population à Java à l'échelle des districts : 1961 et 2005</i>	3
<i>Figure III. Les nombreux volcans sur l'île de Java</i>	4
<i>Figure IV. Évolution du nombre de familles ayant pris part aux programmes de transmigration en Indonésie entre 1969 et 2008</i>	9
<i>Figure V. Évolution des superficies de terres cultivées en Indonésie de 1960 à 2004</i>	11
<i>Figure VI. Productivité agricole en Indonésie de 1961 à 2005</i>	12
<i>Figure VII. Augmentation tendancielle des superficies de plantations d'huile de palme en Indonésie et en Malaisie de 1979 à 2015</i>	16
<i>Figure VIII. Situation des districts (kabupaten) à l'étude</i>	36
<i>Figure IX. Subdivisions territoriales indonésiennes</i>	37
<i>Figure X. Situation du district de Wonosobo</i>	45
<i>Figure XI. Le plateau de Dieng et les monts Sindoro et Sumbing par rapport au sous-district de Wonosobo</i>	46
<i>Figure XII. Perspective tridimensionnelle des monts Sindoro et Sumbing par rapport aux villages à l'étude dans la région de Wonosobo</i>	47
<i>Figure XIII. Une vue satellitaire de l'occupation du sol en juin 2014 dans la région de Wonosobo en périphérie des villages à l'étude</i>	48
<i>Figure XIV. Pyramide des âges des membres recensés dans la région de Wonosobo</i>	49
<i>Figure XV. Image satellitaire du kelurahan de Jlamprang</i>	50
<i>Figure XVI. Image satellitaire du desa de Wonosari</i>	51
<i>Figure XVII. Situation du sous-district de Grabag et des villages à l'étude</i>	52
<i>Figure XVIII. Pyramide des âges des membres recensés dans la région de Grabag</i>	53
<i>Figure XIX. Carte des subdivisions à l'échelle des dusun pour le desa de Patutrejo</i>	54
<i>Figure XX. Carte des subdivisions à l'échelle des dusun pour le desa de Harjobinangun</i>	55
<i>Figure XXI. Principales raisons évoquées par les chefs de ménages recensés pour se rechercher un emploi non agricole</i>	56
<i>Figure XXII. Image satellitaire des villages à l'étude dans le sous-district de Grabag</i>	60

<i>Figure XXIII. Source des revenus chez les membres des familles interrogées de plus de 20 ans ou ayant cessé les études</i>	63
<i>Figure XXIV. Niveau de scolarité atteint par les membres ayant terminé leurs études</i>	65
<i>Figure XXV. Proportion de tous les travailleurs répertoriés œuvrant principalement au sein du secteur agricole en fonction du niveau d'études qu'ils ont atteint</i>	66
<i>Figure XXVI. Propension des membres à s'établir au sein de leur village d'origine suite à l'atteinte d'un certain niveau d'études</i>	66
<i>Figure XXVII. Nombre de migrants identifiés aux différentes échelles</i>	68
<i>Figure XXVIII. Secteurs d'emploi des travailleurs migrants recensés à Wonosobo</i>	71
<i>Figure XXIX. Source d'influence et d'information des répondants migrants dans les régions de Wonosobo et de Grabag</i>	74
<i>Figure XXX. Secteurs d'emploi des travailleurs migrants recensés à Grabag</i>	75
<i>Figure XXXI. Part des salaires des migrants dédiée aux rapatriements de fonds et leur importance relative au sein des ménages en fonction de l'échelle de migration</i>	77
<i>Figure XXXII. Entreprise de métallurgie typique du village de Jlamprang</i>	80
<i>Figure XXXIII. Couverture côtière des images satellitaires Google disponibles pour le district de Purworejo</i>	81
<i>Figure XXXIV. Image satellitaire du sous-district de Purwodadi datant du 8 septembre 2013</i>	82
<i>Figure XXXV. Image satellitaire des deux kilomètres de côte à l'extrémité Est de Purworejo datant du 8 mai 2007</i>	83
<i>Figure XXXVI. Image satellitaire de la côte à l'extrémité Est de Purworejo datant du 19 mai 2002</i>	84
<i>Figure XXXVII. Images satellitaires disponibles pour les villages à l'étude</i>	85
<i>Figure XXXVIII. Les bassins d'aquaculture à Harjobinangun</i>	86
<i>Figure XXXIX. Les crevettes présentes à l'intérieur d'un bassin d'aquaculture</i>	87

## REMERCIEMENTS

Je tiens tout d'abord à remercier mon directeur de recherche, Rodolphe de Koninck, pour sa patience ainsi que sa passion pour la sphère agricole qu'il m'a transmise dès ma première session à l'université. Il m'a initié au monde de la recherche et m'a permis de me pencher sur un sujet envers lequel mon intérêt n'a cessé de croître. De plus, je suis infiniment reconnaissant à l'endroit de Jean-François Bissonnette pour ses nombreux conseils, le temps qu'il m'a accordé et les passionnantes discussions qui m'ont permis d'ajuster la trajectoire de mes pensées par rapport à la transition agraire telle que vécue en Indonésie. Je suis également redevant à Pujo Semedi pour avoir permis que mes recherches sur le terrain se concrétisent ainsi qu'à Anggi et à Kiki pour leur précieuse aide en territoire indonésien. Anggi fut d'une aide primordiale tant lors de mes entretiens avec les villageois javanais que pour l'obtention des autorisations de recherche. De plus, mes gratitudes vont à l'endroit de Nora Carisse pour son support et sa précieuse compagnie à Yogyakarta. Je ne peux m'empêcher de souligner l'aide apportée par Jeffrey Cardille, pour ses connaissances en géomatique, lesquelles nous ont permis d'identifier les localités à l'étude, ainsi que par Pham Thanh Hai pour ses compétences cartographiques et son souci du détail. Je dois une fière chandelle à Stéphane Bernard pour son savoir sur le Sud-Est asiatique et la motivation qu'il m'a transmise au moment où j'en avais de besoin. Enfin, je remercie les villageois des communautés à l'étude pour leur généreuse hospitalité et le temps qu'ils nous ont accordé ainsi que mes collègues de rédaction Mischa Young et Matthieu Caron pour leur soutien lors de nos sessions de travail. La Chaire de recherche du Canada en études asiatiques m'a fourni le soutien financier nécessaire à l'élaboration de la présente étude.

Didier Marquis

Montréal, 23 août 2015

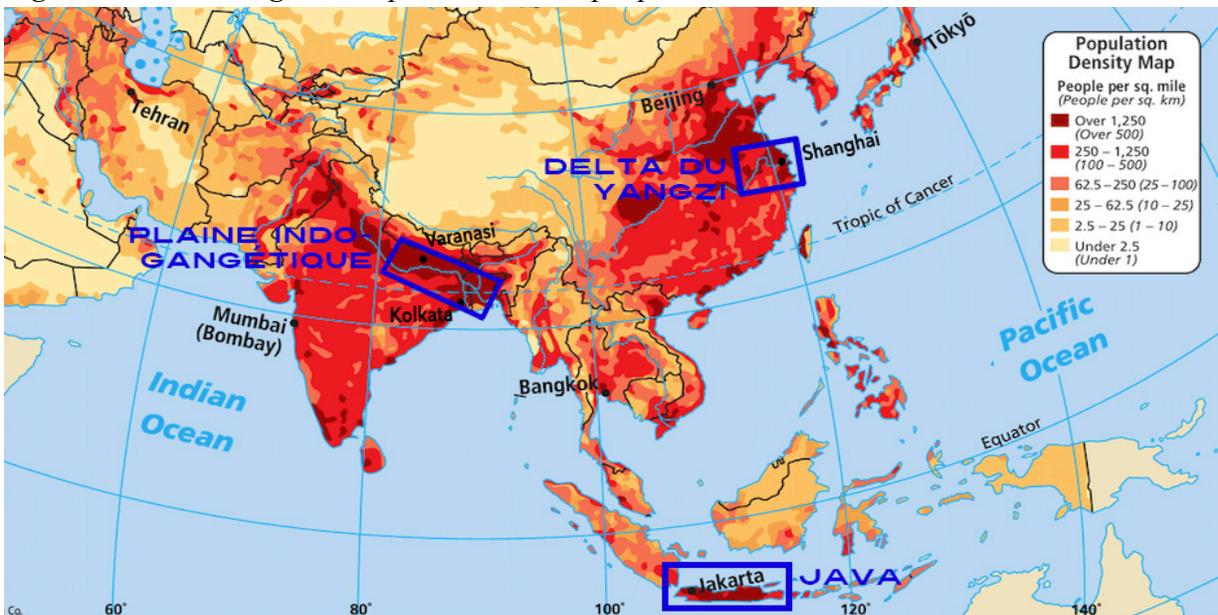
## I) INTRODUCTION : LA NATURE DU PROBLÈME ÉTUDIÉ

### 1.1 La répartition inégale des populations au cœur des enjeux planétaires

La croissance démographique figure parmi les défis majeurs auxquels l'humanité est confrontée aujourd'hui (De Koninck 2013 : 1), en étroite relation avec l'utilisation des ressources naturelles et les enjeux environnementaux qui en découlent. Au-delà de la croissance mondiale de la population, le problème de sa répartition très inégale sur le globe est d'autant plus important, les disparités étant démesurées. Non seulement la masse continentale eurasiatique apparaît-elle comme nettement plus peuplée que les autres, mais on y observe plus spécifiquement des densités très grandes au sud et à l'est, où se trouvent les mondes indien, chinois et sud-est asiatique (*ibid.*).

Les pays industrialisés sont plus que jamais préoccupés par le potentiel de migration massive que représentent les habitants des régions densément peuplées, dont les principales sont la plaine indo-gangétique, le delta du Yangzi et l'île de Java (De Koninck 2013 : 1). En effet, les opportunités d'emploi s'avérant largement insuffisantes pour répondre aux besoins économiques de toute leur population, plusieurs cédant souvent à la tentation de quitter leur pays afin qu'eux-mêmes et leur famille puissent aspirer à une meilleure qualité de vie.

Figure 1. Les trois régions les plus densément peuplées du monde



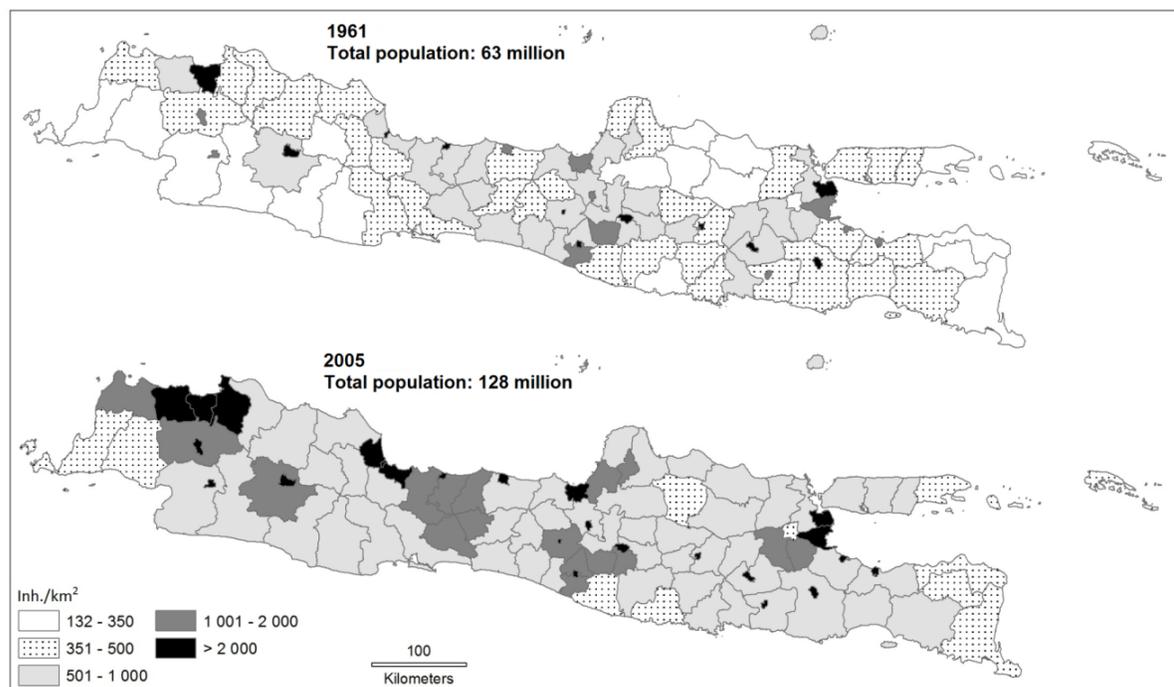
Source : education.randmcnally.com

## ***1.2 Le cas de l'île de Java : pessimisme malthusien***

De nombreux observateurs se sont longtemps interrogés sur l'avenir de ces populations entassées dans les grandes plaines alluviales de l'Asie des Moussons (De Koninck 2013 : 1). Dans un livre célèbre paru en 1963, l'anthropologue Clifford Geertz prétendait que la population javanaise était vouée à l'involution, affirmant qu'elle était « *destinée à se replier sur elle-même et sur son île, sans véritable espoir de sortir de la pauvreté* » (*ibid.*). Il suivait alors un raisonnement malthusien, voulant que des ressources naturelles se régénérant à un rythme limité ne puissent satisfaire éternellement les besoins d'une population en croissance exponentielle (Malthus 1798 et 1992). Mais malgré l'accentuation continue du poids démographique de Java, passant de 63 millions à près de 147 millions d'habitants entre 1961 et 2014, force est de reconnaître que sa population n'a ni implosé ni explosé (De Koninck 2013 : 1). Les Javanais, bien que résidant sur une île dite surpeuplée depuis près de deux siècles et dont la densité démographique dépasse actuellement les 1 100 habitants par kilomètre carré, n'ont pas sombré dans la misère (*ibid.*). Surtout, bien que loin d'y avoir été éradiquée, la pauvreté continue à reculer notablement depuis les années 1960, malgré les diverses crises économiques qui ont touché la région, dont la crise asiatique de 1997-98 (*ibid.*).

S'étirant d'ouest en est sur près de 1 000 kilomètres et du nord au sud sur 100 à 180 kilomètres, l'île équatoriale de Java est caractérisée par la présence de deux moussons, l'une provenant du nord-est et l'autre du sud-ouest, affectant son climat et en particulier sa pluviométrie, dont le bilan traduit une répartition très inégale des pluies (De Koninck 2013 : 2). Plus on se dirige vers l'est, moins le bilan pluviométrique annuel est important, différenciation d'ailleurs accentuée au cours des dernières décennies, caractérisées par des changements climatiques importants (*ibid.*). Autre trait caractéristique essentiel de Java : elle est parcourue, voire structurée, sur toute sa longueur, par un réseau serré de volcans dont 45 sont considérés actifs, « *dix de ceux-ci dépassant les 3 000 mètres d'altitude, [...] [faisant de] Java l'une des régions habitées les plus intensément volcaniques du monde* » (*ibid.*). Cette forte hétérogénéité de l'environnement javanais occasionne d'importantes disparités démographiques au sein même de l'île.

Figure II. Densités de population à Java à l'échelle des districts : 1961 et 2005



Tiré de De Koninck (2014 : 18)

Source des données : BNPB 2010, Cho 1980, Nitisastro 1970

C'est d'ailleurs à la richesse de ses sols, à la fois réelle et supposée, que l'on attribue depuis bien des années les fortes densités démographiques de l'île de Java, bien que plusieurs chercheurs aient affirmé que cette corrélation supposée demeurerait douteuse (De Koninck 2013 : 2). La fertilité globale des sols de l'île a néanmoins permis, du moins pendant un certain temps, de répondre à l'augmentation de la densité démographique à Java par une large expansion du domaine agricole, s'étendant même en altitude sur les pentes abruptes des volcans (Repetto 1986). Celle-ci a entraîné d'importants impacts sur la dégradation des bassins versants, elle-même causant des inondations et la sédimentation massive des cours d'eau (Levang 1997 : 273). Le territoire javanais s'avère ainsi particulièrement menacé par les risques environnementaux, « tant par sa nature volcanique, les aléas climatiques et la pression qu'il subit de la part des activités humaines » (De Koninck 2013 : 2).

Figure III. Les nombreux volcans sur l'île de Java



Source : Google Maps

### 1.3 Éléments de démographie javanaise

Les habitants de Java sont, pour la grande majorité d'entre eux (~80%), des Javanais au sens propre, et des Soundanais (De Koninck 2013 : 2). Selon le recensement de 2000, les premiers comptaient pour environ 56% des quelque 121 millions d'habitants de l'île et seulement 82% résidaient dans l'île-maîtresse, comparativement à 86% au début des années 1980 (Sevin 1993 : 263). Cela signifie que les Javanais ont continué à migrer de façon proportionnellement plus importante. Les Soudanais, moins mobiles, représentaient quant à eux un peu plus de 24% de la population alors que 96% d'entre eux résidaient sur Java » (De Koninck 2013 : 2). Ces chiffres nous démontrent donc que « les Indonésiens sont très mobiles et migrent à travers l'archipel, les Javanais en nombre nettement plus important cependant » (*ibid.*). Il s'agit là d'une stratégie qu'ont trouvée les habitants de Java et les dirigeants du pays afin de limiter le taux de croissance démographique de l'île non seulement la plus peuplée, mais surtout la plus densément habitée au pays (*ibid.* 3).

Néanmoins, l'évolution démographique globale au sein de Java est caractérisée par une croissance qui persiste en chiffres absolus. En 2013, 58% des 251 millions d'Indonésiens y résidaient, alors qu'elle ne représente que 7% de la superficie du territoire national. D'autre

part, on y observe des migrations toujours plus importantes, non seulement en ce qui concerne les départs de Javanais, mais également l'arrivée de nouveaux habitants en provenance des autres îles de l'archipel (BPS 2011), occasionnant ainsi une restructuration du territoire indonésien. L'île s'urbanise plus rapidement que le reste de l'archipel, si bien qu'en 2010, 59% de la population de Java était classée urbaine contre une moyenne nationale de 50% (De Koninck 2013 : 4). Selon les prédictions de l'ONU, 68,9% des quelque 271 millions d'indonésiens seront établis dans des villes ou des villages urbains en 2030 (Fadjar 2013 : 72).

Tableau I. Population et urbanisation de l'Indonésie et de Java de 1961 à 2010

Année	Pop. de l'Indonésie (millions)	Pop. de Java (millions)	Part de la pop. à Java (%)	Pop. urbaine indonésienne (millions)	Pop. urbaine javanaise (millions)	Part de la pop. urbaine à Java (%)	Ratio d'urbanisation (%)	
							Indonésie	Java
<b>1961</b>	97.0	63.0	65	14.6	9.8	67	15	16
<b>1971</b>	119.2	76.1	64	23.1	16.6	72	19	22
<b>1980</b>	146.9	91.3	62	32.8	22.9	70	22	25
<b>1990</b>	178.6	107.6	60	55.4	38.3	69	31	36
<b>2000</b>	203.4	120.4	59	85.2	58.9	69	42	49
<b>2010</b>	237.6	136.6	57	118.3	79.9	68	50	58

Source : De Koninck 2014 tiré de Biro Pusat Statistik (1962), Firman (2004), Hugo et al. (1987); <http://sp2010.bps.go.id> (Consulté le 7 Janvier 2013)

#### 1.4 Le contexte de transition agraire dans le Sud-Est asiatique

Dans la foulée de l'essor économique de nombreux pays d'Asie du Sud-Est au courant du vingtième siècle, les réformes adoptées par ceux-ci ont contribué à l'avènement de ce qu'il convient aujourd'hui d'appeler la *transition agraire*. Celle-ci semble avoir participé au renforcement des phénomènes d'urbanisation. Elle est définie, pour les fins de cette présente analyse, par le passage d'une société dominée par une économie rurale et agricole traditionnelle, à une société dominée par des activités non-agricoles, voire industrielles, au sein d'une économie capitaliste. L'implantation de ce nouveau régime économique fait de l'agriculture une activité indubitablement soumise aux impératifs de la croissance industrielle. Elle se traduit par la mise en valeur de l'agriculture intensive à grande échelle, contribuant ainsi à l'exclusion progressive des paysans au sein des systèmes de production agricole.

La transition agraire, telle que vécue à Java, s'est manifestée d'abord principalement par l'augmentation de la productivité rizicole. Conjointement à l'implantation des cultures de rente, cela a engendré un changement de valeurs et d'aspirations au sein des communautés rurales, manifesté par un immense surplus de main-d'œuvre dans les campagnes suite à la révolution verte qui a été entamée au cours de la décennie 1960. De nombreux agriculteurs ont ainsi migré vers les centres urbains, la création massive d'emplois dans le secteur manufacturier devant contribuer à absorber ce surplus de travailleurs, accentuant du fait même les fortes disparités démographiques au sein de l'archipel.

Les îles de la périphérie javanaise ont également attiré un grand nombre de travailleurs agricoles, de nombreuses plantations industrielles s'y étant implantées suite à la révolution verte. La transition agraire a incité les industries agricoles qui se spécialisaient dans la transformation et la distribution à élargir leurs activités en amont de la seule commercialisation, se lançant ainsi dans la production (Cotula 2012 : 661). Cela devait leur permettre un approvisionnement sécuritaire en matières premières afin de répondre à l'augmentation de la demande agricole mondiale, elle-même poussée par la croissance démographique, l'évolution des régimes alimentaires, la hausse de la demande énergétique et l'intensification des processus d'urbanisation (*ibid.* : 662; White 2012 : 11). Elles cherchaient du même coup à maximiser leurs profits grâce à une emprise totale sur toute la chaîne de production (McMichael 2012 : 683). De nombreux États ont défendu cette transition agraire, sous prétexte qu'elle permettait d'obtenir de meilleurs rendements agricoles pour répondre aux besoins croissants de la population mondiale (*ibid.*).

Pour atteindre cet objectif, les agro-industries n'hésitent pas à mettre en œuvre tout ce qui est en leur pouvoir afin de faire l'acquisition de domaines fonciers agricoles. En plus de leur permettre de sécuriser leur production et d'augmenter leurs revenus, celui-ci s'avère le secteur d'investissement le plus sécuritaire à l'heure actuelle. En effet, avec la montée de l'insécurité à la fois alimentaire et énergétique, la valeur des terres arables s'envole au même rythme que celle des matières premières agricoles (Headey et Fan 2008). L'introduction des échanges de ces matières premières agricoles à l'intérieur des marchés boursiers mondiaux a assuré à ces producteurs de masse une emprise sur la valeur de vente de leurs produits, tout en leur

permettant de faire fluctuer l'offre sur les marchés (Ghosh 2010 : 77). En plus de compromettre la sécurité alimentaire mondiale (*ibid.*), cela augmente la vulnérabilité économique des paysans, contraints de vendre leur récolte au prix dicté par les plus gros producteurs qui eux bénéficient d'importantes économies d'échelle. Les motivations économiques poussant les agro-industries à acquérir des terres agricoles sont donc nombreuses.

Dans ce contexte, la paysannerie javanaise semble donc subir une pression constante, en ce qui concerne tant son rôle sur le plan de la production agricole nationale que son accès à la terre. La transition agraire a ainsi contribué à accentuer la désagrarianisation des communautés rurales javanaises. Les migrations de paysans en quête d'emplois semblent avoir contribué à favoriser les processus d'urbanisation à Java, limitant du fait même la pression sur les terres agricoles des milieux ruraux en l'augmentant ailleurs (Liu et Yamauchi 2014 : 182-3). Les régions urbaines se densifient et accaparent un territoire grandissant, les petites et moyennes villes de moins de 500 000 habitants, soit celles où l'agriculture occupe encore aujourd'hui une place importante au sein des activités socioéconomiques d'une partie des habitants, étant celles qui subissent la plus importante croissance démographique (Fadjar 2013 : 76-222). La présente étude vise ainsi à identifier les dynamiques migratoires caractéristiques de Java et à observer, sur le terrain, les stratégies de résilience adoptées par les paysans des régions rurales pour faire face aux impacts de cette transition agraire.

## II) MISE EN CONTEXTE

### ***2.1 Les Javanais : un peuple mobile***

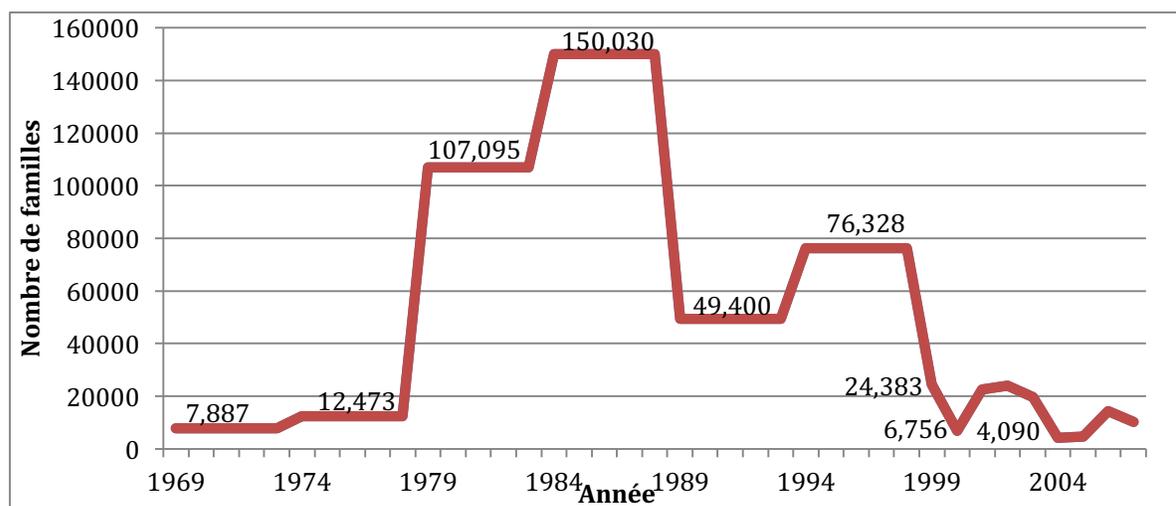
#### 2.1.1 Les programmes de transmigration

Au cours de l'ère coloniale, à compter de 1905, les autorités néerlandaises avaient mis en place la *Kolonisatie*, « un programme de colonisation agricole des îles dites périphériques de l'archipel, la plus concernée étant celle de Sumatra, la grande voisine à l'ouest » (De Koninck 2013 : 3). Les objectifs de cette colonisation étaient nombreux et se succédèrent. Ils comprenaient, notamment, la décongestion démographique de Java, l'acheminement d'une main-d'œuvre pour le développement agricole des îles extérieures (Levang et Sevin 1989 : 541, De Koninck 2006) ainsi que la défense et l'unité nationale, soit la consolidation du pouvoir central et l'émancipation d'un grand nombre de petits agriculteurs (De Koninck 2006), tous deux primordiaux pour assurer l'avenir du plus grand État archipélagique au monde. Un des objectifs était ainsi de « *jalonner les provinces extérieures de colons, en général javanais, fidèles au régime et limiter d'éventuels risques sécessionnistes* » (Sevin 2008 : 434).

La transmigration, ainsi que la désignent les Indonésiens, fut reprise modestement quelque temps après la fin de la guerre d'indépendance, s'étirant de 1945 à 1949 (De Koninck 2013 : 3). Depuis l'instauration du « Nouveau Régime » indonésien et l'arrivée du président Suharto en 1966, plusieurs plans de développement, s'échelonnant sur une durée de cinq ans, se sont succédés. La transmigration fut vigoureusement activée avec le lancement du premier plan quinquennal en 1969 et a depuis largement contribué à déconcentrer géographiquement la population indonésienne (*ibid.*). En effet, depuis 1961, le poids démographique relatif de Java au sein de l'Indonésie a été progressivement abaissé (*ibid.*). Alors situé à 64,9%, les recensements nationaux nous démontrent qu'il est passé sous la barre des 64% en 1971 (*ibid.*), bien que la tentative manquée de coup d'état communiste au pays (1965-1969) ait été corrélée à une diminution des vagues migratoires (Sevin 1993 : 266). En 1980, celui-ci avait chuté à moins de 62%, n'étant plus que de 57,5% en 2010.

Ce n'est qu'à compter des Cinquième et Sixième plans quinquennaux, débutant respectivement en 1989 et 1994 qu'une décroissance du nombre de migrants prenant part aux programmes de transmigration fut observée (Sevin 2008 : 435). La chute du régime de Suharto en 1998 a signifié la fin de l'adoption des programmes de transmigration à grande échelle. Entre le début du premier plan et la fin du septième, soit entre 1969 et 2000, le nombre officiel de migrants ayant pris part aux programmes de transmigration s'élève à plus de sept millions, lesquels se sont d'abord établis principalement à Sumatra et à Sulawesi avant de coloniser par la suite le Kalimantan et la Nouvelle-Guinée Occidentale (De Koninck 2006 : 36). Au cours des premières phases du programme de transmigration, pour chaque migrant sponsorisé, il y aurait eu 2,5 migrants spontanés, lesquels ont quitté l'île de façon autonome (Banque Mondiale 1988 : xxiii).

Figure IIV. Évolution du nombre de familles ayant pris part aux programmes de transmigration en Indonésie entre 1969 et 2008



\*Les 6 plateaux correspondent à une moyenne annuelle des différents plans quinquennaux. Données 1969-1998 : Tirtosudarmo (2001 : 211); 1999-2008 : Ministère de la Transmigration

### 2.1.2 L'expansion des surfaces agricoles sur les îles de la périphérie javanaise

Le raisonnement ayant poussé Geertz à développer sa théorie de partage de la pauvreté menant à l'involution de la population javanaise est basé sur la logique que l'accroissement de celle-ci se traduit inévitablement par la réduction de la taille des exploitations agricoles (Levang 1997 : 80), ce qui fut effectivement confirmé par Booth (1988). Celle-ci a noté, de 1903 à 1973, une

augmentation du nombre d'exploitations de 0,1 à 0,5 hectare et une diminution du nombre de celles dont la taille est de 0,5 à 0,75 hectares, celles de taille supérieure ayant relativement stagné en nombre. En 1963, plus de la moitié des exploitations agricoles de Java avaient une superficie inférieure à un demi hectare (Maurer 1986 : 1<sup>ère</sup> partie, paragr. 23). Toujours selon Geertz, ceci serait le résultat d'une forte homogénéité sociale, les valeurs d'inclusion de la société javanaise privilégiant le partage égalitaire de la terre, donc de la pauvreté. L'extension maximale des surfaces cultivées à Java, largement atteinte dès 1920 (Verburg et al. 1999 : 304), expliquerait cette théorie du partage de la pauvreté.

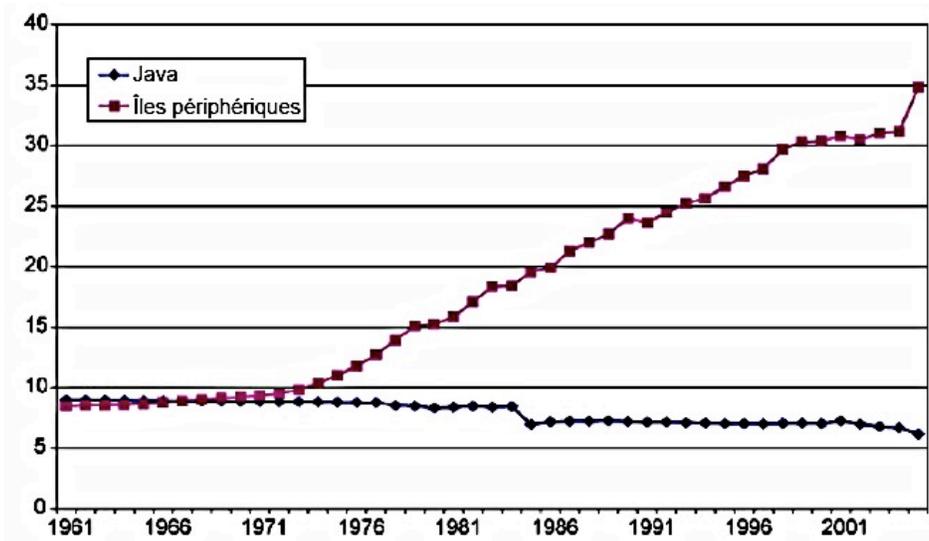
La transmigration devait ainsi contribuer à freiner cette tendance, en allouant à des Javanais des parcelles de sol cultivables situées dans les îles extérieures, où l'abondance et la disponibilité en sols fertiles étaient prises pour acquises. Mais les terres cultivables se sont avérées plus exploitées que l'administration indonésienne ne le pensait, les systèmes de culture extensifs pratiqués par les locaux, notamment l'agriculture sur brûlis, occupant une vaste part des sols les plus fertiles (Levang 1997 : 335). Ainsi, pour octroyer des terres aux transmigrants, l'expansion agricole telle que vécue à Java précédemment fut répétée dans les îles de la périphérie javanaise, bien que les sols disponibles étaient plus faibles en nutriments, s'érodaient facilement et possédaient une faible capacité à absorber les fertilisants synthétiques (Repetto 1986). Il n'était donc pas évident d'alléger la pression démographique javanaise sans causer de dommages environnementaux dans les îles périphériques à Java. De plus, à l'instar des transmigrants, les habitants des îles colonisées ne recevaient pas d'aide financière de la part du gouvernement, ce qui les a amené à « réagir de plus en plus violemment à l'invasion de leur domaine forestier » (De Koninck 2003 : 304).

L'objectif principal du programme de transmigration ayant longtemps été de déconcentrer la population indonésienne, le gouvernement ciblait particulièrement comme candidats les habitants des villes les plus densément peuplées (Banque Mondiale 1988 : 86). Ceux-ci ne s'avérant pas être nécessairement des agriculteurs aguerris, la carence en formation agricole qui aurait pu leur être offerte a vraisemblablement contribué à l'échec de certains projets de colonisation agricole. De plus, le programme visait également principalement les jeunes adultes, permettant ainsi d'abaisser le taux de fertilité sur l'île-maîtresse (Banque Mondiale

1984 : 156). Habitants ruraux et urbains confondus, 70% des transmigrants sélectionnés par le gouvernement ne possédaient jusqu'à leur migration aucune forme de propriété foncière (Repetto 1986).

Entre 1961 et 2005, l'accroissement des surfaces cultivées en Indonésie s'est donc poursuivi au rythme moyen de 1,4% par année. Dans les îles de la périphérie javanaise, elles ont cru beaucoup plus vite puisqu'elles sont passées de moins de 10 millions d'hectares en 1973 à plus de 30 millions d'hectares 30 ans plus tard (Fuglie 2010, Figure V), correspondant à une augmentation annuelle moyenne de plus de 3,7%. Mais cette expansion agricole n'a fait que repousser le problème : au terme de trois générations, la subdivision des lots de terres a fait en sorte que leur taille n'était de nouveau plus suffisante pour répondre aux besoins de leur propriétaire et de leur famille (Levang 1997 : 178).

Figure V. Évolution des superficies de terres cultivées en Indonésie de 1960 à 2004 (en millions d'hectares)



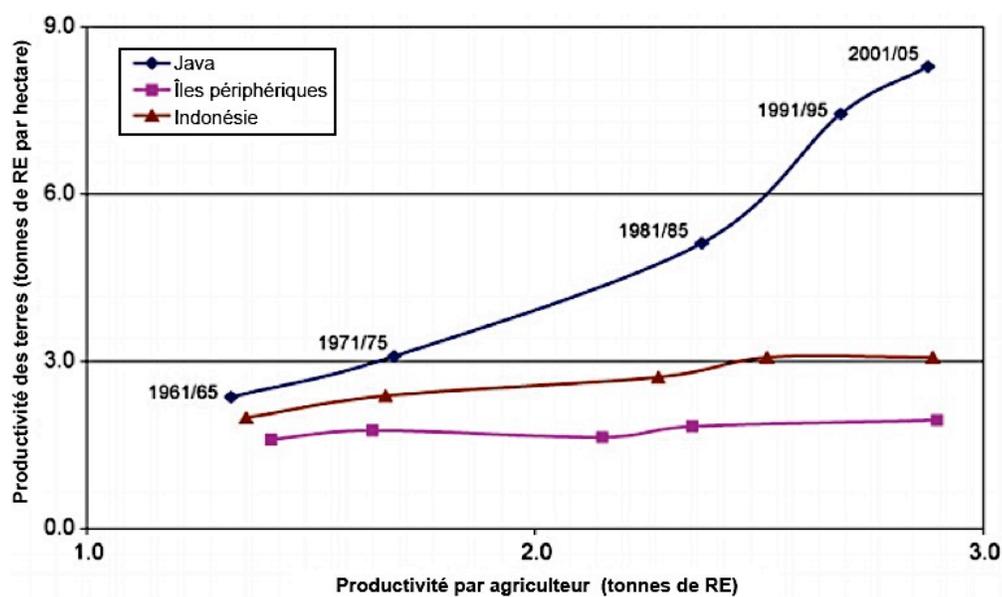
Tiré de Fuglie 2010 (Sources : BPS, Van der Eng (1996) et MOA)

## 2.2 La transition agraire

L'extension des surfaces cultivées grâce au programme de transmigration n'a donc pas été suffisante pour permettre de répondre aux besoins d'une population toujours plus nombreuse. Il a fallu compter sur l'arrivée des techniques issues de la révolution verte, débutant dans les années 1960, afin d'atteindre une augmentation de la production agricole en passant par

l'intensification des cultures (Hayami et Ruttan 1985). Cette intensification était essentielle, spécialement en Asie, où les densités de population élevées causent une pression plus grande sur les terres agricoles (Fuglie 2010). En Indonésie, c'est sur l'île de Java que l'on constate la plus grande amélioration de la productivité agricole. Celle-ci est passée de moins de trois tonnes à l'hectare en 1961 à près de neuf tonnes à l'hectare en 2005 (*ibid* : 356).

Figure VI. Productivité agricole en Indonésie de 1961 à 2005



\*RE = productivité équivalente en riz

Tiré de Fuglie 2010 (Sources : BPS, Ministère de l'Agriculture indonésien et Van der Eng 1996)

### 2.2.1 La révolution verte indonésienne

C'est en effet sur l'île-maîtresse, ainsi qu'à Bali, bien que les rendements agricoles y soient grandement inférieurs à ceux de sa voisine, que la modernisation agricole fut appliquée en priorité (Maurer 1990 : 28). Les conditions naturelles y seraient davantage favorables à la riziculture irriguée, « basée sur le captage d'eau fluviale par barrage et canal de dérivation alimentant par gravité des champs endigués ou des terrasses » (*ibid.* : 29). C'est d'ailleurs à l'application de cette technique hydraulique sur de plus grandes superficies, ainsi qu'à l'utilisation d'intrants chimiques et à l'introduction de semences améliorées à maturation plus rapide, que sont attribués les gains de productivité rizicoles de la révolution verte indonésienne (Pincus 1996 : 5). Ceux-ci ont permis d'atteindre la double voire la triple récolte annuelle (Maurer 1990 : 34-5). Le pays, principal importateur mondial de riz dans les années '60, a

ainsi pu atteindre son objectif d'autosuffisance en riz dès 1983. La production totale de riz en Indonésie a augmenté de plus de 500% entre 1961 à 2010, sa population ne grimpant que de 250% au cours de la même période (De Koninck et Rousseau 2013). L'extension des surfaces agricoles ayant déjà atteint leur limite à Java bien avant la révolution verte, c'est donc bien à la prolifération des rizières irriguées que cet exploit est principalement attribué, près d'un million d'hectares de rizières ayant été réhabilitées entre 1967 et 1974 (Maurer 1990 : 34).

Ces rizières sont longtemps demeurées fortement dépendantes en main d'œuvre, la « *double ou triple culture annuelle [ayant] augmenté la demande en travail salarié sur les exploitations et [...] permis de créer de nouveaux emplois salariés dans la transformation du paddy, le commerce et le transport du riz* » (Trébuil et Hossain 2000 : 288). Leur extension dans les îles de la périphérie javanaise a ainsi permis du même coup l'établissement d'importants fronts pionniers (De Koninck et Déry 1997). Cependant, depuis les années '80, la mécanisation intermédiaire à l'aide de petits motoculteurs est devenue de plus en plus populaire, diminuant ainsi grandement la durée des opérations de préparation et de récolte (Trébuil et Hossain 2000 : 286; Pincus 1996 : 12). De plus, le passage du sarclage manuel à désherbage chimique, permettant aux exploitants de rizières de bénéficier d'importantes économies, aurait également grandement diminué le besoin en main d'œuvre sur les champs (Trébuil et Hossain 2000 : 288). Également, les superficies en rizières sur l'île de Java sont en contraction, la croissance industrielle et l'étalement urbain causant, au tournant du millénaire, la disparition de 30 000 hectares de terres cultivées annuellement, « *une superficie suffisante pour nourrir 800 000 personnes* » (*ibid.* : 292). Enfin, de nombreux agriculteurs choisissent aussi d'abandonner la riziculture dans le but de se tourner vers des productions plus lucratives et moins intensives en main-d'œuvre (*ibid.*), contribuant ainsi à la décroissance de la demande en travailleurs rizicoles à Java.

### 2.2.2 La progression de l'agriculture à grande échelle

Les politiques mises de l'avant par le gouvernement indonésien ont longtemps prôné une juste distribution des terres aux paysans, assurant ainsi la présence d'un grand nombre de fermes familiales productives et relativement homogènes. Effectivement, durant les premières

décennies de la Guerre Froide, les dirigeants du pays craignaient que la pauvreté massive puisse engendrer la radicalisation de la population, ce qui a notamment incité le gouvernement à mettre en place un programme de redistribution des terres (Araghi 2009). La *Loi Agraire* fut implantée à compter de 1960, sanctionnant l'absentéisme foncier et limitant la taille maximale des parcelles agricoles (Maurer 1986 : 1<sup>ère</sup> partie, paragr. 24 [en ligne]). L'interventionnisme de l'État au sein de l'économie agraire villageoise, notamment par l'établissement d'un prix plancher pour le riz et de généreuses subventions pour l'utilisation de fertilisants synthétiques et de pesticides (Pincus 1996 : 5-6), s'est poursuivi jusqu'à l'arrivée de la crise économique asiatique de 1997. Cette tendance s'est par la suite renversée pour laisser place à l'expansion des monocultures commerciales, tout particulièrement dans les îles de la périphérie javanaise. En réalité, l'application non rigoureuse de la *Loi Agraire* avait permis le maintien d'un bon nombre de grands propriétaires fonciers, lesquels ont de plus été en mesure de bénéficier du patronage offert par l'État (*Ibid.* : 7). Des recensements à l'échelle villageoise effectués en 1971 et 1981 ont effectivement révélé des processus d'accumulation des terres par certains propriétaires conjointement à une augmentation du nombre de villageois sans terre (*ibid.* : 9).

Dès la fin des années 1970, le programme indonésien de transmigration ne visait plus l'autosuffisance alimentaire familiale, mais l'intégration du paysan à l'économie de marché grâce à l'implantation de cultures pérennes (Levang 1997 : 314). Le but était simple : fournir la main d'œuvre agricole, à bas prix, aux agro-industries afin de les inciter à s'installer dans les îles périphériques à Java (De Koninck 2006). Effectivement, les employeurs des plantations préfèrent recruter des travailleurs migrants car leur isolement social et leur dépendance face à leur emploi en font des candidats de choix, faciles à discipliner (Li 2009 : 631). Ils n'hésitent ainsi pas à retenir une partie de leurs salaires comme commission ou encore à leur charger des frais anormalement élevés pour le transport, l'hébergement et la nourriture (*ibid.*). Ainsi, une grande part des travailleurs agricoles employés sur les plantations situées au Kalimantan provient de Java (Li 2010 : 74).

Les Javanais prenant part au programme de transmigration pouvaient se voir octroyer une parcelle de terre plantée de palmiers à huile, laquelle ils devaient cependant acheter au bout d'un certain temps (*ibid.*). Ils étaient donc endettés dès leur arrivée sur place. Bon nombre

d'entre eux n'ont pu tirer assez de profits de leur petite plantation et ont dû revendre leur terre aux cultivateurs ayant le mieux réussi (*ibid.*), contribuant ainsi à la création de « micro » accaparements, processus de concentration des terres et de divisions sociales au sein même des communautés rurales (White 2012 : 12). Ces nouveaux exclus rejoignaient ainsi le bassin de main d'œuvre disponible pour les plantations industrielles de palmier à huile, lesquelles n'emploient en moyenne qu'un seul travailleur à l'hectare (Li 2010 : 74).

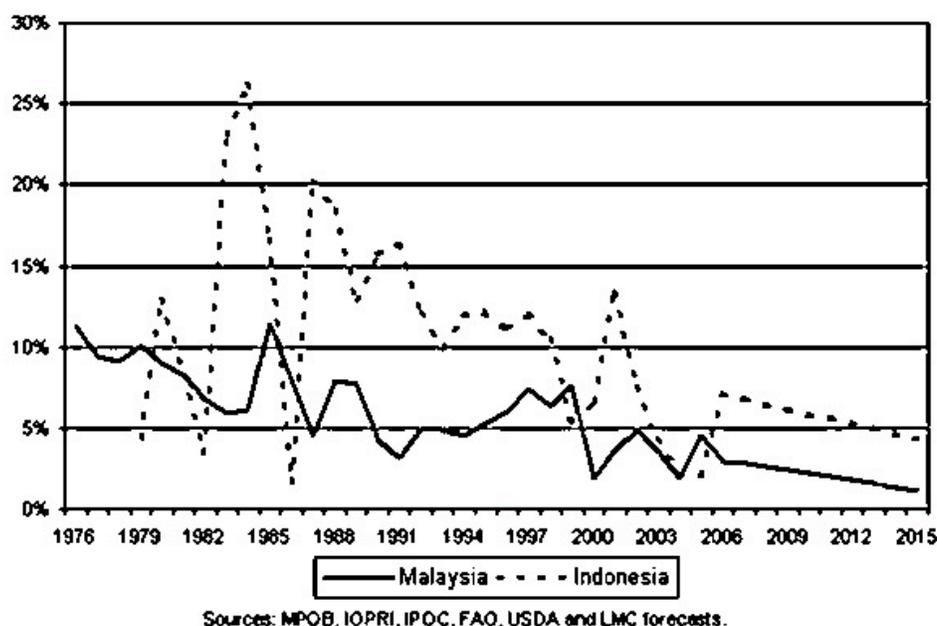
Depuis le début des années 1990, l'expansion des monocultures commerciales a dominé la scène agricole en Indonésie (De Koninck 2006). Alors qu'elles s'étendaient sur 4,6 millions d'hectares dans les années '60, elles en accaparaient plus de 18 millions en 2006, le tiers étant attribué aux plantations de palmier à huile (Fuglie 2010 : 354), lesquelles ont atteint 6,6 millions d'hectares en 2012 (De Koninck et *al.* 2015 : 9). Depuis les années '90, les exportations de matières premières agricoles ont joué un rôle toujours plus important au sein de l'économie nationale. L'huile de palme, dont la production a augmenté de 600% au cours de la première décennie du millénaire, a succédé en 2006 au caoutchouc et au contreplaqué comme principal produit d'exportation d'origine agricole ou forestier. Le café et le cacao s'avèrent être les deux autres plus importantes cultures d'exportation en Indonésie (*ibid.* : 349).

Depuis 2007, l'Indonésie et la Malaisie fournissent conjointement plus de 85% de la production mondiale d'huile de palme (Carter et *al.* 2007 : 307, De Koninck et *al.* 2015 : 9). Les plantations malaisiennes situées au Sabah, État septentrional de Bornéo, emploient presque entièrement, et bien souvent illégalement, des travailleurs indonésiens (Li 2010 : 74). Les emplois dans ces plantations n'attirent que très peu de Malaisiens étant donné la faible rémunération et les conditions de travail difficiles (Hugo 2007 : 34). De nombreux employeurs tirent profit de la grande vulnérabilité des travailleurs migrants, le traitement qui leur est réservé s'approchant même parfois d'une forme d'« esclavagisme moderne » (Killias 2009 : 145; Li 2009 : 631; Maulia 2008).

L'huile de palme fait partie des ingrédients composant près de la moitié des produits emballés que l'on retrouve sur les tablettes des supermarchés (Cheng Hai 2010 : 6). Elle est la plus

utilisée parmi toutes les huiles offertes sur le marché, devançant notamment les huiles de soja et de colza (De Koninck et al. 2015 : 8). C'est aussi celle dont la production affiche le meilleur rendement à l'hectare, lequel est de dix fois supérieur à celui de l'huile de soja (*ibid.*). Entre janvier 2008 et janvier 2009, le prix de l'huile de palme a chuté de moitié, ce qui a incité les entreprises de plantation non seulement à mettre à pied de nombreux travailleurs, démontrant ainsi la grande vulnérabilité de ces derniers, mais également à faire l'acquisition d'un plus grand domaine foncier (Li 2009 : 633). Depuis lors, les cours de l'huile de palme ont cru mais sont demeurés très instables. Considérant l'augmentation de la demande mondiale, notamment avec la montée en popularité des agrocarburants, l'importance de l'industrie du palmier à huile au sein de l'économie nationale devrait progresser au cours des prochaines années (Li 2010 : 73), de vastes projets d'expansion des surfaces cultivées de palmier à huile étant en cours (Carter et al. 2007 : 312). Les projections de Carter et al. (2007 : 313) ont d'ailleurs grandement sous-estimé l'augmentation des superficies de plantations d'huile de palme observée en Indonésie au cours des dernières années (Figure VII), celles-ci étant passées de 2,2 millions d'hectares en 2001 à 6,65 millions d'hectares en 2012 (De Koninck et al. 2015).

Figure VII. Augmentation tendancielle des superficies de plantations d'huile de palme en Indonésie et en Malaisie de 1979 à 2015



\*Les données des années 2006 à 2015 sont des projections  
Tiré de Carter et al. (2007 : 313)

### 2.2.3 L'accaparement des terres

La croissance des multinationales de l'agriculture a été encouragée par le développement des systèmes de transport au cours des années 1980, permettant notamment une diminution des coûts d'importation. La crise économique indonésienne de 1982, liée à l'effondrement des cours du pétrole et du gaz naturel (Levang 1997), a également contribué à l'essor de cette industrie en entraînant la libéralisation de l'économie nationale par l'établissement de programmes d'ajustements structurels. Cette industrie est largement responsable de l'expansion du domaine agricole récent, lequel gagne en moyenne 300 000 hectares par an depuis les 30 dernières années (De Koninck et Rousseau 2013 : 157). Ces accaparements des terres s'effectuent principalement au sein des îles de la périphérie javanaise, mais les habitants de l'île maîtresse n'en sont pas moins concernés car les plantations qui y sont implantées emploient un grand nombre de migrants javanais.

La libéralisation des échanges de matières premières agricoles sur les marchés boursiers, y ayant été introduites pour la première fois en 1984, en l'occurrence à la Bourse de Chicago (Ghosh 2010 : 77), a grandement contribué à l'intensification des dynamiques d'accaparement des terres. L'explosion de ce secteur financier depuis le début du 21<sup>ème</sup> siècle, actuellement parmi les plus sécuritaires et les plus rentables qui soient pour les investisseurs, a été causée par la chute des autres secteurs d'investissement, comme celui de l'immobilier (Ghosh 2010 : 73). Seulement 2% des transactions de matières premières agricoles aboutissent à la réelle livraison du bien, les autres contrats étant transigés de nouveau avant d'arriver à terme (FAO, 2010 : 1). Cette augmentation des échanges virtuels est directement corrélée à une hausse de l'instabilité des prix alimentaires (Akramov, 2010). Cela s'explique par le fait que les agro-industries sont en mesure de restreindre l'offre sur les marchés jusqu'à ce que la demande s'accroisse et que les prix grimpent à un niveau qu'elles jugent adéquat, après quoi elles peuvent mettre en marché leur production, fictive ou réelle, sur les marchés. Ces dynamiques boursières attirent de nombreux investisseurs qui y flairent l'opportunité de prendre part à un marché extrêmement lucratif.

De plus, ce ne sont pas que les acteurs privés qui prennent part à ces accaparements de terres. De nombreux pays atteints par un déficit de production alimentaire comme le Japon, la Chine

et les États arabes du golfe Persique cherchent à assurer la sécurité alimentaire de leur population, tout spécialement depuis l'augmentation générale des prix alimentaires survenue en 2008, elle-même causée en large partie par l'augmentation des flux boursiers de matières premières agricoles (Li 2010 : 75). Plutôt que de dépendre des coûts instables imposés par les agro-industries, ils procèdent donc à la location de vastes superficies de terres cultivables, notamment dans quelques pays d'Asie du Sud-Est dont l'Indonésie, afin d'assurer la production visant à répondre aux besoins de leur propre population.

Les accaparements de terres se font majoritairement au détriment des populations rurales, les surfaces cultivables vierges, tel que mentionné précédemment, n'étant que très rares en Indonésie. Les faibles droits de propriété octroyés par le gouvernement aux populations autochtones de l'archipel ne font que faciliter ces acquisitions (Hall et *al.* 2011 : 18). L'État se prétendant le propriétaire de facto de ces terres, il peut ainsi les revendre au plus offrant et l'exclusion des anciens occupants s'en suit inévitablement (Li 2010 : 73). Cette expropriation des petits exploitants contrevient au premier principe du *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels* (Nations Unies, ratifié en 1976) voulant qu'en aucun cas un peuple ne puisse être privé de ses propres moyens de subsistance, tels que le sont la terre et les forêts pour de nombreux agriculteurs indonésiens. De plus, cela viole également la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*, adoptée en 2007, stipulant que les entreprises doivent obtenir le consentement libre et informé des groupes indigènes avant de pouvoir débiter leurs opérations sur les terres que ceux-ci habitent ou qu'ils utilisent régulièrement. Toujours selon cette déclaration, ces terres doivent être protégées par le gouvernement et une compensation doit être versée aux autochtones pour toutes les ressources dont ils sont privés.

#### 2.2.4 Les impacts environnementaux et socioéconomiques

Au-delà de la pression démographique croissante, le problème de la destruction environnementale, auquel l'Indonésie s'avère particulièrement vulnérable, dû notamment à son fort relief topographique, relève avant tout du rapport que les populations entretiennent avec leur environnement. La percée des agro-industries dans le domaine de la production a

exercé une énorme pression sur l'environnement, de sorte que la qualité des terres et l'état des ressources non renouvelables ont été mis en péril. D'abord, de larges territoires ont subi la déforestation, d'abord dans les basses terres puis dans les hautes terres. Celle-ci a entraîné l'imperméabilisation des sols, entraînant du coup une plus grande vulnérabilité environnementale face aux glissements de terrain et aux inondations (Agus et *al.* 2004 : 1). L'utilisation abondante de fertilisants synthétiques, de pesticides et de machinerie agricole a également entraîné la dégradation des sols (Li 2010 : 74), lesquels sont ainsi d'autant plus dépendants envers ces minéraux artificiels, devenant parfois même complètement impropres à l'agriculture. Ces intrants sont à leur tour responsables de la contamination des cours d'eau situés en aval.

Du point de vue socioéconomique, la transition agraire a eu d'importants impacts au sein de la société javanaise. Tel que souligné par White (2012 : 11) et démontré par différentes études, les développements technologiques ainsi que la transition d'échelle des entreprises, dans le milieu agricole tout comme ailleurs, a tendance à éliminer des emplois plutôt qu'à absorber des travailleurs (Bernstein 2004; Li 2009, 2010). Pour sa part, Fuglie (2010 : 344) mentionne que depuis le début des années '90, la diminution quantitative du nombre d'agriculteurs javanais laisse place à une augmentation de la compétence moyenne de ce dernier, qui est donc toujours plus qualifié. Plusieurs agriculteurs ont ainsi tenté de suivre la marche en se lançant eux-mêmes dans la pratique de la monoculture de plantation. Mais les coûts de production agricole à l'hectare étant quasi inversement proportionnels à la superficie des champs, les prix du marché sont fixés par les agro-industries, lesquelles peuvent bénéficier d'importantes économies d'échelle. La diminution moyenne de la taille des parcelles agricoles paysannes mentionnée précédemment a comme impact de limiter davantage les économies d'échelle dont pourraient bénéficier les petits producteurs, phénomène observé par Fanchette (2014 : 246) chez les paysans du fleuve Rouge et du Nil. Les prix imposés par l'Industrie sont parfois si bas que les paysans pourraient y vendre leur production à perte. De plus, les entreprises agricoles disposent également d'un meilleur accès au capital et à la technologie. Effectivement, si les paysans ne sont généralement pas en mesure d'investir dans des systèmes de production perfectionnés ou encore dans l'acquisition de terres cultivables, c'est notamment parce que l'accès au crédit leur est plus difficile. Les taux d'intérêts qui leur

sont imposés sont de 40% à 150% plus élevés que celui dont bénéficient les entreprises (Hall *et al.* 2011 : 150). Ainsi, l'exclusion des paysans s'est non seulement manifestée sur le marché foncier agricole, mais également au sein même des marchés de production agricole (Delgado *et al.* 2010 : 24, Li 2011 : 288).

Avec la diminution considérable des investissements publics en agriculture, notamment pour les intrants et les semences, les paysans ne sont simplement plus en position de rivaliser avec ces géants. Pour emprunter la voie menant à l'industrialisation, il a fallu « *moderniser la production agricole vivrière de manière à ce qu'un plus petit nombre de producteurs [spécialisés] soit en mesure de nourrir un prolétariat urbain de plus en plus nombreux [...]* *C'est la fin des paysans* » (Levang 1997 : 343). Ainsi, les structures agricoles actuelles, résultant de la consolidation de l'économie marchande au sein des systèmes de production, déstabilisent les petits producteurs (White 2012 : 14) qui délaissent progressivement ce secteur. Ce sont les plus riches qui sont en mesure de profiter en tout premier lieu et dans une bien plus grande mesure des bienfaits de la modernisation agricole car ce sont eux qui disposent des moyens financiers et fonciers de les acquérir et d'innover, « *l'introduction de nouveaux facteurs techniques de production agricole [s'étant effectuée] dans un milieu rural différencié, où rien n'a vraiment été prévu pour contrecarrer les effets pervers découlant de leur non-neutralité sociale* » (Maurer 1986 : 1<sup>ère</sup> partie, paragr. 23 [en ligne]). Les paysans les plus aisés sont ainsi les seuls en mesure de rivaliser au plan commercial au sein d'un système de production agricole à haut rendement reposant sur les semences améliorées, les intrants synthétiques et la machinerie agricole. Il en résulte ainsi un accroissement des inégalités socioéconomiques au sein des communautés rurales.

Li (2010 : 69) souligne que la transition agraire se manifeste par trois effets interreliés, soient les accaparements de terres, lesquels se rapportent au principe d'« accumulation primitive du capital » développé par Karl Marx, la prolétarianisation du paysannat et la création d'une réserve de main d'œuvre. Suite à la transition agraire, la résilience du système économique capitaliste devait faire en sorte que cette réserve soit absorbée par le secteur industriel. Celui-ci était appelé à se développer au sein de centres urbains de sorte que les villes puissent accueillir ces anciens paysans et les transformer en travailleurs salariés (Li 2010 : 69). Cette

fausse conception de la réalité est à la base de ce que Li a baptisé les « populations de surplus » aux besoins du capital, la transition agraire vers l'industrialisation n'ayant pas permis d'offrir un emploi à tous les paysans étant exclus du secteur agricole.

À l'échelle nationale, la part de la population dépendant de la pratique agricole pour répondre à ses besoins a fortement diminué depuis 1965, passant de 70% à 44% en 2005 (Fuglie 2010 : 345), puis à 38% en 2010 (De Koninck et Rousseau 2012 : 43). La première décennie du 21<sup>ème</sup> siècle a même été marquée par la baisse de cette population en terme de chiffres absolus, passant de 93,4 millions en 2000 à 90 millions en 2010 (*ibid.*) Toutefois, la population indonésienne percevant un salaire dans le domaine agricole a quant à elle augmenté au cours de cette même décennie, passant de 49.8 millions à 52.3 millions, représentant 22% de la population totale en 2010 (*ibid.* : 45). C'est donc dire que la demande en main d'œuvre agricole a augmenté légèrement au début du 21<sup>ème</sup> siècle. Ces chiffres révèlent également qu'en 2010, la main d'œuvre agricole constituait plus de 58% de la population agricole totale. De Koninck et Rousseau (2012 : 43-5) démontrent que ce taux n'a cessé de s'accroître depuis 1970, ne s'élevant alors qu'à 40%, signe de la prolétarianisation croissante de la population paysanne du pays suite à la transition agraire

Sur l'île de Java, le secteur agricole demeure malgré tout le principal secteur d'activité économique de la population, « *près de 55% des terres de l'île [étant] consacrés à l'agriculture, un record dépassé seulement par le Bangladesh, plus pauvre, beaucoup moins urbanisé et constitué en large partie d'une vaste plaine alluviale* » (De Koninck, 2013 : 5). Li (2009 : 634) affirme que si de nombreux paysans s'accrochent à leurs parcelles, aussi petites et peu productives qu'elles soient, ce n'est pas par attachement au métier traditionnel d'agriculteur, mais plutôt parce qu'ils refusent d'adhérer aux stratégies alternatives de survie qui impliquent souvent la migration de certains membres de la famille, les systèmes économiques en place ne leur permettant pas de se trouver un autre emploi au sein même des communautés rurales.

### ***2.3 La résilience des communautés rurales javanaises***

Quelles sont donc les stratégies d'adaptation des communautés rurales javanaises face à la transition des systèmes de production agricole, faisant d'elles des communautés résilientes? D'abord faut-il définir précisément ce que signifie le terme *résilience*, dont le sens peut être largement contesté étant donné son usage répandu dans divers domaines<sup>1</sup>. Bien qu'il demeure un terme ambigu et évasif, on peut affirmer qu'il désigne, de façon générale, la capacité, pour une personne ou un groupe, à surmonter une situation difficile, lui assurant une certaine permanence dans un environnement parfois instable; bref la capacité à réagir adéquatement à un évènement plus ou moins déstabilisant. La résilience est cependant un état non permanent, la stabilité de l'individu ou du groupe en question pouvant être rompue lorsqu'un certain seuil de tolérance est franchi.

#### 2.3.1 La désagrarianisation des communautés rurales javanaises

La montée du modèle néolibéral a entraîné la commercialisation de la production agricole ainsi que la prolétarianisation de la main d'œuvre rurale au sein même d'une agriculture industrielle de plus en plus mécanisée, employant ainsi un nombre décroissant de travailleurs dans les champs. Ceci a donc eu comme impact de diminuer la capacité d'absorption de travailleurs agricoles dans les campagnes (Li 2011 : 283). Conjointement à la hausse de la valeur des propriétés foncières, cette diminution des opportunités de revenu pour les petits producteurs au sein de l'économie agricole rurale a poussé de nombreux paysans à vendre leurs terres (Hall 2011 : 852), l'agriculture n'étant vraisemblablement plus un milieu permettant d'assurer un avenir prospère à leur famille. Le transfert intergénérationnel des terres agricoles est ainsi rompu et les générations futures viendront donc au monde en étant déjà à l'écart de ce secteur, ce qui ne contribue qu'à consolider l'emprise agro-industrielle sur les terres cultivables qui s'instaure maintenant depuis plusieurs décennies (White 2012 : 16).

Au cours des dernières années, un désintérêt croissant semble donc s'être manifesté au sein des communautés rurales javanaises à l'endroit du secteur agricole, révélant un désir populaire de délaisser les insécurités économiques pour aspirer à une situation plus prospère (Li 2010 :

---

<sup>1</sup> Voir annexe A

87). L'agriculture constitue désormais une occupation révélant généralement un faible statut social et à laquelle les jeunes, tout particulièrement, ne souhaitent pas être associés (Rigg 2006 : 189). Néanmoins, le sous-emploi représente à l'heure actuelle un problème important au sein des communautés rurales javanaises. Les jeunes sont ainsi de plus en plus encouragés par leurs parents à poursuivre leurs études ou à entreprendre une formation professionnelle, fréquemment financées grâce à la vente des propriétés foncières familiales (Li 2009 : 634). Les parents de ces jeunes investissent alors dans le « capital humain » (White 2012 : 10). Outre le fait qu'ils souhaitent bien évidemment que leurs enfants mènent une vie prospère à l'abri de la précarité du milieu agraire, ils espèrent également tirer quelques bénéfices des succès financiers de leurs enfants lorsqu'ils atteindront la retraite (*ibid.*).

C'est donc dire que la scolarisation tend aujourd'hui à se prolonger dans les régions qui se désagrarianisent, les jeunes demeurant plus longtemps sur les bancs d'école et tardant ainsi à s'insérer sur le marché du travail (White 2012 : 10). De plus, les jeunes provenant des régions rurales sont souvent réticents à l'idée de retourner dans leur village d'origine car les opportunités d'emploi en dehors du secteur agricole y demeurent limitées. Liu et Yamauchi (2014 : 184-5) démontrent clairement que le prolongement des études chez les jeunes est étroitement corrélé à la probabilité que ceux-ci se trouvent un emploi en dehors du secteur agricole, soit souvent en dehors de leur village. White (2012 :12) affirme également que le faible développement des infrastructures de télécommunication, envers lesquelles les jeunes semblent toujours plus dépendants, constitue un problème dont l'importance est souvent négligée lorsque vient le temps d'évaluer les raisons pour lesquelles les jeunes désertent les campagnes.

### 2.3.2 Industrialisation manufacturière et exode rural

Dans un contexte de désagrarianisation (Rigg 2006), certains ont donc préféré investir dans l'éducation ou la formation de leurs enfants, accentuant ainsi l'exode rural des jeunes vers les villes dû à la présence d'institutions d'enseignement supérieur ainsi que de centres de formation professionnelle. De plus, plusieurs membres des villages dans lesquels la croissance économique se fit attendre ont choisi de migrer eux-mêmes vers les villes ou encore de prendre part aux migrations pendulaires, effectuant le voyage quotidien entre leur résidence

villageoise et leur emploi en ville. La mobilité apparaît ainsi comme une stratégie de résilience essentielle développée par les membres des communautés rurales pour faire face aux faibles opportunités économiques au sein de leurs villages (White 2012 : 15). Selon le recensement indonésien, au milieu des années 1980, 6,5% de la population javanaise était classée comme migrante, c'est-à-dire que ces habitants passaient plus de six mois par année hors de leur province d'origine. Ceci ne tient donc pas compte des migrations sur de courtes distances et de celles s'effectuant sur une plus courte période, ce qui ferait tripler le nombre de migrants répertoriés au sein même de Java selon Repetto (1986 : 17).

La croissance rapide de l'industrie manufacturière et du secteur des services en milieu urbain javanais, tout spécialement au cours des dernières décennies du 20<sup>ième</sup> siècle, alors que des politiques de dérèglementation étaient lancées par le gouvernement afin de stimuler l'économie nationale, a donc contribué pendant plusieurs années à l'absorption de ce surplus de travailleurs, permettant ainsi un certain recul de la pauvreté. En effet, l'adoption de réglementations plus flexibles pour les entreprises a entraîné la relocalisation de plusieurs d'entre elles provenant de diverses contrées asiatiques vers l'Indonésie, où la main d'œuvre est bon marché (Firman 2004 : 423). Au cours des années 1980, l'importante augmentation du travail rémunéré à Java relevait pour près de 40% du secteur manufacturier, la part de la population javanaise y œuvrant passant de 11 à 15 % durant cette même période (Pincus 1996 : 12). La transition agraire a alors joué un important rôle dans l'urbanisation rapide de Java au cours des dernières décennies du 20<sup>ième</sup> siècle, bon nombre des nouveaux travailleurs salariés urbains ayant migré vers les villes en quête d'emplois (*ibid.*). Effectivement, tout comme Fanchette (2014 : 303) le soutient également au sujet des habitants des deltas du fleuve Rouge et du Nil, les migrations en provenance des régions rurales jouent un rôle primordial dans l'urbanisation des villes, laquelle est plus que jamais entraînée par la mobilité des travailleurs ruraux. L'étude des migrations à l'échelle des villages permet donc de mieux saisir les modes d'urbanisation spécifiques à Java<sup>2</sup>.

---

<sup>2</sup> Voir annexe B

### 2.3.3 La recherche de nouvelles sources de revenus : l'entrepreneuriat

Les années de globalisation intense situées entre la fin de la Guerre Froide (1989) et le début des crises financières, alimentaires et économiques à l'échelle mondiale (entre 2007 et 2009) ont limité les opportunités d'emploi dans l'économie industrielle et les milieux urbains peinent de plus en plus à accueillir les travailleurs ayant fui les campagnes (Cotula 2012 : 650 *sq.*). Le ralentissement de la croissance industrielle des villes suite à la crise économique asiatique fut corrélé à de nombreux retours de travailleurs dans leurs villages d'origine (Wiradi 1998 et Firman 2004). Tout comme les villageois étant demeurés sur place, ayant choisi d'améliorer leur situation économique sans quitter leur village, ces travailleurs ont donc besoin de trouver des nouvelles sources de revenus. Les travailleurs migrants qui choisissent de retourner au sein de leur village après avoir été en mesure d'accumuler du capital doivent également choisir un secteur où investir les sommes qu'ils ont acquises.

Comme l'agriculture à petite échelle est actuellement un secteur jugé peu rentable, plusieurs habitants des régions rurales à Java choisissent de se lancer en affaires, par exemple en démarrant leur propre petite entreprise. Effectivement, il s'agit là d'un moyen de résilience fréquemment adopté par les jeunes pour faire face au sous-emploi, White (2012 : 11) allant même jusqu'à affirmer que cela constitue en soi une stratégie de survie. Perceptible particulièrement depuis la crise asiatique de 1997, le non-interventionnisme de l'État reflète sa décision de se fier aux communautés rurales elles-mêmes afin de gérer le surplus de travailleurs n'ayant pas été absorbés par le secteur manufacturier suite à la transition agraire (*ibid.*). Ces derniers sont donc laissés à eux-mêmes, soutenus par aucune stratégie visant à favoriser l'intervention politique au sein des populations pour améliorer leur situation socioéconomique (Foucault 1991; Li 2010 : 66). Cette assistance est habituellement considérée essentielle et urgente lorsque le sous-emploi est répandu au sein de la population, tel que c'est le cas à Java tout comme dans de nombreux autres pays d'Asie suite à l'exclusion des paysans de leurs terres et à la faible absorption de leur main-d'œuvre (Li 2010 : 67). La Banque Mondiale (2008) a quant à elle clairement affirmé qu'il faisait partie du rôle de l'État de gérer la transition agraire et le surplus de travailleurs qui en résulte (*ibid.* : 69).

Face à cette situation économique précaire, le paysannat javanais a tout de même su tirer son épingle du jeu. L'implantation du modèle néolibéral ayant favorisé l'accès au micro-crédit, l'on a assisté à l'émergence d'un noyau d'entrepreneurs au sein des communautés rurales javanaises (Li 2010 : 81). Tel qu'affirmé par Fanchette concernant les habitants des deltas du fleuve Rouge et du Nil (2014 : 195), « *avec l'ouverture économique et l'encouragement à l'initiative privée, on assiste au développement de petites entreprises secondaires et tertiaires pour la plupart informelles* ». Booth (2002) a dénoté une augmentation des sources de revenus non agricoles au sein des ménages javanais. Dans les sites qu'elle a étudiés, ces entreprises étaient regroupées sous forme de « *clusters* », formant ainsi des systèmes de production territorialisés, où les villages se spécialisent dans la production d'un certain produit de consommation.

#### 2.3.4 Les migrations spontanées de travailleurs vers les îles extérieures et à l'étranger

Outre le retour de nombreux travailleurs dans leurs villages d'origine, la contraction de la demande ouvrière en ville, causée notamment par la mécanisation manufacturière, a également accentué les migrations à l'extérieur de Java. Le secteur manufacturier de l'Indonésie, lequel est concentré particulièrement à Java, ne s'est jamais rétabli de la crise financière asiatique de 1997 (Li 2010 : 77). Hugo (2007) n'hésite pas à affirmer qu'il s'agit de la nation par excellence caractérisée par un surplus de main-d'œuvre, 31% de sa population se trouvant sans emploi ou en situation de sous-emploi en 2006. Plusieurs ont ainsi dû élargir leur aire de recherche de travail en ayant recours aux migrations soit nationales ou à l'étranger, phénomène voué à l'exacerbation au cours des années à venir (Syafitri et Knerr 2012).

Les migrations vers les îles de la périphérie javanaise ont été nombreuses. Ces dernières ont été moins affectées par les crises économiques pour au moins deux raisons. Premièrement, les activités les plus touchées par la crise, soient celles issues des secteurs secondaire et tertiaire, y sont sous-représentées alors que celles relevant du secteur primaire, soit l'exploitation de matières premières, moins vulnérable face à de telles crises, y sont surreprésentées par rapport à l'île-maîtresse. Deuxièmement, les possibilités d'expansion agricole y sont supérieures (Hugo 2000 : 134), ce qui a permis aux entreprises présentes d'élargir leurs activités d'exploitation afin de compenser les pertes qu'elles ont pu encaisser.

Bornéo a succédé à Sumatra au début des années 1980 en tant que principale île d'accueil des travailleurs migrants javanais (Sevin 2008 : 434). Le nombre grandissant de plantations industrielles de palmiers à huile, ainsi que les opérations de déforestation qui les précèdent, ont joué un rôle important dans l'absorption de travailleurs agricoles javanais. Elles sont encore aujourd'hui fortement dépendantes en main-d'œuvre car le travail dans les champs ne peut être entièrement mécanisé, notamment les étapes de sélection et de cueillette (Fuglie 2010 : 354). En considérant toute la chaîne de production, incluant les entreprises de transformation et de service, le nombre total de travailleurs relevant de l'industrie de l'huile de palme en Indonésie s'élevait à plus de 4,5 millions au début du millénaire (Sargeant 2001 : vi).

Il y a également le cas des migrations au long cours, hors Indonésie, notamment celles des femmes employées comme travailleuses domestiques. En l'an 2000, la Malaisie et l'Arabie saoudite étaient les deux destinations prioritaires des travailleurs migrants indonésiens (Soeprobo et *al.* 2002). La première était privilégiée pour sa proximité et sa similarité socioculturelle avec l'Indonésie et la seconde pour la forte demande en main-d'œuvre et la meilleure rémunération du travail (Sukamdi et *al.* 2004 : 20). Selon une étude de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) parue en 2010, les salaires annuels que touchent les Indonésiens en Malaisie s'élèvent à quelque 2 700 dollars américains pour un ouvrier et 1 200 dollars pour une travailleuse domestique. En 2008, il y aurait eu deux millions de travailleurs indonésiens en Malaisie, œuvrant principalement au sein des plantations et dans le domaine de la construction (Li 2010 : 77).

### 2.3.5 Les migrations de travailleurs comme stratégie de résilience

Les migrations résultent d'un surplus de main-d'œuvre peu qualifiée sur l'île-maîtresse. Cette réserve surabondante qui s'est accumulée suite à la transition agraire constitue une « *armée de potentiels travailleurs migrants* » (Araghi 2009 : 134-5). La mobilité de la population javanaise est ainsi devenue un important mécanisme d'adaptation face à la transition agraire, qui a eu comme effet de restreindre le rôle de l'agriculture comme source potentielle de revenus chez les habitants des régions rurales. Devant la contraction des opportunités d'emploi en ville (Hugo 1995, 2007), les Javanais ont recouru aux migrations à l'extérieur des côtes javanaises. Le rôle des migrations à différentes échelles apparaît donc incontournable quand

vient le temps d'évaluer les stratégies de résilience des communautés rurales face à la diminution des opportunités économiques à Java et plus particulièrement au sein des villages. Lorsque l'on constate que les flux de migrants issus des programmes nationaux ont souvent été surpassés par ceux des migrants spontanés, on saisit un peu mieux l'implication pour les communautés rurales elles-mêmes.

Comme le migrant cherche avant tout à améliorer ses conditions de vie (Levang 1997 : 273), on peut être porté à croire qu'il s'agit généralement d'individus dont le statut social est peu valorisant et se retrouvant dans une situation économique précaire. Ceci correspond au profil du villageois sans terre ou du petit paysan propriétaire, les premiers représentant plus de 30% de la population rurale javanaise en 1986, alors largement concentrés en périphérie des rizières irriguées (Repetto 1986 : 16). Le migrant international n'a pour sa part probablement pas le même profil car les exigences économiques nécessaires pour quitter son pays sont certainement plus élevées, ce qui restreint davantage le nombre de candidats prenant part à de telles activités.

Les enquêtes de Sevin (1993) semblent démontrer qu'il n'y a pas de lien direct entre la densité démographique rurale et la propension des villageois à migrer. Réalisées au sein de la Région Administrative Spéciale de Yogyakarta, elles ont effectivement démontré que « *les circonscriptions rurales les plus peuplées ne sont justement pas à l'origine des départs les plus nombreux* » (p. 270). Selon ce même auteur, c'est plutôt le système de production agricole et son adaptabilité qui joue un rôle primordial dans la migration de travailleurs javanais. L'essor des grandes entreprises agricoles ainsi que l'exclusion des paysans des marchés de production apparaissent alors comme des phénomènes menant à un accroissement des migrations en provenance des communautés traditionnellement agraires.

## ***2.4 Les rapatriements de fonds***

### 2.4.1 L'évolution des rapatriements de fonds à l'échelle mondiale

Les rapatriements de fonds, ou « *remittances* » en anglais (Yahya 2006, Killias 2012), en provenance des travailleurs migrants constituent une stratégie de résilience importante pour les membres demeurant au sein des communautés rurales indonésiennes (Hill 1999 : 271). À

l'échelle mondiale, les rapatriements de fonds ont plus que décuplé entre 1990 et 2007, résultat notamment de l'augmentation des migrations, des plus faibles coûts de transfert et de leur formalisation ainsi que d'un meilleur recensement des données dans plusieurs pays en développement (Vargas-Lundius et Lanly 2008). Surtout, ce sont les rapatriements de fonds vers les pays en développement qui ont le plus augmenté au cours des années '90, atteignant 62,1% des rapatriements mondiaux en 1999 versus 57,8% en 1988. Cette augmentation fut corrélée à une diminution de l'aide financière en direction de ces pays suite à la fin de la Guerre Froide (Sukamdi et *al.* 2004 : 139). Mais la croissance de ces transferts s'est poursuivie au cours des années suivantes, les sommes transférées par les migrants internationaux en direction des pays en développement passant de 113 milliards de dollars américains en 2002 à 336 milliards en 2008, y représentant alors plus de deux fois les montants qu'ils percevaient de l'aide officielle et se comparant à ceux des investissements directs étrangers qui y étaient dirigés (Sharma 2010 : 1).

Plusieurs études portant sur les rapatriements de fonds ont concerné le cas mexicain, là où ceux-ci se sont élevés à 22 milliards de dollars en 2012, 98% de ceux-ci provenant des États-Unis (D'Vera et *al.* 2013 : 19). Ces études révèlent une étroite corrélation entre la valeur de ces rapatriements et la croissance économique nationale. Ceci est largement dû à leur effet multiplicateur, soit la stimulation de l'économie par l'augmentation de la consommation, spécialement lorsque les biens consommés proviennent du pays même et qu'ils n'ont donc pas été importés (Sukamdi et *al.* 2004 : 141). Ainsi, dans le cas mexicain, chaque dollar rapatrié s'est traduit en une augmentation d'environ trois dollars du PNB (Masey et *al.* 1998). L'augmentation des rapatriements de fonds au Mexique est également corrélée à un accroissement des disparités socioéconomiques et à une diminution de la part de la population de travailleurs agricoles. Côté (2010) a quant à lui constaté que les rapatriements de fonds aux Philippines ont permis la survie d'un nombre important de fermes familiales au pays (De Koninck et Rousseau 2012 : 44). Ainsi, une étude plus poussée au sein même des villages javanais s'impose afin d'y évaluer les conséquences de ces rapatriements dans la sphère agricole.

#### 2.4.2 L'importance des rapatriements de fonds en Indonésie

Chaque plan de développement quinquennal adopté par l'État indonésien (*Repelita*, tels que désignés en Indonésien) était caractérisé par un flux croissant de migrants internationaux. Ainsi, au terme de *Repelita 1*, achevé en 1974 et ayant favorisé l'attraction des capitaux étrangers et la refonte des infrastructures économiques, seulement 5 625 Indonésiens travaillaient à l'Étranger (Chalmers 1997 : 28, Sukamdi et al. 2004 : 143). Cinq ans plus tard, après que l'expansion agricole ait été privilégiée, ce nombre a grimpé à 17,042 travailleurs (*ibid.*). En 1984, au terme de *Repelita 3*, ayant cette-fois visé l'amélioration de l'équité sociale et le développement de l'ingénierie industrielle, le nombre de travailleurs indonésiens à l'étranger s'élevait à 295,037 et, dix ans plus tard, à près de 641,000 (*ibid.*). Une telle augmentation survenait suite à l'application des plans favorisant le développement de l'industrie lourde (*Repelita 4*) et celui des technologies avancées (*Repelita 5*) (Chalmers 1997 : 28). Ces deux derniers plans de développement avaient comme principal objectif la croissance industrielle dans le but de diversifier l'économie nationale, notamment grâce à l'augmentation des produits d'exportation (Akita et Hermawan 2000 : 271-2). Sukamdi et al. (2004) observent au cours de cette même décennie une plus grande augmentation de la migration féminine à l'étranger ainsi qu'un nombre croissant de migrants illégaux.

En 2010, l'OIM affirmait que l'Indonésie possédait la seconde plus grande population de travailleurs migrants internationaux en Asie du Sud-Est, tout juste derrière les Philippines. Ses migrants étaient alors à 79% des femmes et travaillaient principalement en Asie et au Moyen-Orient. Les hommes y travaillent majoritairement comme ouvriers (OIM 2010) et les femmes comme travailleuses domestiques. Le nombre de travailleuses domestiques indonésiennes à l'étranger s'élevait à plus d'un million en 2005, principalement employées en Arabie Saoudite et en Malaisie (Hugo 2007 paragr. 27). Depuis les années '90, Singapour et Taiwan ont émergé en tant que destination de choix pour les travailleurs migrants indonésiens, Brunei et Hong Kong s'avérant deux autres destinations de prédilection en Asie (*ibid.* : 24-6). Le Ministère du Travail indonésien estimait en 2006 que 2,7 millions d'Indonésiens, soit l'équivalent de 2,8 pourcent des travailleurs du pays, s'étaient légalement trouvé un emploi à l'étranger, les chiffres réels devant être largement plus élevés car une grande partie de ces

travailleurs quittent sans en avertir les autorités locales, ne détenant ainsi aucun permis de travail (Hugo 2007 : paragr. 22).

Les Indonésiens travaillant illégalement en Malaisie constituent le second plus grand groupe de travailleurs migrants illégaux en importance sur le globe, tout juste derrière les travailleurs mexicains au États-Unis (Hugo 2007 : paragr. 30). Près des deux tiers des travailleurs migrants indonésiens en Malaisie étaient illégaux au début du millénaire (Vermonte 2002, paragr. 4). L'État indonésien estimait en 2005 que plus d'un million de travailleurs indonésiens à l'étranger y œuvraient illégalement, près de 40% de ceux-ci se trouvant en Malaisie (Hugo 2007 : paragr. 31). Ceux-ci, accueillis généralement en tant que touristes, préfèrent y travailler illégalement parce que le processus de migration en est ainsi simplifié (Ananta 2000 : 3). Selon Sharma (2010), les migrations illégales concerneraient principalement les destinations situées à proximité du territoire national et les migrants les plus pauvres seraient davantage portés à y prendre part. Cependant, l'adoption en 2002 de l'*Acte* d'Immigration, punissant très sévèrement les migrants illégaux, aurait contribué à faire baisser grandement ce nombre (Sukamdi et al. 2004 : 344).

D'après les chiffres de l'IFAD (2008), les rapatriements de fonds formels indonésiens en provenance de l'étranger représentaient à eux seuls six milliards de dollars américains en 2007, soit 1,6% de son PIB. Ces chiffres ne tiennent pas compte des rapatriements provenant des migrations intra-nationales, lesquelles sont d'autant plus difficiles à recenser. Ces migrations sont en augmentation dû à l'établissement de nombreuses cultures de rente dans les îles de la périphérie javanaise (Hugo 1982 et 2000). En 2009, la somme des rapatriements de fonds indonésiens en provenance de l'étranger aurait augmenté à 6,6 milliards de dollars, 2,2 milliards provenant de l'Arabie Saoudite et 2,3 milliards de la Malaisie, là où 52,6% de la population de travailleurs migrants provenaient de l'Indonésie en 2008 (OIM 2010). De plus, ces chiffres ne tiennent pas compte des sommes transférées de façon non officielle, notamment lorsqu'elles sont rapatriées en liquide par les migrants eux-mêmes (Sukamdi et al. 2004 : 139). Selon Hugo (2007 : paragr. 43), les sommes transférées par voie non officielle seraient à tout le moins équivalentes à celles transférées officiellement. En 2004, le *Jakarta Post* estimait que les travailleurs migrants à l'étranger expédiaient chacun en moyenne l'équivalent de 482

dollars américains par mois (Ananta et Arifin 2004 : 149). Ces sommes aboutissent principalement au sein des communautés rurales javanaises (Hugo 2007 : paragr. 44).

Les migrations pendulaires constituent également une stratégie économique de résilience assez populaire afin de « *partir pour rester* », contribuant à l'apparition de nouvelles formes de communautés rurales dans lesquelles de nombreux membres passent le plus clair de leur temps à l'extérieur du village. Fanchette (2014 : 83) a observé de nombreux cas de ces types de déplacements chez les villageois du delta du Nil, région densément peuplée et où le libéralisme économique a également entraîné la restructuration des modes de production agricole. On ne peut cependant pas toujours parler de rapatriements de fonds en ce qui a trait aux salaires des travailleurs prenant part aux migrations pendulaires. Cette distinction est ambiguë car les déplacements peuvent se faire quotidiennement ou encore de façon hebdomadaire, auquel cas pourrait-on affirmer que les salaires de ces travailleurs, de retour au bercail, peuvent légitimement être considérés comme des fonds rapatriés.

#### 2.4.3 Ségrégation socioéconomique et vulnérabilité économique

Les migrants sont ainsi en mesure de contribuer à l'amélioration de la situation économique de leur famille. Cela est d'autant plus valable en ce qui concerne les migrants internationaux car les salaires qu'ils touchent sont généralement beaucoup plus élevés. Gumilang (2011 : 1) souligne que les migrations de travailleuses domestiques à l'étranger leur ont permis d'accéder à un meilleur statut social lors de leur retour au sein des communautés rurales. La migration est un processus sélectif (Sukamdi et *al.* 2004 : 138), tous les villageois ne bénéficiant pas des mêmes opportunités, en fonction notamment de leurs ressources financières, de leurs contacts à l'extérieur et de la possibilité dont ils disposent de quitter leur village. Il en résulte forcément une accentuation des disparités économiques au sein des villages. Tel que l'affirme Fanchette (2014 : 255) au sujet des habitants du delta du Nil, « *L'agriculture, donc le foncier, n'est plus le critère de différenciation sociale, en raison de l'importance des remises extérieures au village (émigration, travail en ville) ou des revenus non agricoles liés au développement de l'économie locale* ».

De plus, la dépendance à l'endroit des rapatriements de fonds rend la population indonésienne vulnérable. C'est du moins ce qu'a permis de démontrer la crise financière asiatique de 1997-1998, qui a entraîné une diminution dans le montant de ces rapatriements vers l'Indonésie (Sandee 1999 : 142). La crise économique mondiale de 2009 a également entraîné la chute générale des rapatriements de fonds vers les pays en développement (Sharma 2010 : 1). Gumilang (2011 : 15) affirme que le degré de dépendance des villageois est proportionnel aux sommes qu'ils perçoivent ainsi de leurs proches, leurs habitudes de vie ayant changé en fonction des largesses financières dont ils bénéficient.

Toutefois, Sukamdi et *al.* (2004) démontrent que les transferts internationaux par les travailleurs migrants indonésiens contribuent au développement économique national de manière bien plus stable que les retombées en provenance des investissements directs étrangers. De plus, toujours selon ces mêmes auteurs, les rapatriements de fonds en provenance des pays non-asiatiques sont d'autant plus importants lorsque l'économie régionale est en difficulté, les montants rapatriés ayant alors une valeur économique plus élevée.

Les rapatriements de fonds en provenance de contrées éloignées permettent ainsi d'assurer la sécurité financière de la famille des migrants lorsqu'elles sont frappées par une crise économique régionale. Ils sont aussi importants lors de désastres environnementaux, agissant à titre d'assurance sociale pour les familles à faible revenu dont l'accès à l'assurance et au crédit est limité (Sharma 2010 : 563). L'élargissement des aires de migrations à l'étranger, notamment vers les pays du Moyen-Orient, s'avère donc un processus d'une importance capitale en ce qui a trait à la résilience de la population rurale javanaise.

Les dynamiques ayant trait aux migrations, tout comme celles menant à l'émergence d'un groupe d'entrepreneurs au sein des communautés rurales, se manifestent d'une façon particulière dans chaque village. Un séjour de recherche à l'échelle de ces localités s'est donc avéré essentiel à l'analyse des activités économiques qui y prennent place en fonction des atouts dont chacun des villages dispose.

### III) OBJECTIFS ET MÉTHODOLOGIE

#### *3.1 Objectifs de recherche*

Mon projet s'insère dans le cadre d'un programme de recherche beaucoup plus large intitulé : *L'île de Java : Le défi et les enjeux des fortes densités démographiques*. Celui-ci est dirigé par mon directeur de recherche, le professeur Rodolphe De Koninck. Il repose sur quelques constats essentiels situés au cœur même de la géographie, s'articulant autour de la question de la répartition de la population sur terre. Il vise ainsi à étudier les stratégies de résilience déployées par les populations javanaises pour faire face à une pression démographique croissante.

Pour ma part, je m'en tiens à l'étude des stratégies de résilience des populations rurales javanaises face à la transformation des systèmes de production agricole, elle-même causée en partie par la forte croissance démographique à Java. La désagrarianisation du paysannat javanais, entraînée notamment par la montée en importance des agro-industries dans l'archipel indonésien, et l'exode rural de ces populations semblent avoir joué un rôle dans l'accroissement des fortes disparités démographiques sur l'île-maîtresse. Suite à la diminution des opportunités économiques, non seulement dans le secteur agricole mais également dans les centres urbains, les communautés rurales ont dû développer des stratégies de résilience. Celles-ci leur ont permis d'améliorer leur situation économique. L'hypothèse au centre de mes recherches est donc que les migrations provisoires de travailleurs et les rapatriements de fonds qui en découlent, tout comme l'émergence d'un groupe d'entrepreneurs au sein même des villages, sont au cœur des stratégies de résilience économique et sociale développées par le paysannat javanais, contribuant aussi à expliquer le recul de la pauvreté et le maintien même des fortes densités rurales de Java, tout comme, à la fois, un accroissement des inégalités socioéconomiques. Mes recherches relèvent donc tant du domaine démographique que de la sphère agricole.

Afin de mieux saisir la spécificité des modes d'urbanisation de l'île, j'ai considéré essentiel d'en apprendre un peu plus sur l'évolution des dynamiques migratoires à Java. Néanmoins, des enquêtes sur le terrain se sont avérées essentielles afin d'observer l'évolution de l'emploi agricole et les principales stratégies économiques de résilience développées par les communautés rurales javanaises. J'ai porté une attention particulière au rôle joué par la transition agraire, en tentant de vérifier l'impact qu'elle a pu avoir au sein des activités de celles-ci, notamment sur les migrations ainsi que sur le développement entrepreneurial. J'ai mené des enquêtes au sujet de l'exode de travailleurs vers les centres urbains et vers les îles de la périphérie javanaise, notamment vers les plantations de palmier à huile au Kalimantan. Concernant plus spécifiquement les migrations de travailleurs vers l'étranger, j'ai tenté d'évaluer la part que représentent les migrations de femmes ainsi que les migrations illégales ou non officielles, deux dynamiques ayant subi une importante croissance au cours des dernières décennies (Sukamdi et *al.* 2004 : 167 *sq.*). J'ai également cherché à en apprendre davantage concernant les principaux pays d'accueil de ces travailleurs, sur les secteurs d'activité qui sont les plus en demande et sur le profil socioéconomique des travailleurs prenant part aux migrations à chacun des niveaux (régional, national et international).

### ***3.2 Sélection des régions à l'étude***

En vue de la sélection des villages devant faire l'objet de mes études de terrain, j'ai d'abord contribué à l'élaboration, à l'aide de données provenant du Bureau central de statistique indonésien (BPS), d'une analyse diachronique de la répartition de la population urbaine et rurale de l'île sur la base des données des six derniers recensements décennaux (de 1961 à 2010). Celle-ci a été réalisée à l'échelle des sous-districts, dont le nombre s'élevait à 2136 en 2010, eux-mêmes répartis dans 118 districts (BPS 2012). Les difficultés rencontrées relevaient particulièrement des nombreux changements apportés, d'un recensement à l'autre, au maillage administratif de l'île. Cette cartographie a été élaborée dans le but de permettre d'identifier et de différencier de manière particulièrement fine les régions, microrégions et localités en fonction de l'ampleur et du rythme des changements encourus au plan de la croissance démographique et de sa répartition. Elle a aussi permis de visualiser les différentes régions en fonction des paramètres servant à la sélection des unités à l'étude, notamment les propriétés géographiques distinctes relevant de leur localisation.

Les critères de relative proximité géographique et de configurations socioéconomiques hétérogènes, déduits en fonction des caractéristiques géographiques propres aux deux régions, ont été privilégiés, comme cela est souvent le cas dans ce type d'étude (Fanchette 2014 : 87). Le choix des localités à l'échelle des sous-districts (*kecamatan*) s'est arrêté sur Wonosobo et Grabag, la première étant située dans les hautes terres du centre de Java alors que la seconde est localisée sur la côte sud de l'île. Ces sous-districts font respectivement partie des districts (*kabupaten*) de Wonosobo, portant donc le même nom que celui du sous-district à l'étude, et de Purworejo.

Figure VIII. Situation des districts (*kabupaten*) à l'étude

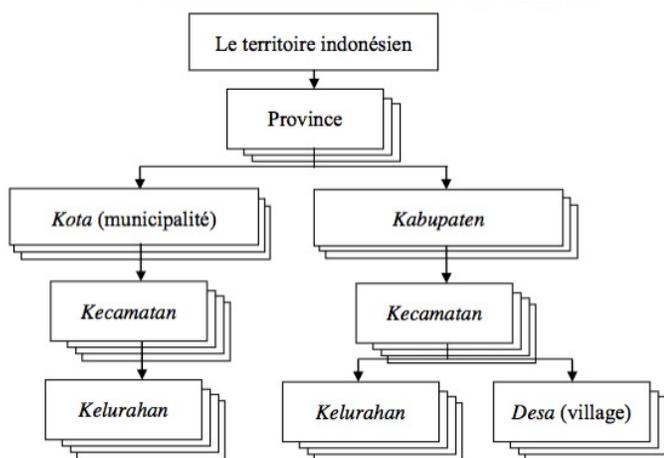


Le territoire à l'étude se trouve à l'intérieur de la province de Java Centre, une des six provinces de l'île de Java. Elle est située en périphérie du territoire spécial (*kota*) de Yogyakarta, où se trouve l'Université Gadjah Mada (UGM). Cet établissement non seulement mon point de chute en Indonésie, mais j'y ai également suivi trois semaines de cours intensifs de langue indonésienne. De plus, des ateliers de recherche auxquels j'ai participé en compagnie d'autres chercheurs indonésiens et canadiens travaillant également sur la question des densités démographiques à Java y ont été tenus.

Suite à la sélection de ces unités territoriales, j'ai participé à l'interprétation comparative des images de couverture satellitaire contemporaine disponibles sur *Google Earth* afin de cibler

plus spécifiquement, au sein même de ces sous-districts, les villages dont l'évolution de l'utilisation du sol semble révéler des changements importants. Baptisés « *unités phares* », ils correspondent à quatre villages, soit deux pour chacun des sous-districts (*kecamatan*) sélectionnés précédemment : *desa* de Wonosari et *kelurahan* de Jlamprang, dans le *kecamatan* de Wonosobo, ainsi que *desa* de Patutrejo et *desa* de Harjobinangun, dans le *kecamatan* de Grabag.

Figure IX. Subdivisions territoriales indonésiennes



Tiré de Fadjar (2013 : 58)

Tableau II. Termes géographiques indonésiens et leur équivalent français

Terme en Indonésien	Équivalent en français
<i>Kabupaten</i>	District
<i>Kecamatan</i>	Sous-district
<i>Kelurahan</i>	Village urbain
<i>Desa</i>	Village rural
<i>Kampung</i>	Hameau urbain
<i>Dusun</i>	Hameau rural
<i>Perumahan</i>	Hameau de développement résidentiel
<i>Rukun Warga (RW)</i>	Quartier
<i>Rukun Tetangga (RT)</i>	Voisinage

Le passage du statut de rural à urbain se fait lorsque les critères de reclassification sont atteints (Annexe B). Le *kelurahan* (village urbain) se différencie du *desa* (village rural) en ce qu'il

comprend non seulement un *dusun* (hameau rural), mais également un *kampung*, soit un hameau urbain. Les villages ruraux ne sont donc constitués que de hameaux ruraux et la présence d'un simple hameau urbain modifie le statut du village qui devient alors un *kelurahan*. Ce qui distingue le *kelurahan* sur le plan administratif est qu'il n'a pas d'autonomie, c'est-à-dire qu'il est dirigé par un fonctionnaire nommé par le chef du *kabupaten*, alors que le chef du *desa* est élu par les habitants du village (Fadjar, 2013 : 58). Enfin, tant les *kampung* que les *dusun* se subdivisent en *rukun warga* (quartiers), eux-mêmes comprenant plusieurs *rukun tetangga* (voisinages).

### **3.3 Description du territoire à l'étude**

La province de Java Centre, dont la capitale est *Semarang*, se divise en 29 districts (*kabupaten*) et six municipalités, une municipalité étant une région agglomérée comprenant un ou de plusieurs *kota*. Comme son nom l'indique, cette province occupe le centre de l'île, s'étendant de la mer de Java à l'océan Indien. Elle est bordée à l'est et à l'ouest par les provinces de Java Est et Java Ouest. Sa population totale était d'environ 34 millions d'habitants en 2014 (BPS). Au cours de la période 2000-2010, on y a observé un ralentissement net du taux de croissance de la population urbaine, lequel était deux fois plus élevé durant la décennie précédente (*ibid.*). En comparaison avec ses voisines, elle possédait, au cours de cette même période, le plus faible taux de croissance démographique annuel, soit 0,50% par an (*ibid.*). La population de Java Est avait alors cru au rythme annuel de 7,6% et celle de Java Ouest, province actuellement la plus urbanisée de l'île, au rythme de 4,54% par an (*ibid.*). En 2010, près de 48% de la population de Java Centre était classée urbaine (*ibid.*).

La population de la province est caractérisée par une très forte proportion urbaine au sein des *kabupaten*, moins de 19% de cette population urbaine résidant à l'intérieur d'un *kota* (versus 27% pour Java Est et plus de 50% pour Java Ouest) (BPS). Tout comme chez ses voisines, depuis 1990, la population urbaine des *kabupaten* n'a cessé de croître, alors que celle classée rurale a affiché une constante diminution (*ibid.*). Entre 2000 et 2010, la population urbaine des *kabupaten* a même cru cinq fois plus rapidement que la population des *kota*. C'est cette dynamique particulière de la croissance de la population urbaine, qu'on ne peut attribuer

entièrement aux simples processus de périurbanisation des grandes villes (Firman 2004), qui a amené Fadjar (2013) à étudier la forte croissance des petites et moyennes villes en Indonésie, soit celles dont la population est de moins de 500 000 habitants (Tableau III). Quelque 70% de la population urbaine nationale y est répertoriée. Les conclusions tirées par Fadjar s'articulent particulièrement autour des changements relatifs aux critères de classification urbaine<sup>3</sup>. C'est donc dire que les statistiques démographiques liées à l'urbanisation de Java ne sont pas nécessairement corrélées à de réels déplacements massifs de population, telles qu'elles semblent le démontrer.

Tableau III. Augmentation de la population urbaine en Indonésie selon la taille des villes: 2000-2015

	Population (en millions)				Croissance absolue (B-A) (en millions)	Croissance annuelle en moyenne (%)
	2000		2015			
	A	% urbaine	B	% urbaine		
<b>Population urbaine</b>	<b>87,861</b>	<b>100,0</b>	<b>144,416</b>	<b>100,0</b>	<b>56,555</b>	<b>3,37</b>
villes de plus de 5 millions	11,065	12,6	22,160	15,2	11,095	4,74
villes de 1 à 5 millions	10,431	11,9	17,839	12,4	7,408	3,64
villes de 0,5 à 1 millions	6,171	7,0	5,810	4,0	-0,361	-0,40
villes moins de 0,5 million	60,194	68,5	98,607	68,3	38,413	3,35
<b>Population rurale</b>	<b>121,314</b>	<b>-</b>	<b>102,397</b>	<b>-</b>	<b>-18,917</b>	<b>-1,12</b>

Source : données de l'ONU, *World Urbanization Prospects : The 2005 Revision Population Database*.

Tiré de Fadjar (2013 : 76)

Les villages étudiés dans le cadre de la présente recherche ne sont toutefois pas situés au sein de *kabupaten* urbanisés, soit ceux dont plus de la moitié de la population est classée urbaine. Ces *kabupaten* urbains sont du nombre de 23 sur l'île de Java et la majorité de ceux-ci sont voisins de municipalités importantes (Fadjar 2013). La province de Java Central est celle où le nombre de *kabupaten* urbanisés est le plus élevé, 11 de ceux-ci y étant situés.

<sup>3</sup> Voir annexe B

Tableau IV. Superficie et densité de population des districts, sous-districts et villages à l'étude pour 2000 et 2010

	Population		Hab./km <sup>2</sup>		Superficie (km <sup>2</sup> ) (*)	
	2000	2010	2000	2010	2000	2010
<b>Kabupaten</b> <b>WONOSOBO</b>	735,825	754,883	739	756	995.1	998.1
<b>Kecamatan Wonosobo</b>	75,687	82,488	1,997	2,722	37.9	30.3
<i>Kelurahan Jlamprang</i>	3,083	3,788	2,463	2,739	1.3	1.4
<i>Desa Wonosari</i>	1,768	2,067	1,075	1,002	1.6	2.1
<b>Kabupaten</b> <b>PURWOREJO</b>	704,649	695,427	650	635	1,084.1	1,094.5
<b>Kecamatan Grabag</b>	43,555	42,634	589	623	73.9	68.4
<i>Desa Patutreja</i>	1,911	2,020	472	456	4.1	4.4
<i>Desa Harjobinangun</i>	1,863	2,139	282	584	6.6	3.7

(\*) Calculée à partir des cartes administratives digitales de 2000 et 2010  
Source : De Koninck 2014, données provenant du BPS

Au sein des villages à l'étude, seul Jlamprang affiche une densité supérieure à 1 500 habitants au kilomètre carré, avec 3 053 habitants au kilomètre carré en 2013 (BPS). Selon DiGregorio (2003), lorsque leur localité présente une densité de 1 500 habitants au kilomètre carré, les villageois commencent à chercher des revenus en dehors du secteur agricole, ce qui comprend les activités commerciales et le travail migratoire. Il fut donc intéressant d'observer si de telles dynamiques sont davantage présentes à Jlamprang qu'au sein des autres villages à l'étude.

### 3.4 Élaboration des stratégies d'enquête

Une fois sélectionnées les unités à l'étude, j'ai pu déterminer les stratégies à être adoptées afin de mener mes recherches au sein même de ces communautés rurales. Mes recherches sont basées sur une approche par problèmes hypothético-déductive, laquelle s'initie par la formulation d'hypothèses et de conséquences qui pourraient en découler. Les recherches sur le terrain servent à vérifier l'occurrence ou la non occurrence desdites conséquences. Suite à cela, l'analyse de mes résultats m'a permis d'en tirer quelques conclusions. Tel que souligné par Fanchette (2014 : 87) « *Les enquêtes de terrain bien ciblées permettent d'étudier les stratégies des populations pour répondre à la pression démographique, et les interrelations entre la pression démographique, les mutations sociales (nucléarisation des familles, travail*

*des femmes et scolarisation des enfants, migrations et changements d'activités) et les multiples stratégies développées par les habitants des régions très peuplées pour ne pas quitter leur villages ».*

La principale stratégie d'enquête a reposé sur des entretiens avec 56 chefs de ménages répartis dans les quatre villages à l'étude. Ces entretiens ont été menés à l'aide de questionnaires semi-fermés/semi-ouverts portant sur les migrations, les emplois, l'éducation ainsi que le travail agricole et la propriété foncière. Les questions ont été rassemblées à l'intérieur de trois questionnaires<sup>4</sup>. Le premier visait à appréhender le profil socioéconomique du ménage, à savoir notamment l'importance qu'y joue l'agriculture au sein des activités des membres. Le second devait permettre de prélever les informations personnelles de chacun des membres, principalement en ce qui a trait à l'éducation et à l'emploi. Enfin, le troisième ne concernait que les membres ayant migré afin de connaître les caractéristiques générales de ces migrations. Les objectifs de ces entretiens étaient similaires à ceux de Fanchette (2014 : 89), mes questions visant à relever, dans chacun des foyers, « *les activités de tous les membres en fonction de leur niveau de scolarisation, leurs savoir-faire, leurs réseaux sociaux, leur mobilité, le parcours familial et la part des revenus pour chaque activité* ».

La plupart des enquêtes se sont déroulées auprès d'un seul membre, généralement le chef du ménage, qui répondait pour l'ensemble des membres du ménage. Cependant, quelques entretiens ont été réalisés différemment, d'autres membres du ménage étant intervenus pour préciser certains faits. Cela fut particulièrement le cas des membres migrants, pour lesquels des questions plus précises concernant leur situation requéraient leur participation. Il faut d'ailleurs mentionner que le moment au cours duquel se sont déroulées mes enquêtes tombait à point. Effectivement, la fin du Ramadan, se déroulant au cours du neuvième mois du calendrier musulman, signifie le début d'une célébration nationale majeure nommée *Idul Fitri* en Indonésien. En 2014, celle-ci débutait le 28 juillet alors que de nombreux migrants retournaient passer quelque temps auprès de leur famille.

---

<sup>4</sup> Voir annexe C

En plus de ces enquêtes au sein des ménages, j'ai également tenu des entretiens avec les autorités locales, soit les quatre chefs des villages. Ces discussions visaient à mieux cerner les dynamiques particulières à chacune des localités étudiées et à connaître les changements que les chefs ont pu y observer dans l'occupation de l'espace agricole et commercial. Mes questions concernaient plus particulièrement les activités économiques ainsi que les départs des membres des villages vers la ville, les îles de la périphérie javanaise ou l'étranger, tout comme les retours à Java, ce qui comprend le rapatriement des salaires. De plus, j'ai moi-même observé les indices pouvant servir à déterminer le profil socioéconomique des ménages rencontrés et du village en général, tels que l'état des routes, des infrastructures et des habitations.

Étant donné le peu de temps dont je disposais pour effectuer mes enquêtes, je n'ai pu réaliser un véritable échantillonnage des répondants. Ainsi, afin d'arriver à cerner les dynamiques relatives aux migrations de travailleurs et à l'émergence d'un noyau d'entrepreneurs, j'ai parfois dû orienter mes enquêtes vers les répondants qui prenaient part à de telles activités. Mes analyses étant empiriques, je ne cherchais donc pas à savoir quelle proportion de la population villageoise prenait part à ces activités. Cela aurait demandé un échantillon beaucoup plus large de répondants. Malgré cela, et tel que vigoureusement démontré par Maurer (1986) et Rigg (2006), « *un tel niveau d'analyse se révèle indispensable pour éclairer les recherches menées à d'autres échelles* » (De Koninck 2013 : 6).

Au cours de mes enquêtes, j'ai été accompagné par une étudiante à la maîtrise en anthropologie de l'UGM, la principale université indonésienne en recherche en sciences humaines et sociales. L'aide qu'elle m'a apportée fut primordiale, tant grâce à son expérience concernant le déroulement des enquêtes dans les communautés rurales de Java qu'à titre d'interprète lors de nos entretiens avec les répondants. En effet, les trois semaines de cours intensifs de langue indonésienne suivis à l'UGM ne m'ont pas permis de me familiariser suffisamment avec cette langue qui m'était au départ totalement étrangère.

Une fois les enquêtes complétées, j'ai pu rentrer à Montréal et procéder à la compilation ainsi qu'à l'analyse de mes propres résultats et, enfin, à leur interprétation. Mes résultats ne concernant que les dynamiques observables dans quelques localités, basés sur des sondages dont « l'échantillon » peut être qualifié de relativement restreint, ils ne pourront évidemment pas servir à tirer des conclusions concernant les dynamiques à une échelle plus élevée que celle des régions spécifiques où l'étude a été menée.

#### IV) RÉSULTATS DE LA RECHERCHE ET INTERPRÉTATION

La section suivante présente un profil socioéconomique des régions à l'étude visant à identifier les principales manifestations de la transition agraire. Quatre villages ont fait l'objet d'une étude approfondie quant à leur implication dans l'action migratoire et aux activités économiques y ayant émergé depuis la fin du 20<sup>ième</sup> siècle. Au cours de nos enquêtes, nous avons interrogé un total de 56 chefs de ménages et obtenu des données relatives aux activités économiques et aux déplacements de tous les 307 membres de ces ménages (Tableau V).

Tableau V. Enquêtes effectuées au sein des villages ciblés

	Ménages	Membres	Moyenne d'âge	Enfants par famille
<b>TOTAL</b>	56	307	36	3,1
<b>Kecamatan Wonosobo</b>	30	171	35	3,2
<i>Kelurahan Jlamprang</i>	15	95	36	3,7
<i>Desa Wonosari</i>	15	76	34	2,6
<b>Kecamatan Grabag</b>	26	136	38	3,1
<i>Desa Patutrejo</i>	13	78	38	3,5
<i>Desa Harjobinangun</i>	13	58	38	2,5

Dans les pages qui suivent, je présenterai tout d'abord les principaux traits caractéristiques des régions à l'étude. Par la suite, je ferai un survol de la situation agricole de ces régions et présenterai les données recueillies à ce sujet au cours de nos enquêtes, en comparant notamment les quatre villages étudiés. Puis, j'aborderai la question des migrations et des dynamiques propres à chacun des deux groupes de villages pour en arriver aux rapatriements de fonds qui en découlent. Les mouvements migratoires étant comparables d'un village à l'autre à l'intérieur du même sous-district, les données présentées seront ainsi regroupées à cette échelle. Enfin, je discuterai des différentes formes d'entrepreneuriat ayant émergé au sein des localités.

## 5.1 Présentation des régions à l'étude

### 5.1.1 *Le cas du Kecamatan de Wonosobo*

Le premier sous-district à l'étude se situe en plein centre de l'île de Java et fait partie du district du même nom, soit Wonosobo. Ce dernier se divise en 15 sous-districts, lesquels abritent plus de 265 villages. N'étant que très peu urbanisé, il est une destination touristique de choix, tant pour les Indonésiens que pour les touristes internationaux, car on y retrouve la partie est du mythique plateau de Dieng (Figure X). Avec une élévation moyenne de 772 mètres, les quelque 1 000 kilomètres carrés qu'il recouvre font partie des hautes terres de l'île de Java, le climat y étant donc frais et humide. Les versants ouest des volcans actifs Sindoro et Sumbing, s'élevant respectivement à 3 136 et 3 371 mètres, en font partie. La population totale de Wonosobo frôlait les 770 000 habitants en 2014 (BPS), ce qui lui conférait une densité de population de quelque 770 habitants au kilomètre carré.

Figure X. Situation du district de Wonosobo



Source : Google Maps

Le sous-district de Wonosobo, situé au cœur du district portant le même nom, couvre quant à lui une superficie d'environ 32 kilomètres carrés, dont près du tiers sont des terres humides, ce

qui en fait le plus petit des sous-districts du *kabupaten* de Wonosobo. Avec une altitude moyenne de 744 mètres, le relief de la région permet un bon drainage des précipitations, dont les accumulations annuelles ont atteint en moyenne 3 353 millimètres en 2013, soit plus du double de la moyenne javanaise (BPS). Cultivé sur 1 831 hectares au cours de cette même année, représentant plus de 57% de la superficie totale du sous-district, le riz accapare de loin les plus grandes surfaces de sol agricole dans la région.

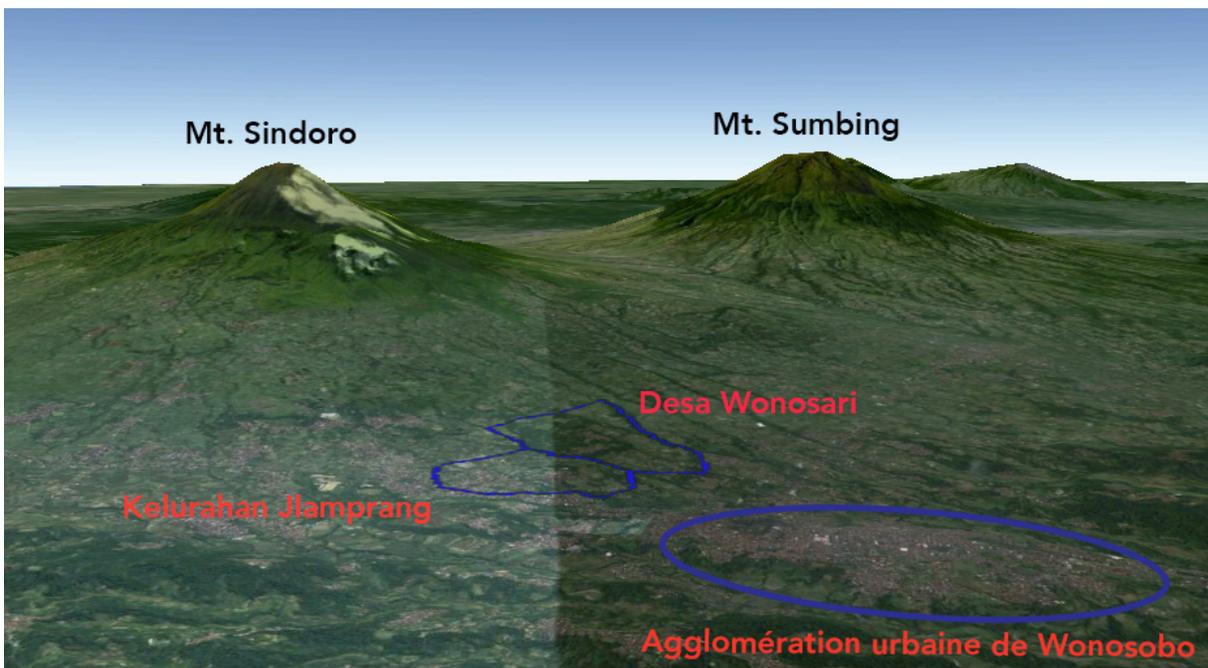
*Figure XI. Le plateau de Dieng et les monts Sindoro et Sumbing par rapport au sous-district de Wonosobo*



Source : Google Maps

Avec près de 84 000 habitants répartis dans quelque 23 850 ménages au cours de cette même année, le sous-district affichait une densité de population avoisinant les 2 600 habitants au kilomètre carré. Cela en fait de loin le sous-district le plus densément peuplé du district de Wonosobo. On y dénombre 20 villages, dont 13 étaient classés urbains en 2014 (BPS). Jaraksari, Jambek, Wonosobo Barat (ouest) et Wonosobo Timur (est), figurent parmi les cinq principaux villages urbains du *kecamatan* et composent ensemble la principale agglomération urbaine de celui-ci. Les villages à l'étude sont ceux de Jlamprang et Wonosari, tous deux situés au nord-est de cette agglomération (Figure XII).

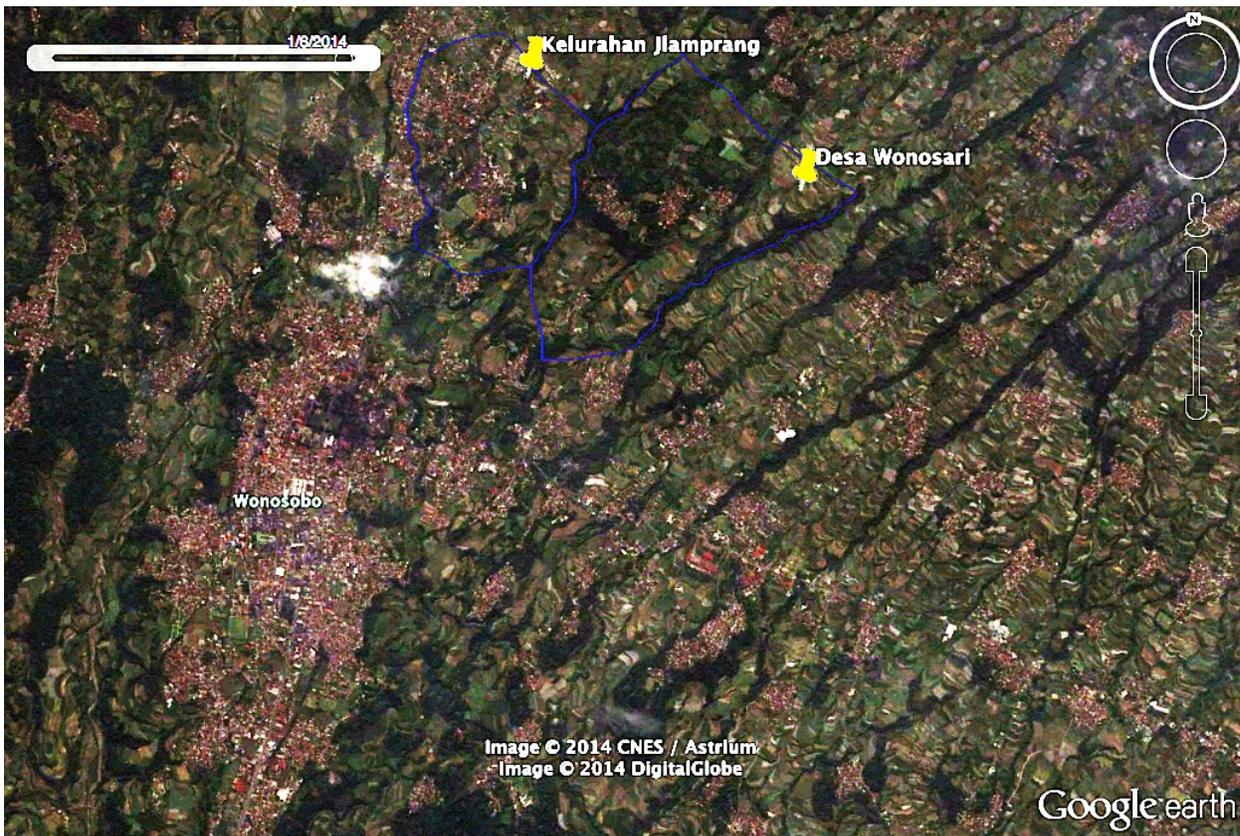
Figure XII. Perspective tridimensionnelle des monts Sindoro et Sumbing par rapport aux villages à l'étude dans la région de Wonosobo



Source : Google Earth

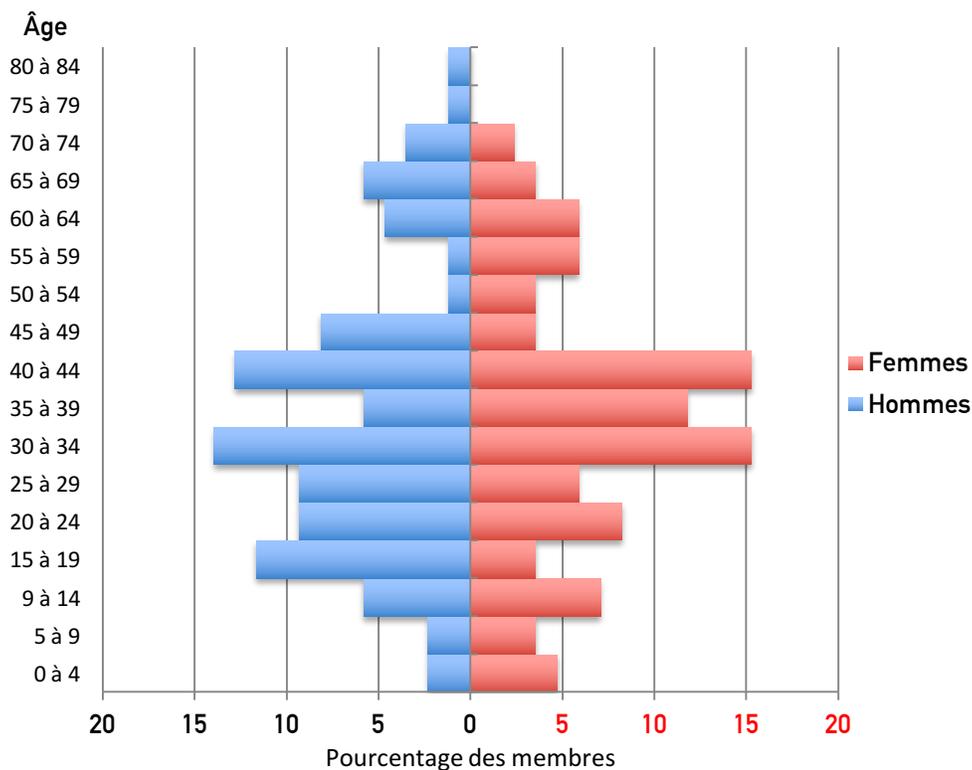
La route Dieng, menant au plateau du même nom, délimite la partie ouest du village de Jlamprang et le village de Kalianget, lequel affiche une densité de population supérieure à celui-ci et fait partie des cinq principaux villages urbains de Wonosobo. Sur les images satellitaires, la route Dieng n'est toutefois pas clairement perceptible. Elle se situe sous le tracé bleu qui délimite la partie ouest du village de Jlamprang (Figure XIII).

Figure XIII. Une vue satellitaire de l'occupation du sol en juin 2014 dans la région de Wonosobo en périphérie des villages à l'étude



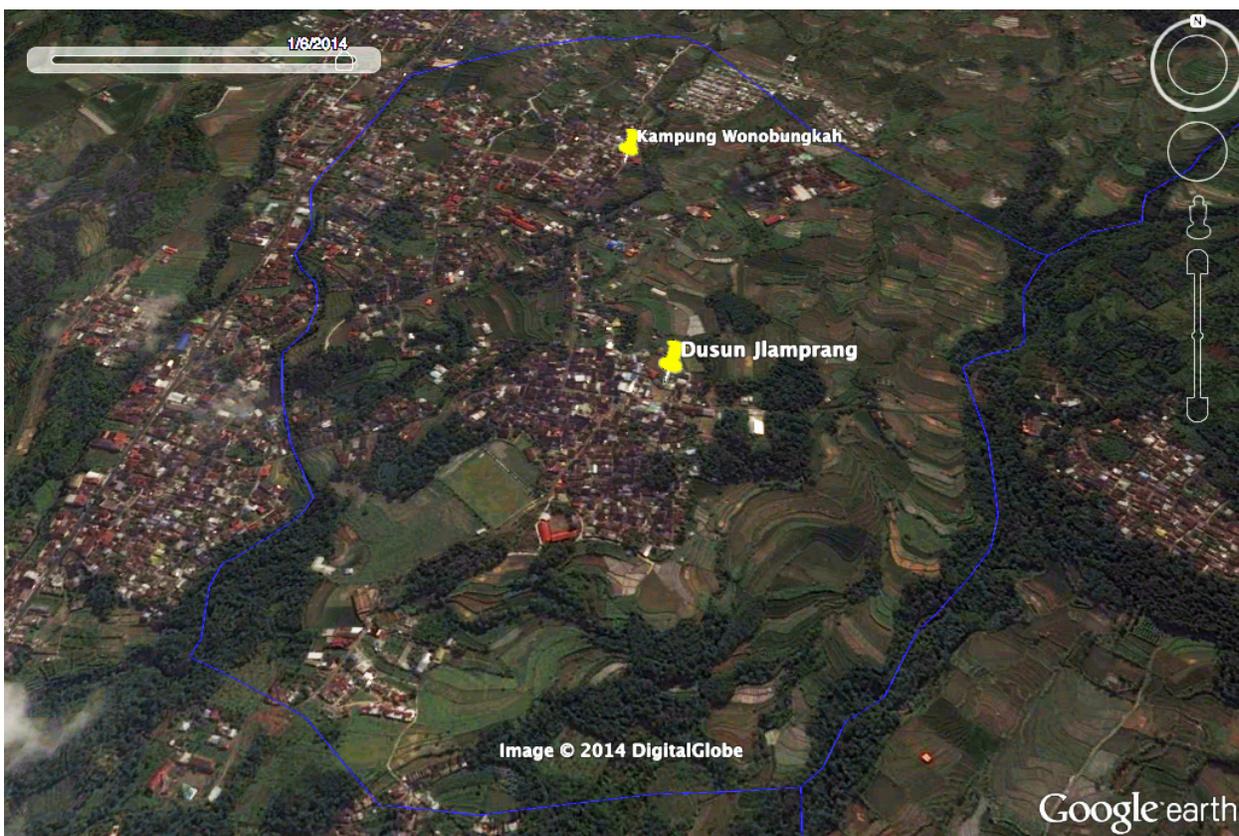
Au cours de nos enquêtes, nous avons tenu des entretiens avec les répondants de 30 ménages distribués à parts égales entre les villages de Jlamprang et Wonosari. Le nombre total de membres de ces ménages s'élevait à 171. De ceux-ci 86 étaient des hommes et 85 des femmes. La tranche d'âge la plus importante se situait entre 30 et 45 ans (Figure XIV).

Figure XIV. Pyramide des âges des membres recensés dans la région de Wonosobo



Le village de Jlamprang, portant le dénominateur *kelurahan*, est de loin le plus peuplé des quatre villages à l'étude, avec 3 847 habitants en 2013 (BPS). Son territoire s'étend sur 127,4 hectares dont 44,4% sont cultivés. Au cours de cette année 2013, le village affichait donc une densité démographique de 3 053 habitants au kilomètre carré. On y retrouve le seul établissement scolaire de niveau secondaire junior (*Sekolah Menengah Pertama*) présent au sein des villages à l'étude à Wonosobo.

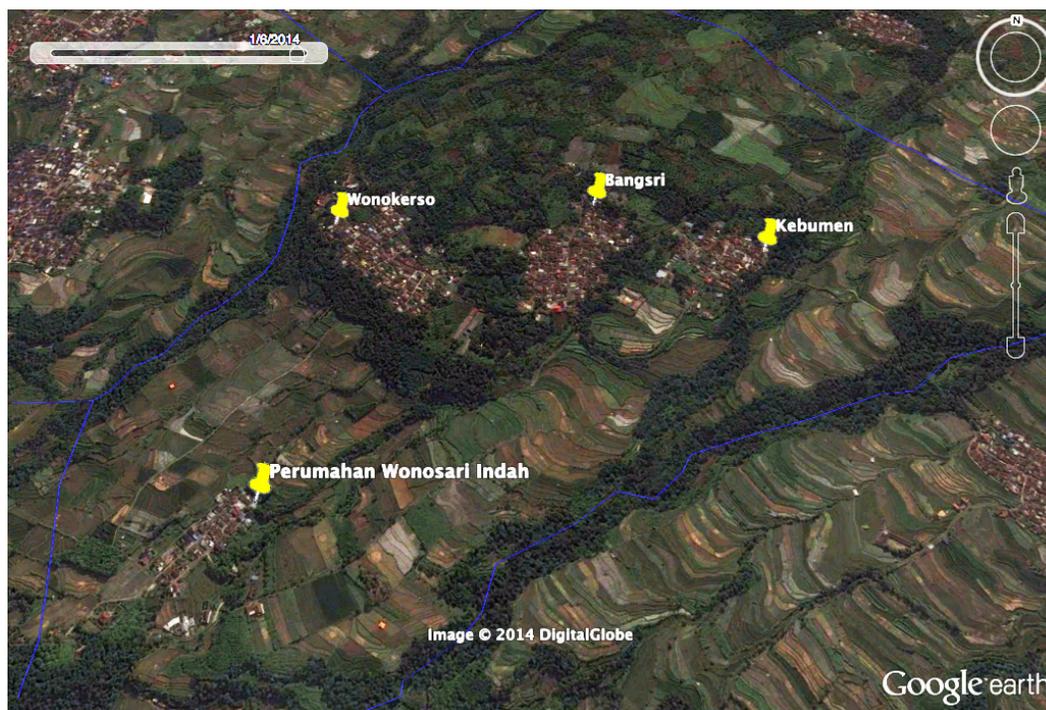
Figure XV. Image satellitaire du kelurahan de Jlamprang



Les répondants du *kelurahan* de Jlamprang étaient répartis de façon équitable au sein des deux hameaux qui composent le village, soient le *kampung* de Wonobungkah, comprenant 3 *RW* et 20 *RT*, et le *dusun* de Jlamprang, comprenant 4 *RW* et 12 *RT* (Figure XV). Le chef du village ainsi que les chefs de chacun des hameaux et ceux des principales coopératives d'agriculteurs ont tous été interrogés. Les 15 ménages rencontrés comprenaient un total de 95 membres, dont l'âge moyen était de 36 ans. La moyenne d'enfants par ménage s'élevait à 3,7.

Le *desa* de Wonosari, dont la population en 2013 était de 2 086 habitants (BPS), se divise quant à lieu en trois *dusun* (Wonokerso, Bangsri et Kebumen) ainsi qu'en un *perumahan* (Wonosari Indah), ce-dernier constituant un hameau de développement résidentiel récemment fondé (Figure XVI).

Figure XVI. Image satellitaire du desa de Wonosari

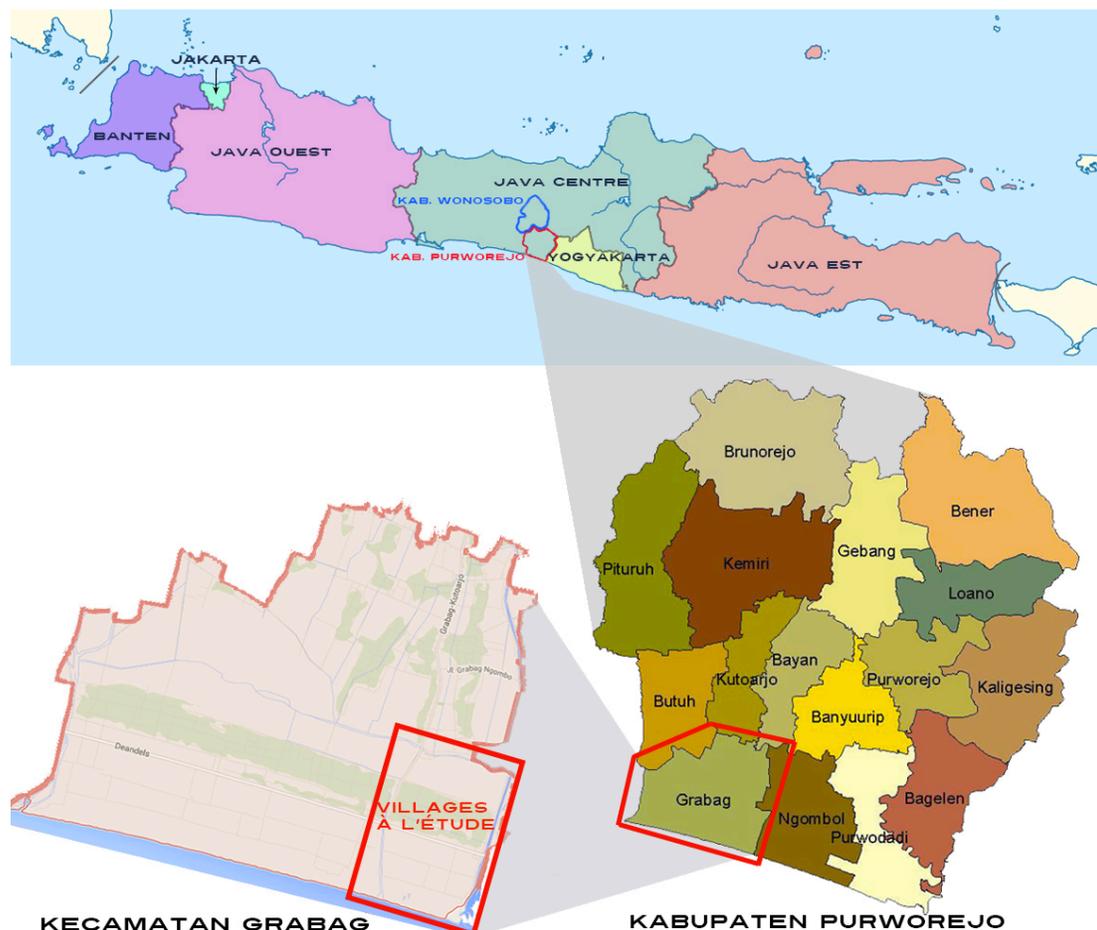


S'étendant sur 162 hectares et cultivé à 55%, son territoire affichait alors une densité démographique de 1 312 habitants au kilomètre carré. Lors de nos enquêtes, nous y avons rencontré 15 chefs de ménages, lesquels comptaient un total de 76 membres. La moyenne d'âge de ces membres était de 34 ans et la moyenne d'enfants par famille de 2,6.

### 5.1.2 Le cas du *Kecamatan* de Grabag

Le second sous-district à l'étude se situe sur la côte sud de l'île de Java et fait partie du district de Purworejo, lui aussi très peu urbanisé. Il est bordé à l'est par le territoire spécial de Yogyakarta et au sud par l'océan Indien. Purworejo possède une superficie totale de près de 1 100 kilomètres carrés, laquelle est donc quelque peu supérieure à celle du district à l'étude dans les hautes terres de Java. La population de Purworejo est néanmoins quelque peu moins nombreuse que celle du district de Wonosobo (Tableau IV). Se divisant en 16 sous-districts et 494 villages, son territoire est composé à plus de 80% par des terres agricoles dont 63% sont constituées de sols secs (BPS).

Figure XVII. Situation du sous-district de Grabag et des villages à l'étude



Sources : Kabupaten de Purworejo et Google Maps

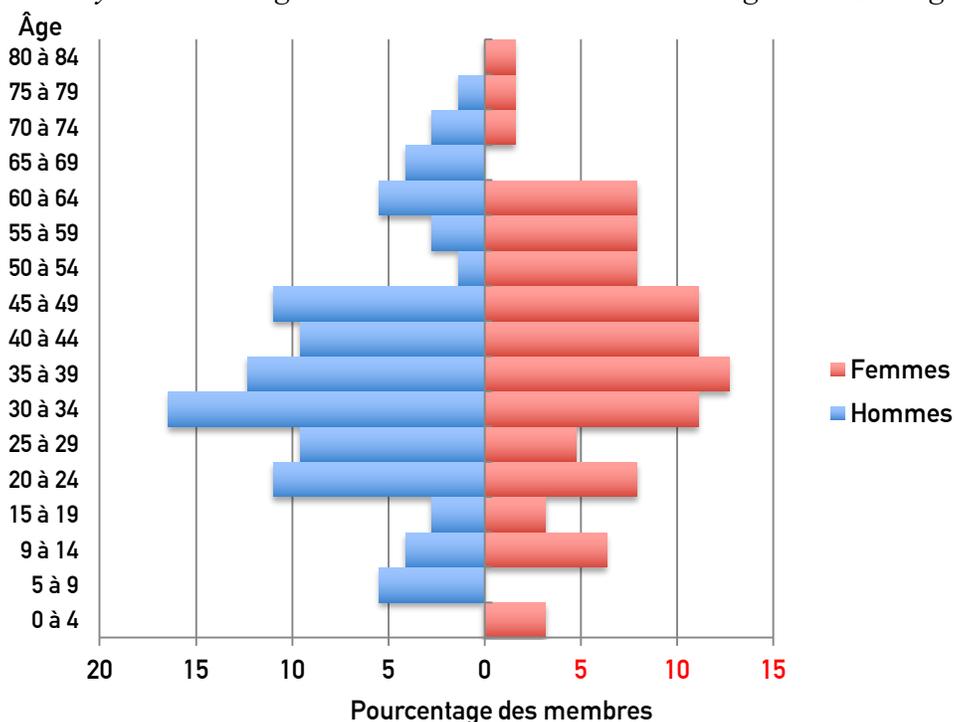
Le sous-district de Grabag est situé à une altitude moyenne et très faible de seulement 2,5 mètres et, d'après le dernier recensement de 2012 (BPS), couvre un territoire de quelque 65 kilomètres carrés, ce qui équivaut à plus du double de la superficie du sous-district de Wonosobo. La population de ce dernier était toutefois alors deux fois plus nombreuse que celle du sous-district des basses terres, ce qui fait en sorte que la densité démographique de Wonosobo est environ quatre fois supérieure. Plus de 90% du territoire de Grabag est constitué de sols agricoles dont 45% sont irrigués, ce qui correspond à la superficie des sols humides qu'on y retrouve (BPS). La riziculture avec double récolte annuelle est pratiquée sur la quasi-totalité de ces champs. Au total, le riz est cultivé sur plus de 5 000 hectares à Grabag.

Le maïs, généralement cultivé en alternance avec le riz à l'intérieur des rizières, est la seconde culture en importance dans la région avec quelque 2 600 hectares cultivés en 2012.

Grabag se divise en 32 villages, Patutrejo et Harjobinangun ayant été ciblés dans le cadre de la présente étude. Avec une superficie respective de 4,4 et 3,7 kilomètres carrés, ils s'étendent tous deux sur un territoire d'une dimension supérieure à celui couvert par les villages de Jlamprang et Wonosari réunis (Tableau IV). La densité de population y avoisine les 500 habitants au kilomètre carré, ce qui est nettement moins élevé qu'au sein des villages à l'étude à Wonosobo (Tableau IV).

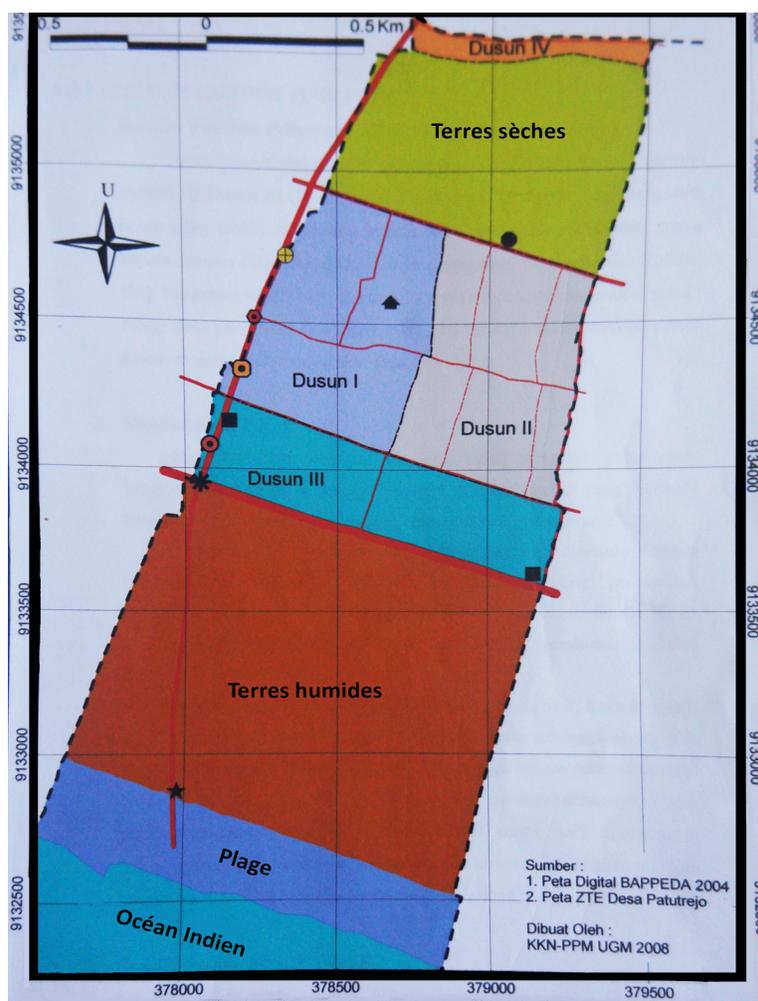
Nos enquêtes nous ont permis de nous entretenir avec les répondants de 26 ménages, les foyers recensés étant répartis équitablement entre les villages de Patutrejo et Harjobinangun. Ces enquêtes m'ont permis d'obtenir des informations relatives à la situation d'un total de 136 membres, soit 63 femmes et 73 hommes, dont la tranche d'âge la plus importante se situe entre 30 et 49 ans (Figure XVIII).

Figure XVIII. Pyramide des âges des membres recensés dans la région de Grabag



Le village de Patutrejo, un des deux villages à l'étude à Grabag, comptait 1 193 habitants en 2014. Ceux-ci sont répartis au sein de quatre *dusun* : Kulon, Krajan Wetan, Jetis et Pathuk (Figure XIX). D'après le recensement de 2008, les aires résidentielles y représentaient un total de 102 hectares, les rizières non-irriguées (terres sèches) 64 hectares, et les autres champs agricoles (terres humides) 142 hectares.

Figure XIX. Carte des subdivisions à l'échelle des *dusun* pour le desa de Patutrejo

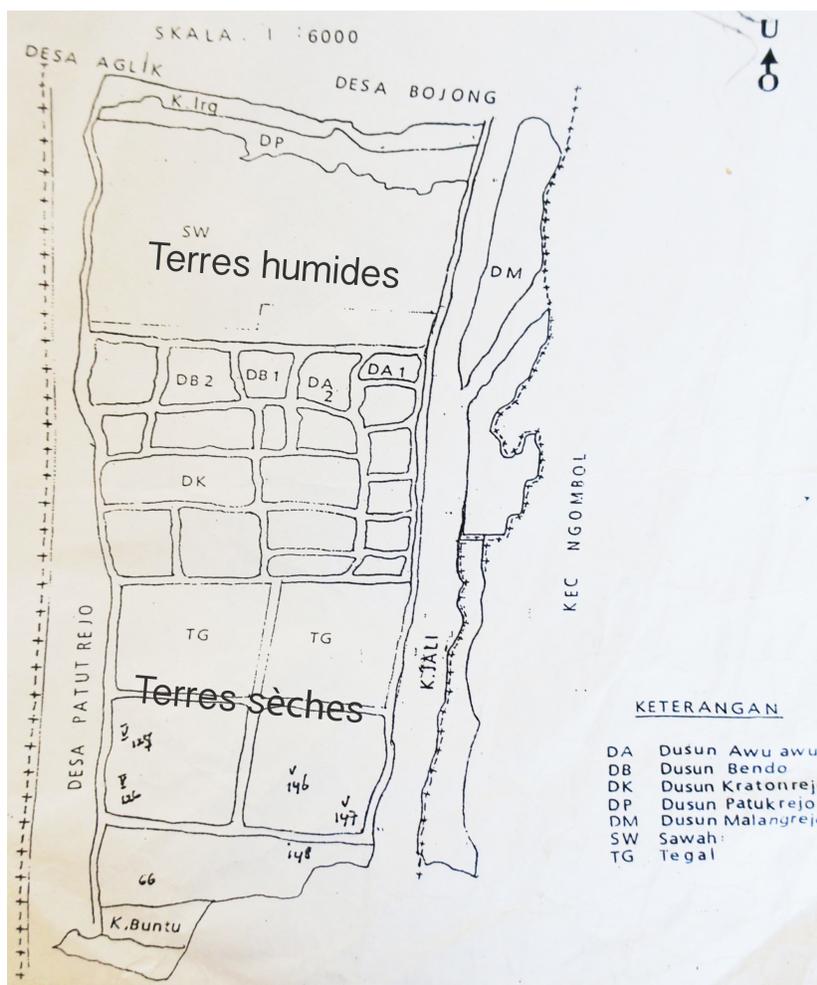


Source : *Kabupaten* de Purworejo

Lors de nos enquêtes, nous nous sommes entretenus avec des répondants issus de 13 ménages différents, obtenant des informations concernant un total de 78 membres. La moyenne d'âge de ces membres s'élevait à 38 ans et les familles avaient en moyenne 3,5 enfants.

La population du village de Harjobinangun, second village à l'étude, s'élève à près de 2 600 habitants, lesquels sont répartis au sein de sept *dusun* : Awu awu 1, Awu awu 2, Bendo 1, Bendo 2, Kratonrejo, Patukrejo et Malangrejo. Comme les deux derniers sont situés respectivement en périphérie nord et est des rizières, Malangrejo étant même séparée par la rivière Jali, ils n'ont pas fait l'objet de nos enquêtes sur le terrain.

Figure XX. Carte des subdivisions à l'échelle des dusun pour le desa de Harjobinangun



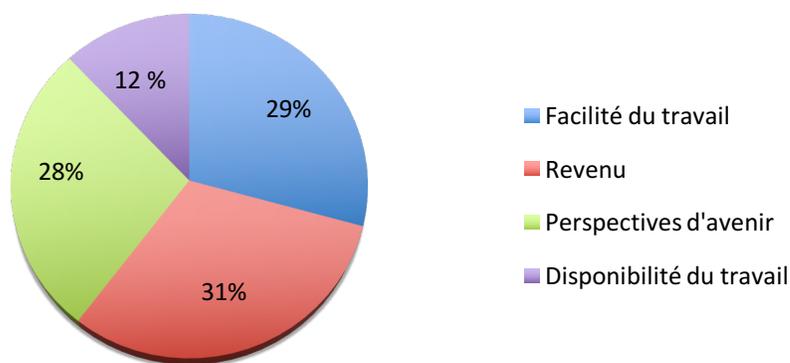
Source : Kabupaten de Wonosobo

Lors de mon séjour à Harjobinangun, je me suis entretenu avec des répondants issus de 13 ménages, lesquels comptaient un total de 58 membres. La moyenne d'âge de ces membres était de 38 ans, chaque famille comptant en moyenne 2,5 enfants.

## 5.2 La situation agricole

Au moment de nos entretiens, seul un des 56 ménages rencontrés ne comprenait aucun membre impliqué dans la pratique agricole. Pour tous les autres ménages, au moins un des membres en tirait un certain revenu. Cependant, selon les dires des chefs des ménages, tous les ménages sauf un possédaient au moins un membre désirant délaissier le secteur agricole dans le but de se dénicher un emploi dans un autre domaine. Les principales raisons évoquées sont, dans l'ordre, la quête d'une meilleure source de revenus, la recherche d'un emploi plus facile à pratiquer, le peu de perspectives d'avenir dans le secteur agricole et, loin derrière, la plus grande disponibilité de travail dans les autres secteurs (Figure XXI). Selon les informations recueillies, cela démontre donc que la désagrarianisation qui s'accroît au sein des populations rurales ne découle pas du manque d'opportunités d'emplois, mais semble bien relever du désir profond de délaissier l'agriculture pour aspirer à une situation économique plus prospère. La faible popularité de ce secteur est due au fait qu'il n'est que très peu rémunéré, le salaire quotidien des ouvriers agricoles s'élevant à quelque 25 000 roupies indonésiennes (moins de 2,50\$ canadiens) selon les propos rapportés par les personnes rencontrées.

*Figure XXI. Principales raisons évoquées par les chefs de ménages recensés pour se rechercher un emploi non agricole*



\*Les répondants devaient mettre les quatre réponses possibles en ordre d'importance et les résultats ont été compilés sur la base d'un système de pointage

Malgré cela, 33 chefs de ménages sur les 56 rencontrés espèrent que leurs enfants vont continuer à œuvrer dans le domaine agricole ou aquacole, ce qui traduit un certain attachement à ce secteur, jadis d'une importance capitale pour les villageois javanais. Tel que constaté par Gumilang (2009 : 9-17) chez les villageois javanais de Surogati, bien que ceux-ci soient parvenus à diversifier leurs sources de revenus, la propriété foncière et le travail agricole n'ont pas perdu leur attrait et sont toujours considérés comme étant la forme la plus légitime d'accumulation de richesse au sein des communautés rurales. L'agriculture demeure donc un secteur d'intérêt parmi les villageois javanais, bien que les revenus qu'elle permet de soutirer soient extrêmement limités, dû notamment aux politiques non-interventionnistes de l'État dans ce secteur, reflet de son désengagement suite à la crise asiatique de 1997. En vieillissant, lorsque les terres sont disponibles et que le travail migratoire a permis l'accumulation d'un certain capital (White 2012 : 15), certains villageois ont manifesté l'envie grandissante d'un retour aux sources, soit de posséder une terre agricole qui leur permet à tout le moins de subvenir à leurs propres besoins alimentaires. Ainsi, au sein des 56 ménages ayant participé aux enquêtes à Wonosobo et à Grabag, 51 exploitaient une terre agricole ou aquacole (Tableau VII).

De nombreux agriculteurs choisissent de se joindre à une communauté d'agriculteurs (*Gabungan Kelompok Tani*, ou *Gapoktan* telle que désignée par les indonésiens). Les avantages à faire partie d'un tel regroupement comprennent le partage des techniques et du savoir agricole ainsi que l'accès à des fertilisants et des semences à bas prix. Grâce aux subventions gouvernementales, les membres ne déboursent qu'environ 25% du prix habituel des fertilisants, bien que ceux-ci s'avèrent souvent de bien piètre qualité, selon les propos rapportés par le chef de la communauté agricole de Wonobungkah. Ce dernier était d'ailleurs lui-même chargé de tenir un registre des propriétaires de terres agricoles dans son hameau. Ainsi, il fut bien placé pour constater la tendance suivante : bien que le nombre de propriétaires de terres agricoles ne fluctue que très peu, les disparités s'amplifient, c'est-à-dire que les grands propriétaires accumulent les hectares alors que la superficie de la parcelle agricole du paysan moyen est à la baisse, phénomène qui rappelle les micro accaparements des terres par certains transmigrants au Kalimantan évoqués précédemment.

Des 28 ménages exploitant une terre agricole recensés à Wonosobo, seuls 17 en étaient propriétaires (Tableau VII). Cette tendance semble être similaire dans la région de Grabag, où 16 des 26 ménages exploitant une parcelle cultivable en étaient propriétaires (Tableau VII). Tel que mentionné précédemment, le chef du *desa* est élu par la population elle-même, il ne relève donc pas du *kabupaten*. Il reçoit en guise de salaire une parcelle de terre, dont la superficie varie entre 1 et 1,5 hectare, qu'il peut cultiver ou louer à sa guise, système nommé *tanah bengkok* en indonésien. Il en va de même pour les chefs de hameaux ruraux. Plusieurs chefs de villages et de hameaux ont souvent été rencontrés dans le cadre de cette étude et ont participé à nos enquêtes. Ceux-ci s'avéraient ainsi de fait locataires d'une parcelle agricole, parfois tout en étant propriétaires de leur propre lot de terre.

Parmi les 56 ménages recensés, seuls 18 ont affirmé avoir hérité d'une terre agricole. Le transfert intergénérationnel des terres, traditionnellement valorisé avec tant d'importance dans la société javanaise, ne semble donc pas se manifester si fréquemment au sein des villages à l'étude. Gumilang (2011 : 14) affirme que les nouveaux membres de l'élite villageoise qui choisissent d'investir dans l'acquisition de terres agricoles, s'étant enrichi rapidement grâce au travail migratoire ou à l'entrepreneuriat, manquent souvent de savoir agricole et ont ainsi tendance à louer leurs terres à d'autres exploitants ou encore à y employer de la main-d'œuvre compétente. Chez les 51 ménages recensés exploitant une terre agricole, 43% employaient de la main-d'œuvre agricole (Tableau VII), souvent de façon sporadique, au moment du repiquage et de la récolte.

### 5.2.1 Le cas du *Kecamatan* de Wonosobo

La plus grande partie de la production de riz dans les villages à l'étude à Wonosobo est dédiée à l'autoconsommation alors que le reste de la production, majoritairement la chicorée, le chili et le chou, est parfois vendu aux marchés locaux, mais à très bas prix (le chou se vend à quelque 100 roupies le kilo, soit moins d'un centime canadien!). Au cours de nos entretiens avec les villageois, la grande majorité des répondants ont affirmé qu'ils ne percevaient pas l'agriculture comme favorisant la prospérité car les revenus qui en découlent ne sont que trop faibles et tardent à arriver. Certains ont donc préféré vendre leurs terres à des étrangers et travailler pour eux comme salariés dans les champs en attendant de se trouver un emploi dans

un autre domaine. Selon le chef de la communauté d'agriculteurs de Wonobungkah, les mois d'avril à juillet sont les plus actifs en ce qui concerne le transfert de propriétés car il s'agit là de la période de taxation de la majorité des propriétés foncières. Plusieurs acheteurs en provenance de l'extérieur se montrent intéressés à ces terres agricoles, leur objectif étant d'y construire des habitations.

En 1997, des investisseurs étrangers ont acquis des titres de propriété dans ce qui constitue aujourd'hui le *Perumahan Wonosari Indah* avec l'objectif d'y construire un complexe immobilier. Les terres, jadis pour la plupart des rizières, appartenaient à des villageois de *Wonosari*, lesquels ont été avisés par le chef du *desa* qu'ils faisaient mieux de les vendre aux étrangers car une telle opportunité ne risquait pas de survenir de sitôt, d'autant plus qu'il s'agissait là d'une excellente opportunité de se sortir de l'agriculture, économiquement peu rentable. Le *perumahan* contenait déjà 13 ménages en 1998, nombre jugé suffisant pour la création d'un *RW*. Une habitation, accompagnée d'une terre agricole d'une superficie de 120 mètres carrés, s'y vendait alors 17 millions de roupies, soit environ 1 700\$ canadiens. Aujourd'hui, 60 ménages, abritant près de 250 membres, y sont installés, les chefs de ménages s'avérant en grande partie des employés de l'État, des professeurs et autres professionnels travaillant dans la ville de Wonosobo ou encore des entrepreneurs. Grand nombre d'entre eux voyagent quotidiennement en direction des agglomérations urbaines de Wonosobo, situées à une vingtaine de minutes en moto. Les habitants de *Wonosari Indah* sont donc des gens relativement aisés, plus aisés du moins que ceux des *dusun* avoisinants. Ils ne sont pour la plupart pas originaires de la région, provenant notamment de Bandung, Yogyakarta et Purworejo. Certains prennent part aux rapatriements de fonds, mais en tant qu'émetteurs plutôt que receveurs, bien que de façon irrégulière. Nombreux sont ceux qui y pratiquent l'agriculture et l'aquaculture, néanmoins ces activités s'avèrent plus souvent qu'autrement un passe-temps plutôt qu'une source de revenus additionnelle significative.

### 5.2.2 Le cas du *Kecamatan* de Grabag

L'homogénéité du paysage au sein des villages ciblés à Grabag contraste fortement avec les villages étudiés dans la région de Wonosobo. Les champs cultivés ne se situent pas autour des

maisons, mais sont tous regroupés au sein de deux différentes aires : l'une constituée de sols humides, située au nord du village, et l'autre, attenante à la côte, constituée de sols secs. De plus, il n'y a qu'une seule route pavée, traversant la région d'est en ouest permettant notamment de rejoindre Yogyakarta. Pour se déplacer à l'intérieur des villages, il faut utiliser les petites allées dont la terre a été battue par le passage des villageois à travers les années. Ainsi, les aires agricoles sont bien distinctes des aires résidentielles (Figure XXII), à l'intérieur desquelles seuls le *melinjo*<sup>5</sup> et la noix de coco sont cultivés car ils y poussent habituellement de façon naturelle. À l'origine, l'aire d'agriculture sèche était réservée seulement aux habitants du *dusun* de Jetis alors que les rizières dans la portion humide étaient réparties entre les habitants des trois autres *dusun*. Cependant, cette distinction est de moins en moins nette étant donné les nombreux mariages entre les membres des différentes communautés rurales.

Figure XXII. Image satellitaire des villages à l'étude dans le sous-district de Grabag



<sup>5</sup> Petit fruit rouge utilisé notamment pour la production de croustilles nommées *krupuk*

Les sols de l'aire sèche étant sablonneux, ils sont plus propices à la culture des fruits que des légumes. La culture fruitière est d'ailleurs beaucoup plus lucrative pour les exploitants agricoles. Les paysans y ont longtemps cultivé principalement la papaye, laquelle se vend quelque 2 000 roupies le kilo, soit quelque 20 centimes canadiens, mais un agent infectieux en a attaqué les grandes plantations au début de l'année 2014. La majorité des agriculteurs s'est par la suite résignée à diversifier ses cultures, augmentant ainsi l'importance des cultures de melon, de chili, de sirsak<sup>6</sup> et de mangue dans la région. Comme la culture des fruits requiert une attention plus soignée, les agriculteurs sont moins enclins à recourir à la pluriactivité pour obtenir des revenus supplémentaires. L'inverse est donc vrai pour les travailleurs rizicoles, dont l'emploi est plus sporadique. Le riz y est cultivé dans la zone humide, en alternance avec le maïs lors de la saison sèche, dont un agent infectieux a d'ailleurs ravagé les cultures en 2009. Cela n'a cependant pas semblé décourager les paysans qui cultivent toujours le maïs en abondance.

Les propriétaires de parcelles agricoles louent souvent leurs terres à d'autres cultivateurs plutôt que d'y travailler eux-mêmes. De plus, le métayage est très commun dans la région (il est appelé *maro* en Indonésien), les travailleurs se partageant la moitié de la récolte alors que le propriétaire bénéficie de la seconde moitié. Cependant, le travail ponctuel, tel que celui dans les rizières, est souvent salarié. Plus de 60% des exploitants agricoles recensés faisaient partie d'une communauté d'agriculteurs. Celles-ci n'ont reçu de l'argent qu'une seule fois de la part du gouvernement depuis leur création, soit en l'an 2000, afin d'acheter des fertilisants pour la saison à venir. Ainsi, les agriculteurs peuvent, encore aujourd'hui, s'approvisionner en intrants dès le début de la saison et doivent rembourser les sommes dues à la fin de la récolte. Au cours de l'année 2014, ils ont aussi reçu 300 kg de semences d'oignons rouges.

Certains habitants fabriquent du sucre de coco à partir des palmiers situés autour de leurs maisons, qu'ils revendent par la suite aux autres villageois et aux marchands. Cependant, l'activité économique la plus rentable demeure de loin la crevetticulture. Lors de nos enquêtes, on y dénombrait une quarantaine de bassins de 1 500 mètres carrés en moyenne, lesquels

---

<sup>6</sup> Fruit vert foncé mesurant généralement autour de 15 centimètres de long, parfois appelé corossol en français.

étaient partagés entre approximativement 25 propriétaires, selon les propos rapportés par ces exploitants. En outre, le chef du village a affirmé que des membres du *dusun* voisin, soit Ketawangrejo, ont loué des terres dans les aires sèches situées au nord des bassins actuellement en culture afin d’y construire d’autres bassins puisqu’il n’y a plus d’espace disponible sur la côte. Certains individus ne résidant plus dans la région mais y possédant tout de même des terres familiales ont manifesté l’intérêt de retourner dans leur village pour se lancer dans cette industrie très profitable. Cependant, l’intrusion de tels bassins à l’intérieur même des terres agricoles est évidemment très risqué, notamment pour les cultures situées à proximité.

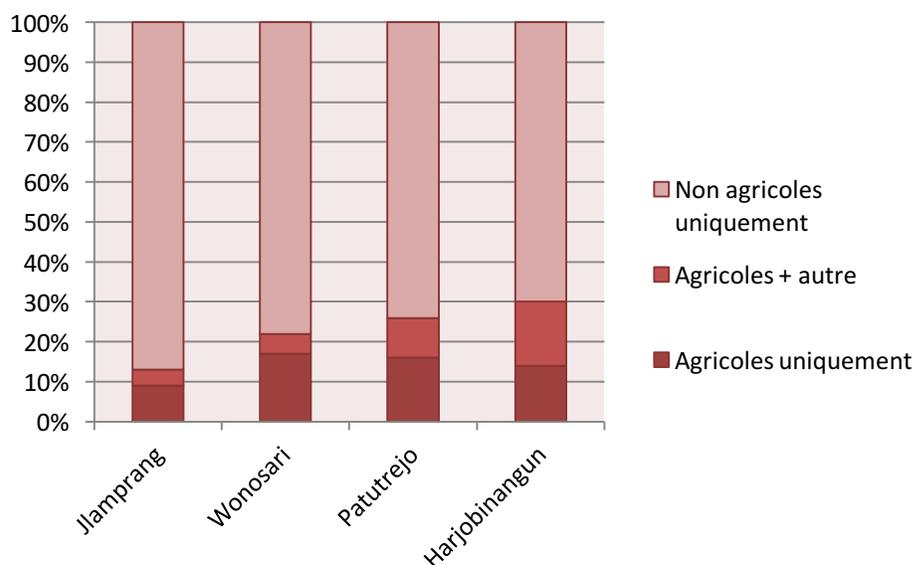
### 5.2.3 Comparaison des données à l’échelle des villages

Sur les 95 membres des 15 ménages recensés au sein du village de Jlamprang, seuls neuf ont déclaré l’agriculture comme unique source de revenus et quatre autres l’agriculture accompagnée d’un autre emploi (Tableau VI). Bien que Jlamprang constitue le village où le nombre de membres au sein des ménages recensés âgés de plus de 20 ans ou ayant cessé les études était le plus élevé parmi tous les villages à l’étude on y observe la plus faible quantité de membres tirant des revenus agricoles (*ibid.*). Cela va dans le sens des affirmations de DiGregorio (2003), voulant que les villageois des localités présentant une densité de plus de 1 500 habitants au kilomètre carré avaient davantage tendance à rechercher des sources de revenus en dehors du secteur agricole. DiGregorio affirmait également que les habitants de ces localités migraient en nombres plus importants, ce qu’il fut cependant impossible de corroborer au cours de nos enquêtes.

*Tableau VI. Données d'enquêtes portant sur l'emploi agricole*

	Jlamprang	Wonosari	Patutrejo	Harjobinangun
Membres de plus de 20 ans ou ayant cessé les études	78	60	70	50
Membres tirant des revenus agricoles	13	22	26	30

Figure XXIII. Source des revenus chez les membres des familles interrogées de plus de 20 ans ou ayant cessé les études



Néanmoins, il semble que l'agriculture reste ancrée dans les activités des villageois de Jlamprang, car la totalité des ménages à l'étude exploitaient une terre agricole. Bien que huit de ceux-ci employaient de la main d'œuvre agricole, 11 utilisaient des intrants et neuf de la machinerie agricole, seulement cinq revendaient, au moins en partie, leur récolte dans les marchés ou à des marchands (Tableau VII). Lors de nos enquêtes, la communauté d'agriculteurs du *kampung* de Wonobungkah, nommée *Tunas Harapan*, et celle du *dusun* de Jlamprang, portant le nom de *Rukun Tani*, comptaient conjointement 182 membres. Les superficies agricoles de ces exploitants variaient généralement entre un et quatre hectares par membre. Des ménages recensés à Jlamprang, dix étaient affiliés à l'une ou l'autre de ces communautés d'agriculteurs, comparativement à trois à Wonosari, huit à Patutrejo et six à Harjobinangun.

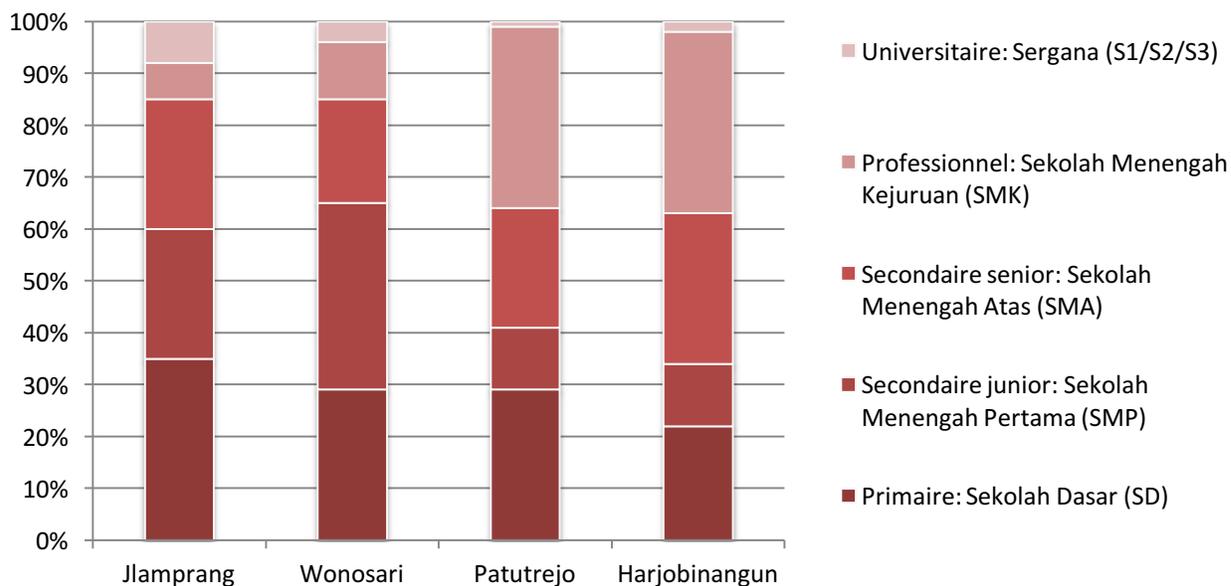
Tableau VI. Actifs agricoles dans les villages à l'étude

	<b>Jlamprang</b> (15 ménages)	<b>Wonosari</b> (15 ménages)	<b>Patutrejo</b> (13 ménages)	<b>Harjobinangun</b> (13 ménages)
Ménages exploitant une terre agricole	15	13	12	11
Propriétaires de terres agricoles	12	5	7	9
Emploient de la main d'œuvre	8	5	6	3
Utilisent des intrants synthétiques	11	4	11	11
Utilisent de la machinerie agricole	9	4	5	4
Font partie d'une CA	10	3	8	6
Revendent leur récolte	5	4	11	11

Selon les registres tenus par le chef du village de Patutrejo, environ 200 habitants du village seraient propriétaires de rizières et 150 de parcelles agricoles dédiées à la culture de fruits et légumes. Des douze ménages recensés exploitant une terre agricole ou aquacole, un seul de ces exploitants ne revendait pas même en partie sa production dans les marchés ou à des marchands. À Harjobinangun, c'est la totalité des onze exploitants recensés qui a affirmé revendre du moins une partie de sa production. Il semble donc que la pratique agricole à des fins commerciales soit plus répandue au sein des villages côtiers à l'étude.

Chez les membres des ménages recensés dans la région de Wonosobo ayant cessé d'étudier, plus de 60% ont abandonné les études après avoir atteint le niveau primaire ou secondaire junior (SMP), soit vers l'âge de 14 ou 15 ans (Figure XXIV). Des 27 membres âgés entre 8 et 20 ans au moment des enquêtes, trois avaient abandonné les études, l'un ayant cessé après avoir complété le niveau primaire (SD), un autre au secondaire junior (SMP) et le dernier ayant atteint le niveau secondaire senior.

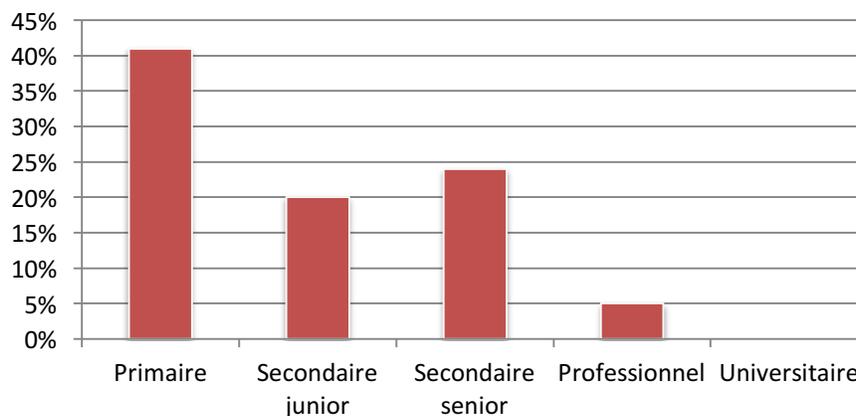
Figure XXIV. Niveau de scolarité atteint par les membres ayant terminé leurs études



En ce qui a trait aux membres recensés dans les villages de Grabag, ils poursuivaient en général leurs études plus longtemps que les précédents. Plus de 60% ont atteint le niveau secondaire senior (SMA), senior professionnel (SMK) ou universitaire (S1/S2/S3). Plus du tiers des membres ont poursuivi leurs études au niveau professionnel, comparativement à moins de 10% dans les villages précédents. Des 12 membres recensés âgés entre 8 et 20 ans, un seul avait cessé les études.

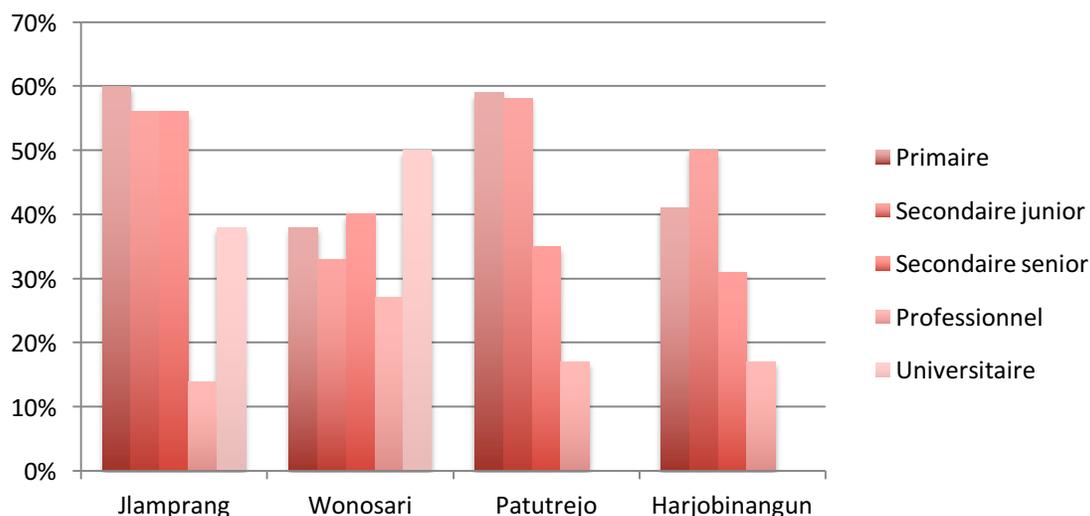
Tel que mentionné précédemment, les études de Liu et Yamauchi (2014 : 184-5) établissaient une corrélation claire entre le prolongement des études chez les jeunes et la probabilité que ceux-ci se trouvent un emploi en dehors du secteur agricole, soit souvent en dehors de leur village. Les travailleurs recensés dans l'ensemble des quatre villages à l'étude sont bien plus enclins à se trouver un emploi dans le secteur agricole lorsqu'ils n'ont complété que leurs études primaires (Figure XXV). L'atteinte du niveau d'études secondaire professionnel est corrélée à une chute importante du taux de travailleurs agricoles, les membres s'étant alors spécialisés dans un domaine particulier.

Figure XXV. Proportion de tous les travailleurs répertoriés œuvrant principalement au sein du secteur agricole en fonction du niveau d'études qu'ils ont atteint



En ce qui concerne les villages de Patutrejo et Harjobinangun, les membres des ménages interrogés ayant poursuivi leurs études jusqu'à l'atteinte du niveau secondaire senior ont une plus faible propension à retourner travailler au sein de leur village d'origine (Figure XXVI). De façon bien plus évidente, les données révèlent clairement que les membres ayant terminé leurs études professionnelles sont les moins susceptibles de se chercher ou de se trouver un emploi à l'intérieur de leur village familial.

Figure XXVI. Propension des membres à s'établir au sein de leur village d'origine suite à l'atteinte d'un certain niveau d'études



### 5.3 Les migrations

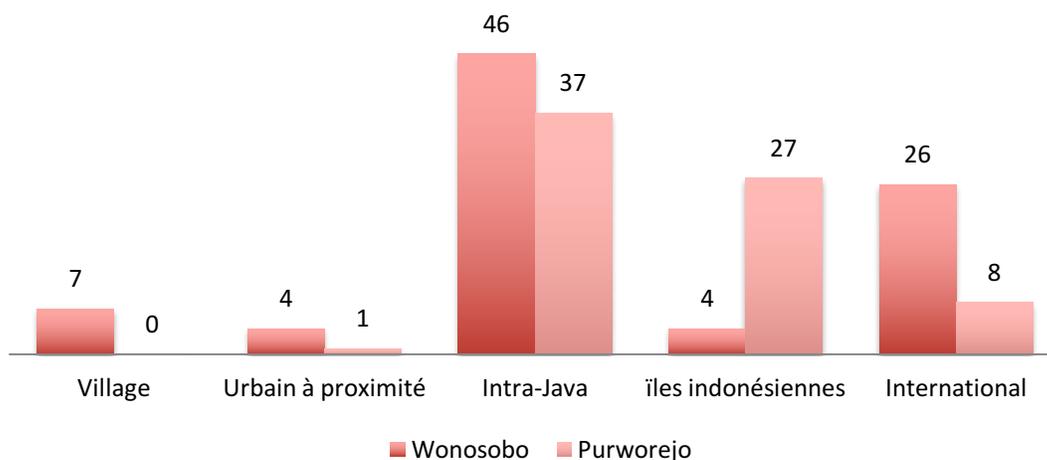
Il peut être assez ardu de se trouver un emploi hors du domaine agricole tout en demeurant à l'intérieur du village. C'est notamment pour cette raison que de nombreux membres des communautés rurales choisissent de quitter leur village. Au sein de chacun des 56 ménages questionnés, au moins un membre de la famille est considéré comme ayant pris part au phénomène de migration, c'est-à-dire qu'il a établi son domicile principal à l'extérieur de sa ville ou son village d'origine pour au moins six mois consécutifs. Un seul des ménages ne présentait aucun membre ayant migré dans l'optique de se trouver un travail. Au total, c'est tout près de la moitié des membres recensés qui ont déjà migré, les trois quarts de ceux-ci étant motivés par la recherche d'emploi et les autres majoritairement par la fréquentation d'un établissement d'enseignement. Dans d'autres cas, les migrations avaient comme objectif l'unification familiale. Plus de 96% des travailleurs migrants affirment que le salaire qu'ils ont gagné à l'extérieur de leur village d'origine était supérieur à celui auquel ils pouvaient aspirer au sein du village. Seul quelques entrepreneurs étant parvenus à démarrer une entreprise rentable au sein même de leur village font exception.

Près de la moitié des membres migrants des ménages recensés choisissaient comme destination les grandes villes javanaises alors que 40% optaient à parts plus ou moins égales pour les îles de la périphérie javanaise et l'étranger (Figure XXVII). Les migrations pendulaires étaient assez rares chez ceux-ci, les villes urbaines situées à proximité des villages étudiés n'absorbant qu'une très faible part de travailleurs migrants. Jakarta est de loin la destination de prédilection des migrants recensés, 27 membres ayant choisi de s'y rendre pour y trouver du travail et trois pour y étudier<sup>7</sup>. Les migrants intra-javanais recensés étaient à 55% des hommes. Quelque 57% des travailleurs ayant choisi de quitter leur village en direction des villes javanaises se dénichaient à un emploi relevant du secteur manufacturier.

---

<sup>7</sup> Voir annexe D

Figure XXVII. Nombre de migrants identifiés aux différentes échelles



\* Certains membres ont migré à plus d'une échelle.

En ce qui a trait aux îles indonésiennes, Bornéo et Sumatra sont les destinations les plus populaires chez les membres des ménages rencontrés. Les principaux emplois qu'ils y pratiquent relèvent de l'industrie du palmier à huile, tout particulièrement en ce qui concerne les migrants se rendant au Kalimantan. Si l'on tient compte de tous les travailleurs rencontrés lors de nos enquêtes ayant migré de Java vers l'une ou l'autre des îles indonésiennes, dont plus de 70% sont des hommes, c'est un peu plus de la moitié de ceux-ci qui a été employée par le secteur des plantations agricoles.

Quant aux migrations à l'étranger, ce sont Singapour et Taiwan qui ont absorbé le plus grand nombre de travailleurs migrants internationaux chez les membres des foyers ayant participé aux enquêtes. La Malaisie, L'Arabie Saoudite, Hong Kong et Brunei sont les autres destinations internationales les plus populaires chez ceux-ci. Au total, près de 63% des migrants internationaux répertoriés lors de nos enquêtes ont travaillé en Asie alors que 13% ont plutôt choisi d'œuvrer au Moyen-Orient (Annexe D). De tous ces migrants, dont 70% sont de sexe féminin, 90% ont évolué dans le secteur des services. En ce qui a trait à la Malaisie, bien que la majorité des travailleurs indonésiens s'y rendant serait employée au sein des plantations et dans le domaine de la construction (Li 2010 : 77), les six travailleurs migrants

répertoriés lors de nos enquêtes s'y étant rendus étaient tous des femmes ayant été employées comme travailleuses domestiques.

### 5.3.1 Kecamatan de Wonosobo : migrations à l'étranger

Les migrations de travailleurs sont très communes dans la région, à trois différentes échelles. Certains ménages villageois sont si actifs dans les dynamiques de migration que leur habitation demeure pratiquement vide à l'année, la famille ne s'y réunissant que pendant quelques semaines lorsque les membres parviennent à synchroniser leurs vacances. De tous les membres ayant participé aux enquêtes à Wonosobo, plus de la moitié aurait migré à l'extérieur de leur ville ou de leur village natal, 20 d'entre eux s'avérant des enfants ayant suivi leurs parents ou des femmes ayant suivi leur mari. Quelques familles migrantes originaires des villages à l'étude ont été répertoriées, soit des couples ayant quitté accompagnés de leurs enfants, les grands-parents de ceux-ci étant demeurés au village. Elles se sont toutes installées à l'intérieur même de l'île maîtresse.

Les migrations en provenance de l'extérieur à destination des villages à l'étude sont également nombreuses. Alors que quatre de ces cas concernent des femmes ayant déménagé pour rejoindre leur mari, l'une de celles-ci étant accompagnée de ses deux enfants, deux autres cas concernent des familles entières ayant choisi de s'y installer. En provenance de Yogyakarta, les cinq membres de la famille de Pak Sri Mulyo ont emménagé à Patutrejo en 1990, le couple désirant élever ses enfants dans la tranquillité rurale. Dans le cas des sept migrants à l'échelle du village (Figure XXVII), ils sont tous issus de la même famille. Le chef de famille, Pak Kasrodin, s'étant trouvé un emploi à Wonosari et ayant préféré y migrer pour s'en approcher. En provenance du village de Mojotengah, situé à quelques kilomètres de là, il a donc emménagé à Wonosari, en 2007, accompagné de sa femme et de ses cinq enfants. Enfin, deux sœurs, provenant d'un village éloigné des agglomérations urbaines de Wonosobo, se sont installées à Jlamprang également dans le but de s'approcher de leur emploi, l'une d'elles travaillant comme fonctionnaire et l'autre comme travailleuse domestique.

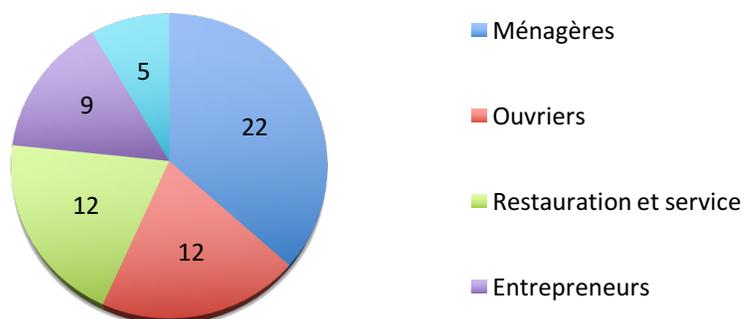
Bien qu'une majorité de migrants opte bien sûr pour des destinations situées au sein même de leur île natale, seulement quatre ont migré en direction de zones urbaines situées à proximité<sup>8</sup> (Figure XXVII). De plus, seuls quatre membres, issus de foyers distincts, ont migré vers les îles de la périphérie javanaise (*ibid.*). Ceux-ci ont quitté sans emmener avec eux leurs femmes ou enfants. Le cas de la famille de Pak Slamet, chef du hameau de Wonokerso, est assez révélateur en ce qui concerne les dynamiques de migration vers les îles indonésiennes. Au début des années '90, sept des frères et sœurs de sa femme ont pris part au programme de transmigration, vers le Kalimantan où ils travaillent toujours aujourd'hui dans des plantations de palmier à huile. Selon Pak Slamet, près de 400 anciens habitants du village – ce qui représente un nombre considérable – auraient d'ailleurs joint les rangs de la transmigration, de nombreux migrants spontanés, amis ou membres de la famille, les ayant rejoints par la suite. Lors de notre entretien avec Pak Slamet, son fils venait tout juste de partir rejoindre ses oncles afin de tenter sa chance comme entrepreneur au Kalimantan, son objectif étant d'y démarrer une fabrique de clôtures.

Si l'on déduit des 87 membres migrants recensés les sept n'ayant migré que pour les études (à ce jour) et les 20 femmes et enfants ayant migré pour suivre le chef du ménage (unification familiale), il reste un total de 60 membres qui ont migré dans l'optique de se trouver un travail. De ceux-ci, 26 ont migré à l'étranger (Figure XXVII), dont 22 s'étant déniché un emploi de travailleuses domestiques (Figure XXVIII). On constate donc non seulement que les migrations à l'étranger de travailleurs constituent un processus très important chez les villageois de Wonosari et Jlamprang, mais également que celles-ci concernent principalement les femmes et qu'elles sont souvent employées comme travailleuses domestiques. Aucun cas de migration familiale à l'étranger n'a toutefois été observé, les travailleurs revenant plutôt rejoindre leur famille une fois leur contrat terminé ou à l'occasion des quelques rares périodes de vacances qui leur sont accordées.

---

<sup>8</sup> À moins d'une heure de voyage en autobus

Figure XXVIII. Secteurs d'emploi des travailleurs migrants recensés à Wonosobo



Néanmoins, certains hommes participent aux migrations à l'étranger, notamment en tant que chauffeurs en Arabie Saoudite ou à Brunei, laquelle constitue l'une des régions de prédilection des migrants javanais, principalement dû à la possibilité d'accéder à un bon salaire, à sa proximité avec Java et à la grande similarité de la langue nationale avec la langue indonésienne. Les conditions de travail à l'étranger sont généralement acceptables, bien que les domestiques doivent travailler sept jours par semaine et plus de 12 heures par jour. Ces travailleuses ont toutefois la possibilité, dans quelques villes telles que Macao, d'accéder à un emploi plus flexible comme celui de serveuse. Les standards de sélection sont cependant beaucoup plus élevés (apparence, posture, langue), tout comme les frais exigés par les agences de placement, pouvant atteindre plus de 50 millions de roupies indonésiennes (5000\$ canadiens).

Souvent, la participation d'un membre de la famille au travail migratoire incite fortement les autres membres à y prendre part. Lorsque leurs enfants atteignent un âge qu'elles jugent raisonnable, soit souvent dès la fin des études secondaires, il n'est pas rare que les mères profitent des contacts qu'elles ont établis à l'étranger pour aider leurs enfants à se trouver un emploi probablement beaucoup plus rentable que tout autre travail qu'ils pourraient se dénicher sur le territoire indonésien. Ainsi, bien que l'argent qui découle des rapatriements de fonds soit principalement investi dans l'éducation des enfants, la participation au travail migratoire, surtout à l'étranger, peut également décourager les enfants à poursuivre leurs études lorsqu'ils atteignent la maturité.

Des 26 migrants internationaux recensés, 21 ont reçu l'aide d'agences de placement pour faciliter leur insertion à leur milieu du travail. Le rôle des agences de placement est primordial dans ce type de migration. Les quelques travailleurs rencontrés ayant tenté de tout faire par eux-mêmes ont subi des échecs très coûteux. Dans ces cas, les migrants se rendaient le plus souvent sur place avec un visa touristique et tentaient alors de se trouver du travail illégalement. Les agences, en plus d'offrir des cours de langue aux futurs migrants, leur fournissent habituellement une formation qui s'échelonne sur une période de deux à neuf mois en fonction de l'emploi visé, du degré d'éducation obtenu et de la rapidité d'apprentissage du candidat. La part de rémunération retenue par ces agences facilitatrices apparaît cependant déraisonnable. Si les candidats n'ont pas les moyens d'effectuer le paiement total avant de quitter à l'étranger, ce qui est bien souvent le cas, les agences peuvent retenir l'entièreté des quelque quatre premiers mois de salaire, ce qui est surtout le cas des travailleuses domestiques car, logées et nourries, elles ne dépendent pas d'un revenu en argent pour subsister à l'étranger. Mais, plus souvent qu'autrement, ces agences prélèvent une fraction du salaire des candidats, variant entre 10 et 80%, sur une période pouvant aller jusqu'à un an. Dans le cas où ils choisissent de résilier leur contrat, les travailleurs sont aussi forcés de déboursier à ces agences quelques millions de roupies additionnels.

Selon nos répondants, les contrats octroyés par ces agences sont habituellement d'une durée de deux ou trois ans, puis peuvent être renouvelés pour la même période selon le désir de l'employeur ou du salarié. Lors d'un renouvellement de contrat entre le salarié et l'employeur, les agences cessent de prélever leur part du gâteau, ce qui encourage les migrants à retourner à l'étranger une fois leur premier contrat terminé. Cependant, les migrants sont souvent prématurément considérés trop âgés par les agences, celles-ci refusant alors de renouveler leur contrat. Dans le domaine de la restauration cela survient parfois dès qu'ils atteignent la trentaine. Les travailleurs trouvent alors quelquefois moyen de s'entendre directement avec leur employeur, si celui-ci a été satisfait de leur travail bien entendu. Dans le cas des travailleuses domestiques, les liens serrés qu'elles tissent avec les familles pour lesquelles elles travaillent les favorisent souvent dans de tels cas. Cependant, les relations entre salariés et employeurs sont fréquemment très peu harmonieuses (Ananta et Arifin 2004 : 60; Killias 2009). Quelques cas d'abus physique, laissant parfois même des séquelles permanentes, telles

que la surdité, ont été répertoriés lors de nos enquêtes. Les travailleuses domestiques s’avèrent particulièrement vulnérables car leur milieu de travail ne peut être aisément r glement  (Hugo 2007 : paragr. 28).

### 5.3.2 Kecamatan de Grabag : migrations vers les îles extérieures

Des 136 membres ayant pris part à la présente étude dans la région de Grabag, 64 résident ou ont déjà résidé à l’extérieur de leur ville ou de leur village natal. Nous n’y avons relevé qu’un seul cas de migration en provenance de l’extérieur. Celui-ci implique un habitant du village de Patutrejo s’étant rendu à Jambi, sur l’ le de Sumatra, pour travailler au sein d’une plantation de palmier à huile. Il y a rencontré une femme avec laquelle il s’est marié avant qu’ils ne mettent au monde trois enfants et retournent tous ensemble à Patutrejo afin d’y faire démarrer une entreprise d’aquaculture.

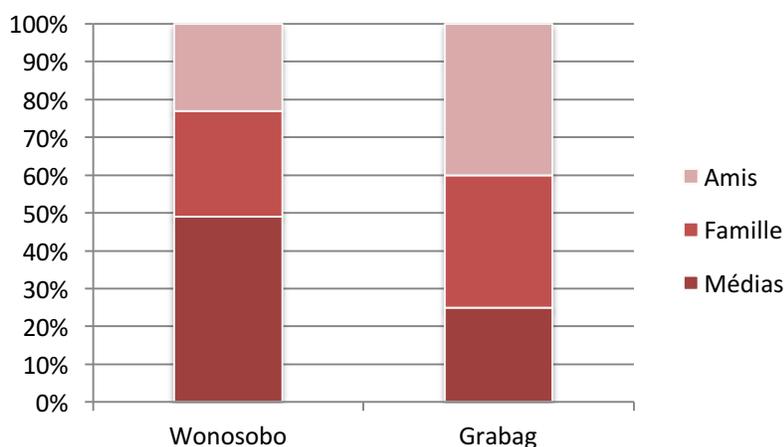
Les migrations de travailleurs répertoriées lors de nos enquêtes s’effectuaient surtout au niveau national, que ce soit vers les villes javanaises ou vers les îles de la périphérie javanaise. De celles-ci, le nombre de migrations intra-javanaises s’élevait à 37 (Figure XXVII). De nombreux parents ont affirmé avoir envoyé leurs enfants rejoindre des proches de la famille au sein de la capitale nationale dans le but d’y d nichier un emploi. Un seul cas de migration vers un centre urbain situé à proximité, soit à Kutoarjo, située à environ 15 kilomètres, fut répertorié lors de nos entretiens avec les villageois. Néanmoins, selon les dires de ce dernier, il semblerait que de nombreux autres travailleurs villageois s’y rendaient quotidiennement y œuvrer dans le domaine de la construction. Ils y gagneraient un salaire de 40 000 roupies par jour, ce qui correspond à 160% de la rémunération moyenne d’un travailleur agricole.

Alors qu’au sein des villages à l’étude situés à Wonosobo le nombre de migrants internationaux était beaucoup plus élevé que le nombre de migrants quittant pour les îles de la périphérie javanaise, la situation observée dans la région de Grabag était plutôt l’inverse : 27 migrants s’étant rendus vers les îles extérieures ont été recensés alors que seulement huit ont travaillé à l’étranger (Figure XXVII). Le travail à l’intérieur des plantations situées sur les îles périphériques à Java, dont la popularité a atteint son apogée dans les années 1990, semblait

assez répandu car il permet de maintenir la cellule familiale. Effectivement, lors de ces migrations, les travailleurs quittent souvent accompagnés des autres membres de leur famille. Dans d'autres cas, il n'est pas rare que ceux-ci les rejoignent quelque temps après leur départ. Le salaire qui y est offert avoisine les quatre millions de roupies indonésiennes par mois, correspondant à la rémunération d'environ 145 journées de travail sur les champs dans les villages de Patutrejo et Harjobinangun.

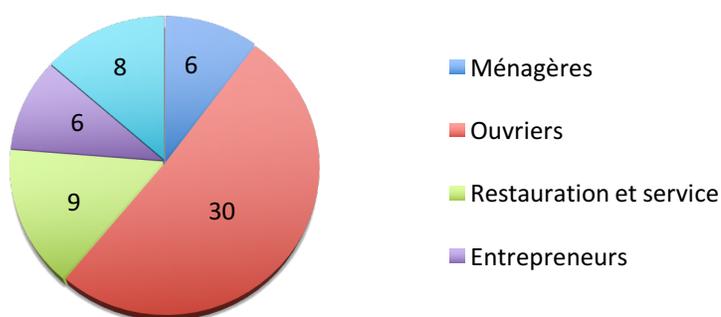
Alors que dans la région de Wonosobo plus de la moitié des répondants ont affirmé ne pas être prêts à encourager leurs proches à quitter leur ville ou village natal afin de se trouver du travail, plus de 93% des répondants de Grabag affirment le contraire. Cela peut contribuer à expliquer le fait que les proches des travailleurs migrants constituent une source d'influence supérieure pour les membres recensés à Grabag que pour ceux de Wonosobo. Effectivement, lorsqu'interrogés à propos de la principale source d'information ou d'influence les ayant mené à migrer, près de la moitié des répondants de Wonosobo ont mentionné qu'il s'agissait des médias (Figure XXIX). À Grabag, les trois quarts des répondants ayant migré ont pour leur part affirmé que leur principale source d'influence et d'information s'avérait être leurs amis ou leur famille. Le travail migratoire au sein même du territoire national paraît donc plus valorisé par les pairs, bien que les migrations à l'étranger permettent d'aspirer à un salaire grandement supérieur.

*Figure XXIX. Source d'influence et d'information des répondants migrants dans les régions de Wonosobo et de Grabag*



Des 64 membres migrants, 59 ont quitté dans l'optique de se trouver un emploi. Un nombre important ont d'abord migré pour fréquenter un établissement scolaire, mais sont par la suite demeurés à l'extérieur de leur village d'origine pour y travailler. On constate que 30 de ces travailleurs migrants sont des ouvriers, travaillant en majorité sur les plantations agricoles (Figure XXX). Étant donné que les migrations répertoriées à Grabag s'effectuaient principalement au niveau national, seuls sept travailleurs migrants ont affirmé être passés par des agences de placement.

Figure XXX. Secteurs d'emploi des travailleurs migrants recensés à Grabag



Peu de familles auraient pris part aux programmes officiels de transmigration, la majorité ayant quitté en tant que migrants spontanés. Cependant, de nos jours, les travailleurs qui partent en direction des îles de la périphérie javanaise pour travailler sur les plantations sont souvent encadrés par le Ministère des Travailleurs. Après avoir passé un test médical, permettant de s'assurer qu'ils sont en condition physique adéquate pour accomplir des tâches manuelles ardues, ces travailleurs signent un contrat de travail avant même leur arrivée à destination. Au préalable, les candidats doivent obtenir une lettre de recommandation de la part du chef du village, laquelle sert à valider leur niveau d'éducation, leur appartenance villageoise et l'absence de casier criminel. Ces démarches se rapprochent ainsi grandement de celles mises de l'avant lors des programmes de transmigration.

Lors de nos enquêtes, 14 familles du village de Harjobinangun avaient déjà signé des contrats durant l'année en cours pour aller travailler sur les plantations de palmier à huile. Selon le chef du village, ceux s'y rendant sans contrat seraient encore beaucoup plus nombreux. Alors que

les contrats se sont longtemps échelonnés sur une période de cinq ans, les migrants ayant la possibilité de s'établir au Kalimantan ou à Sumatra, les contrats actuels s'échelonnent sur une durée de deux ans et ne ciblent que les provinces de Kalimantan.

Bien que les migrations vers les îles impliquent majoritairement les hommes, certaines jeunes femmes sont également attirées par le travail dans les stations touristiques, telles que celles que l'on retrouve à Bali, ou encore par le travail en usine, notamment à Bandung. Les rapatriements de fonds découlant des migrations à l'échelle nationale semblent toutefois rares et apparaissent principalement lorsque les enfants des migrants demeurent chez leurs grands-parents au sein de leur village natal. Au moment de nos enquêtes, aucun nouveau migrant international n'avait encore été enregistré dans les villages de Grabag pour l'année 2014, seulement une quinzaine ayant été répertoriés au cours des cinq dernières années.

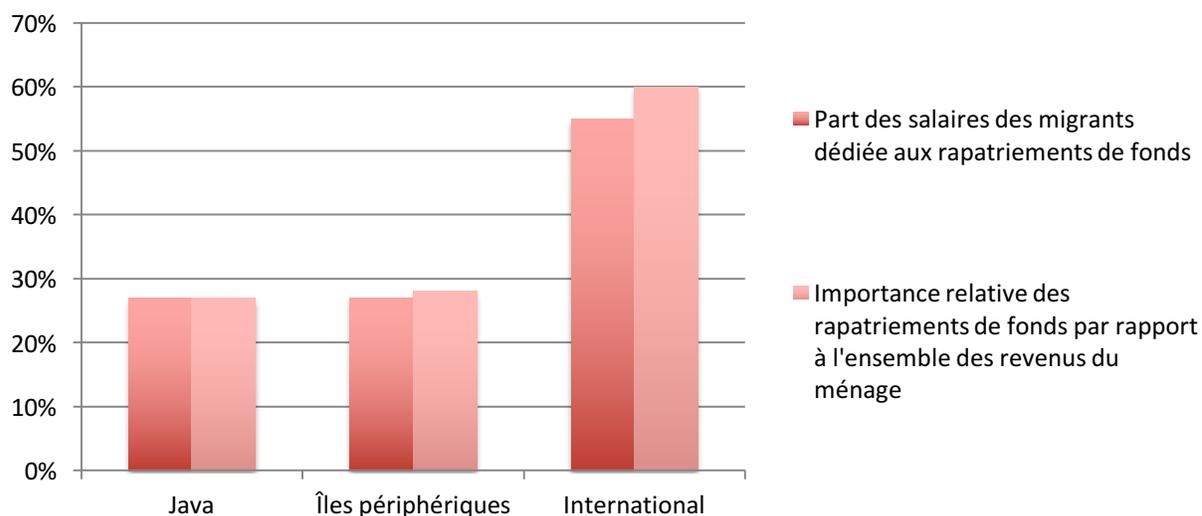
### 5.3.3 Les rapatriements de fonds

De tous les travailleurs migrants répertoriés lors de nos enquêtes, seuls cinq ne contribuent ou ne prévoient pas contribuer aux rapatriements de fonds afin de soutenir financièrement leurs proches. À l'échelle des foyers, seulement trois des chefs de ménages rencontrés affirmaient ne rien percevoir des autres membres de leur famille travaillant à l'extérieur du village, mais chacun d'entre eux expédiait cependant de l'argent à d'autres membres de leur famille. C'est donc dire que tous les chefs de ménages rencontrés sont directement impliqués dans ces rapatriements.

Les travailleurs migrants indonésiens recensés, qu'ils demeurent sur l'île maîtresse ou qu'ils travaillent sur les îles extérieures, réservent en moyenne 27% de leur salaire pour les remettre à leurs proches (Figure XXXI). En ce qui concerne les migrants internationaux, cette part est doublée pour atteindre 55% de leur rémunération. Les salaires perçus par ces derniers étant beaucoup plus élevés, les rapatriements de fonds qui découlent des migrations à l'étranger sont ainsi d'autant plus importants. Les chefs des ménages ayant affirmé percevoir de ces rapatriements ont quant à eux estimé que l'importance relative de ceux-ci au sein des revenus

des ménages était assez comparable à la part des salaires que les migrants ont affirmé émettre à leurs proches (Figure XXXI).

*Figure XXXI. Part des salaires des migrants dédiée aux rapatriements de fonds et leur importance relative au sein des ménages en fonction de l'échelle de migration*



La quasi-totalité des travailleurs migrants membres des foyers recensés ont affirmé participer aux RF. En moyenne, ce serait la moitié des salaires de ceux recensés à Wonosobo, toutes destinations confondues, qui serait destinée à être transférée à leurs proches. À Grabag, les travailleurs migrants expédiaient en moyenne 22% de leurs revenus à leurs proches. Le plus haut taux de migrations intra-nationales en comparaison aux villages ayant fait l'objet d'enquêtes à Wonosobo explique que la part des salaires étant dédiée aux rapatriements de fonds y soit ici plus de deux fois inférieure.

Pour transférer ces fonds, environ 60% des migrants avaient recours aux institutions financières, d'autres préférant les remettre en main propre. Les rapatriements de fonds informels sont ainsi difficiles à prendre en compte quand vient le temps d'évaluer l'importance de ceux-ci au sein de l'économie villageoise. De plus, cette méthode de transfert comporte d'importants risques, notamment lors du transport de ces sommes.

Dans le cas des migrants qui travaillent dans les villes et villages périphériques, il n'y a pas lieu de parler de rapatriements de fonds étant donné la proximité géographique qui facilite les migrations pendulaires au quotidien. Effectivement, les agglomérations urbaines de Wonosobo et de Purworejo ne se situent respectivement qu'à une dizaine de minutes en moto des villages à l'étude à Wonosobo et à une quarantaine de minutes des villages ciblés à Grabag. Les travailleurs peu spécialisés qui migrent vers des plus grandes villes comme Jakarta sont toutefois bien plus nombreux. Les entretiens avec la famille de ces migrants ont cependant révélé que les rapatriements de fonds qui en découlent ne sont pas très élevés, car les salaires qui y sont touchés sont généralement assez maigres. Les seuls membres recensés qui expédiaient des fonds considérables étaient ceux dont les jeunes enfants demeurant avec leur mère ou leurs grands-parents au sein de leur village natal.

Il y a également le cas des travailleurs migrants vers les îles de la périphérie javanaise, notamment sur les plantations de palmier à huile de Bornéo, que ce soit en territoire national (Kalimantan) ou malaisien. D'autres plantations du genre attirant de nombreux travailleurs sont également présentes à Lampung, soit à l'extrémité sud de l'île de Sumatra. Dans quelques cas, les familles de ces travailleurs les ont graduellement rejoints sur place, de sorte que les salaires qui y sont gagnés ne sont plus expédiés vers le village d'origine des travailleurs. L'unification familiale est d'ailleurs souvent la principale raison pour laquelle ces travailleurs décident de s'installer dans les îles de la périphérie javanaise.

Tel que constaté par Gumilang (2011 : 9), les familles de migrants sont pour la plupart rapidement parvenues à combler leurs besoins élémentaires. L'argent découlant des rapatriements de fonds est principalement investi dans le capital humain, c'est-à-dire dans l'éducation des enfants. En second lieu, il peut être utilisé pour régler des dettes ou encore mis de côté en vue d'éventuels frais médicaux ou pour assurer l'avenir financier des parents des migrants. Dans le cas où les besoins relevant des catégories précédentes ont été comblés, 13% des migrants recensés s'en servaient pour faire la rénovation voire l'achat d'une maison, moyen utilisé par certains membres de l'élite pour consolider leur haut statut social au sein du village (*ibid.* : 14). De plus, 17% de ceux-ci épargnaient dans l'objectif de démarrer leur propre entreprise. Ces fonds n'étaient que très rarement investis en agriculture, soit dans

moins de 4% des cas. Cependant, ceux qui étaient en mesure de procéder à de tels investissements en recevaient d'importantes retombées, les propriétés foncières agricoles ayant plus que doublé de valeur depuis le début du siècle selon les dires des membres rencontrés. Dans tous les cas, il semble incontestable que les rapatriements de fonds jouent un rôle essentiel dans les revenus des ménages des migrants internationaux.

## **5.4 L'entrepreneuriat**

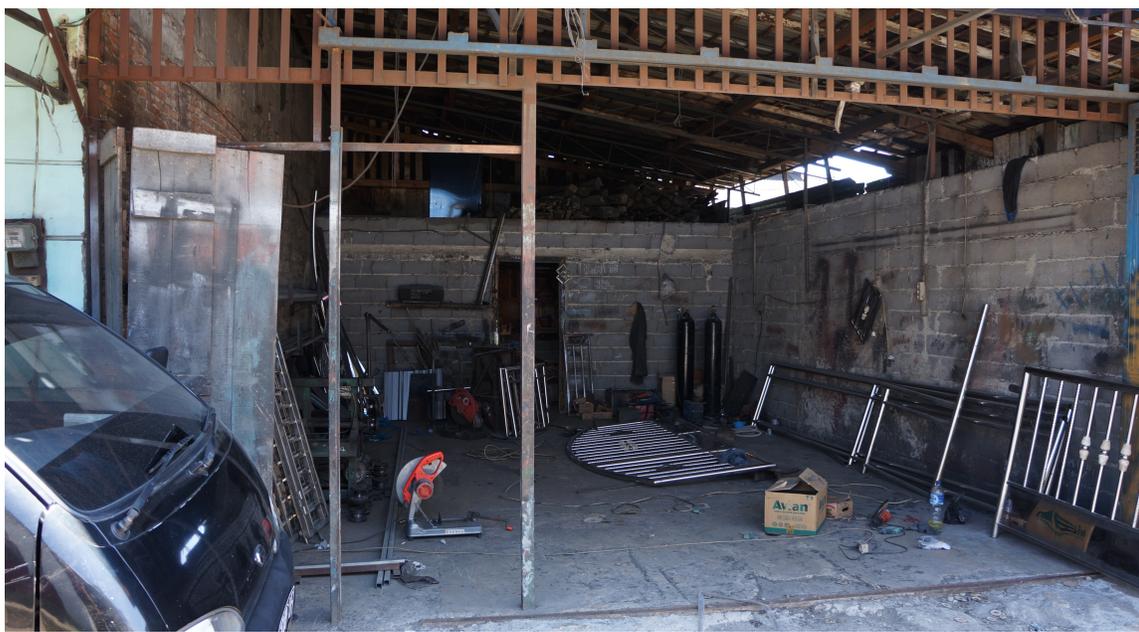
### 5.4.1 Kecamatan de Wonosobo : la métallurgie

Suite à la baisse d'intérêt envers le secteur agricole, certains villageois ont choisi de demeurer au sein de leur village pour y faire démarrer leur propre entreprise. Lors de nos enquêtes dans le village de Jlamprang, nous avons constaté qu'un bon nombre de villageois s'étaient spécialisés dans la métallurgie, les petites entreprises de construction de clôtures étant en rapide expansion au cours des dernières années. Aux abords de rue principale de Jlamprang, *Karya Tralis 2*, on observe la présence d'un nombre impressionnant de ces fabriques. Les camionnettes se comptent également par dizaines, celles-ci étant chargées de treillis métalliques devant être livrés à leur acheteur. Il n'est pas étonnant de constater que ces fabriques attirent plusieurs travailleurs car la rémunération quotidienne s'y élève à 50 000 roupies par jour pour les ouvriers, soit le double du salaire moyen encaissé par les travailleurs agricoles.

La première entreprise de fabrication de clôtures dans la région a démarré en 1995. Son fondateur, avec qui nous avons pu nous entretenir, l'a lancée après avoir été formé à l'extérieur en tant qu'employé dans une fabrique du même type. C'est le manque d'emplois au sein du village qui l'a d'abord incité à migrer, car il ne possédait aucune terre agricole à exploiter. Après avoir œuvré dans le domaine de la construction à Jakarta, il a par la suite rejoint son frère à Bengkulu, sur l'île de Sumatra, travaillant pendant deux ans avec celui-ci sur les plantations de café. C'est alors qu'il a commencé à travailler dans une fabrique de treillis, ne possédant à la base aucune connaissance dans ce domaine. Il a rapidement appris les rudiments du métier et, au terme de huit années à travailler au sein de cette entreprise, a choisi de retourner dans son village natal pour y démarrer sa propre entreprise grâce au capital qu'il a pu économiser suite au travail migratoire. Au départ, la demande fut importante à

Jlamprang, mais il a rapidement dû élargir son secteur de vente et se rendre personnellement dans les villes périphériques, notamment à Yogyakarta, Purworejo et Semarang, afin de vendre son produit. Ayant constaté le succès de son entreprise, plusieurs de ses employés ont décidé de se lancer eux-mêmes en affaires dans ce milieu qui s'avère assez lucratif. Il y a maintenant près de 120 différents établissements du genre dans le *dusun* de Jlamprang. Malgré la proximité du *kampung* de Wonobungkah, on n'y en dénombre que cinq. Ces établissements sont de très petite échelle, il faut le préciser, car la majorité des entrepreneurs reconvertissent simplement leur maison en fabrique (Figure XXXII). La prolifération de celles-ci a débuté à partir de l'an 2000 et le métal qu'elles utilisent provient en grande partie de Jakarta.

*Figure XXXII. Entreprise de métallurgie typique du village de Jlamprang*

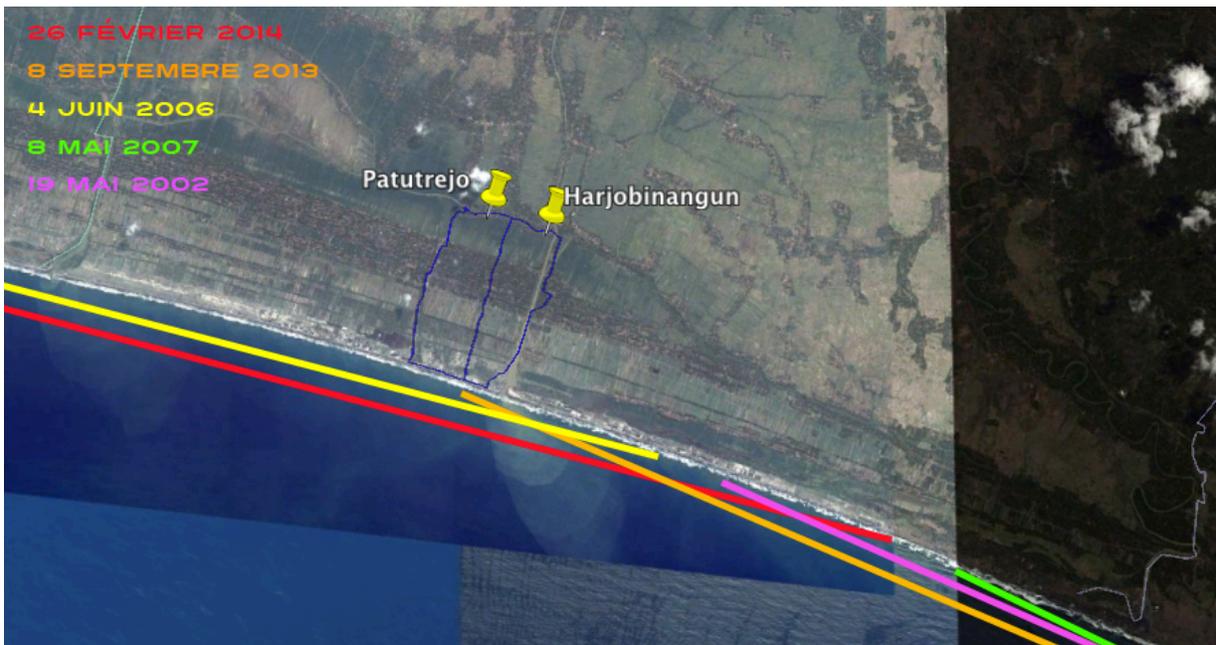


Ainsi, tels les habitants des deltas du Nil et particulièrement du fleuve Rouge (Fanchette, 2014), ceux de Jlamprang font preuve d'une impressionnante inventivité et flexibilité en optimisant l'utilisation de l'espace résidentiel pour y créer de nouveaux espaces de travail, les législations villageoises peu contraignantes aidant la cause de ces entrepreneurs javanais. Cela permet donc d'absorber un bon nombre de travailleurs villageois et limite ainsi les migrations vers l'extérieur du village.

#### 5.4.2 *Kecamatan* de Grabag : l'aquaculture

Au sein des villages à l'étude à Grabag, l'aquaculture constitue sans contredit le principal secteur entrepreneurial en émergence. Elle s'est développée rapidement au cours de la dernière année, après que certains villageois aient constaté les succès de celle-ci au sein des villages voisins (Munggangsari et Ketawang, situés à l'ouest). Cependant, les villageois qui se lancent dans cette industrie ne sont pas propriétaires ni même locataires des terres où les bassins sont creusés. Situées sur les plages de la côte sud, elles appartiennent à l'armée et font donc partie du domaine de l'État. Toute activité y est techniquement prohibée, mais ceux qui y exploitent des bassins d'aquaculture affirment avoir demandé la permission au *bupati* (chef du *kabupaten*), lequel leur aurait permis de procéder, sans toutefois leur fournir quelque document officiel. Les images satellitaires fournies par *Google Earth* (Figure XXXIII) permettent d'observer que la prolifération de ces bassins s'y est opérée de façon extrêmement rapide au cours des derniers mois et cela sur une bonne partie de la côte du district de Purworejo.

Figure XXXIII. Couverture côtière des images satellitaires Google disponibles pour le district de Purworejo



Les images satellitaires du 8 septembre 2013 et du 26 février 2014, couvrant l'entièreté de la côte du village de Harjobinangun ainsi que le sous-district de Gnombrol, à l'est, permettent de constater que la grande majorité des bassins d'aquaculture ont été construits au cours de cette période, soit en moins de six mois. Sur la première image satellitaire, on ne constate la présence de ceux-ci que sur les quelque cinq kilomètres de la côte situés à l'extrémité Est du sous-district, soit sur tout le territoire du sous-district de Purwodadi (Figure XXXIV). Par contre, on constate qu'ils ont proliféré très rapidement sur le reste de la côte au cours des quelques mois suivants car ils abondent sur l'image satellitaire de février 2014.

*Figure XXXIV. Image satellitaire du sous-district de Purwodadi datant du 8 septembre 2013*



La disponibilité image satellitaire datant du 8 mai 2007, couvrant les quelque deux kilomètres à l'extrémité Est de Purworejo, là où la majorité des bassins déjà construits en date du 8 septembre 2013 sont concentrés, permet toutefois d'observer qu'ils ont presque tous fait leur apparition au cours de la période séparant la prise de ces deux images satellitaires, soit en un peu plus de six ans (Figure XXXV). Il n'y a cependant aucune image de disponible entre ces deux dates qui nous permettrait d'identifier plus précisément le moment où ils ont fait leur apparition.

Figure XXXV. Image satellitaire des deux kilomètres de côte à l'extrémité Est de Purworejo datant du 8 mai 2007



La toute première image satellitaire *Google Earth* disponible, datant du 19 mai 2002, permet d'observer la présence d'au moins trois bassins d'aquaculture dans les quelque 500 mètres situés à l'extrémité Est de la côte de Purworejo (Figure XXXVI). Ceux-ci sont identifiables par les taches blanchâtres à l'intérieur des bassins, lesquelles sont attribuables aux turbines servant au brassage de l'eau. Ce sont cependant les seuls bassins observables dans la région en cette date.

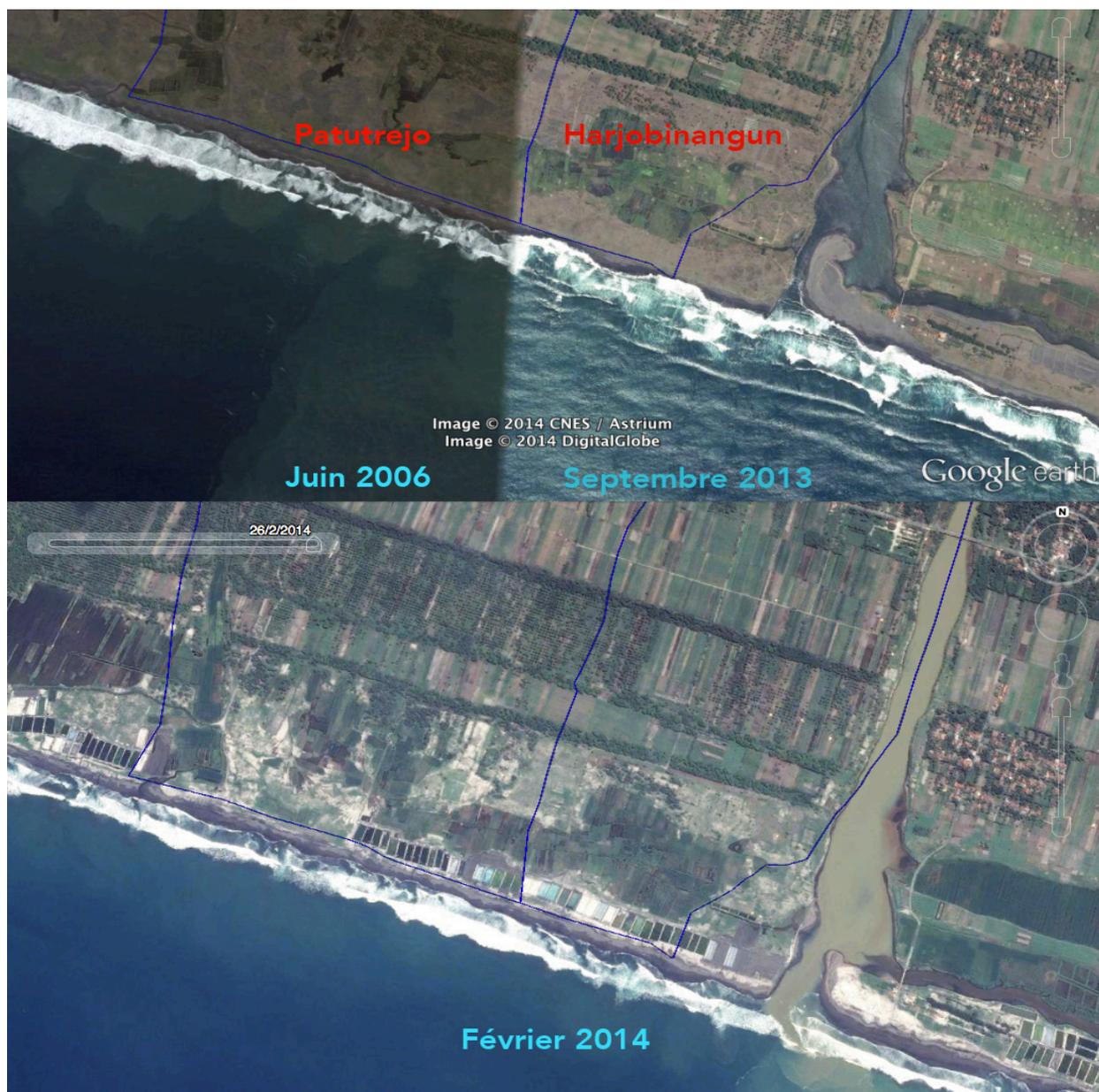
Figure XXXVI. Image satellitaire de la côte à l'extrémité Est de Purworejo datant du 19 mai 2002



En ce qui concerne les villages à l'étude, seules trois images satellitaires sont disponibles (Figure XXXVII). D'abord, il y a celle du 26 février 2014, qui couvre non seulement Patutrejo et Harjobinangun, mais également la totalité du sous-district de Grabag, lequel se prolonge à l'ouest des villages. Cette images satellitaire couvre aussi la quasi-totalité du district de Kebumen, situé à l'ouest de Grabag, donc en dehors de territoire de Purworejo. Elle permet d'observer la présence très dense de bassins d'aquaculture sur toute la côte du village de Harjobinangun ainsi que sur la moitié est du village de Patutrejo, soit sur une distance totale d'environ 1,2 kilomètres. De plus, on constate également que certains bassins sont présents tout au long des quelque quatre kilomètres situés à l'ouest du village de Patutrejo, toujours à l'intérieur du sous-district de Grabag. Il n'y a toutefois aucun bassin observable sur le territoire du district adjacent, soit à Kebumen. La disponibilité d'une image satellitaire *Google* datant de septembre 2013 permet de constater l'absence de bassins d'aquaculture sur la côte du village de Harjobinangun moins de six mois précédant la prise de l'image datant de février 2014 et sur laquelle les bassins sont observables. Celle-ci ne couvre cependant pas le village de Patutrejo, dont la dernière image disponible remonte au 4 juin 2006, couvrant également

tout l'ouest de la côte de Grabag. On y observe alors l'absence totale de bassins dans toute la région qu'elle couvre.

Figure XXXVII. Images satellitaires disponibles pour les villages à l'étude



Comme les investissements nécessaires à la construction d'un bassin ainsi que les coûts liés à la première culture (alevins, fertilisants, antibiotiques, pétrole, etc.) sont importants, s'élevant à près de 90 millions de roupies pour un bassin de 1 200 mètres carrés, les

entrepreneurs se réunissent généralement en groupes de trois à cinq individus pour rassembler les fonds nécessaires. Ceux rencontrés ont pour la plupart dû recourir à des prêts bancaires, devant mettre leur maison et leur titre de propriété foncière en jeu.

Les paysans y pratiquent la crevetteculture à l'intérieur de ces bassins (Figure XXXVIII). Seulement quatre récoltes ont eu lieu en date de nos entretiens, mais chacune d'entre elles s'est avérée très fructueuse. Ces bassins, dont la taille varie entre 1 200 et 1 600 mètres carrés, accueillent chacun entre 120 000 et 150 000 alevins. Ces alevins, lesquels se vendaient 42 roupies l'unité au moment de nos entretiens, sont engraisés durant une période variant entre 70 et 90 jours, selon la taille de crevette souhaitée. Les récoltes atteignent entre 1,3 et 2,5 tonnes par bassin et le nombre de crevettes par kilo varie entre 50 et 70, lequel peut se vendre environ 50 000 roupies (les crevettes de plus grande taille se vendent à meilleur prix).

*Figure XXXVIII. Les bassins d'aquaculture à Harjobinngun*



Comme les profits se font très rapidement (environ 30 millions de roupies par récolte, par bassin), la construction d'un bassin ne nécessitant que 10 jours, les cultivateurs n'hésitent pas à faire construire rapidement de nouveaux bassins. Ainsi, chaque groupe de cultivateurs

rencontrés possédait en moyenne cinq à huit bassins. Les acheteurs se rendent directement sur place pour observer la taille des crevettes, soumettre une offre au cultivateur et repartir avec la marchandise, le tout en moins de trois jours. Les vendeurs n'en savent pas plus sur la destination finale de leur produit.

*Figure XXXIX. Les crevettes présentes à l'intérieur d'un bassin d'aquaculture*



Les cultivateurs ne semblent pas préoccupés par les dégâts environnementaux résultant de la destruction de ces environnements côtiers. Car, après chaque récolte, l'eau, chargée de fertilisants, d'antibiotiques et de calcium, est directement rejetée dans l'océan, sans aucun traitement de purification. Les petits pêcheurs doivent donc s'éloigner toujours plus loin de rivages (De Koninck et Rousseau 2013). De plus, il y a des dangers de contamination des sources d'eau potable situées à proximité des bassins d'aquaculture. Situation ironique, les sites où sont construits ces bassins étaient utilisés pour l'extraction de sables métalliques jusqu'en 2006, après quoi six années ont été consacrées au reboisement par le programme de *Corporate Social Responsibility*. Ce n'est qu'un an après la réalisation du reboisement que les bassins y ont été creusés.

L'obstacle le plus important rencontré par les exploitants de ces bassins est l'obtention d'un permis de la part du *Département de l'Industrie et de l'Échange* afin de pouvoir s'approvisionner en pétrole, l'essence indonésienne étant largement subventionnée par le gouvernement<sup>9</sup>. Comme 20 à 40 litres d'essence par bassin sont quotidiennement nécessaires aux génératrices servant au brassage et à l'aération de l'eau, les cultivateurs doivent obtenir un permis d'approvisionnement de la part du DIE. Mais, puisqu'ils ne disposent pas de permis pour pratiquer l'aquaculture, ils se font alors passer pour des revendeurs de pétrole. Ceux-ci sont assez communs en Indonésie, histoire d'approvisionner les innombrables motocyclistes qui ainsi peuvent éviter de passer par une station d'essence.

En comparaison avec le village de Patutrejo, il y a à Harjobinangun davantage d'entrepreneurs qui se lancent dans l'industrie de la crevetticulture de façon individuelle. C'est le cas de Mas Dwi, lequel, malgré son jeune âge, possède déjà trois bassins de crevetticulture, deux de 1 200 et un de 1 600 mètres carrés. Les bassins, dont la profondeur varie d'un mètre à la périphérie jusqu'à un mètre et demi en leur centre, afin de permettre l'écoulement de l'eau, produisent de deux à deux tonnes et demie de crevettes par récolte. Bien qu'il s'agisse de terres publiques, qui ne sont donc pas sujettes à des locations privées, il affirme avoir déboursé la somme de six millions de roupies indonésiennes pour louer la terre durant trois ans, laquelle somme a été versée au *bupati*. Mas Dwi, tout comme la grande majorité des éleveurs de crevettes de la région, ne possédait pas de connaissances relatives à la crevetticulture avant de se lancer dans ce domaine. Il a donc principalement appris la technique de façon autodidacte, notamment grâce aux informations qu'il a pu obtenir sur Internet.

Plusieurs des personnes rencontrées ont pu économiser l'argent leur ayant permis de se lancer dans cette industrie grâce au travail migratoire, que ce soit par eux-mêmes ou grâce aux rapatriements de fonds provenant d'autres membres de leur famille. Ainsi l'accessibilité au travail migratoire peut être perçue comme une étape menant à la ségrégation socioéconomique au sein des villages. Effectivement, la difficulté financière d'accès à ce milieu si lucratif ne semble qu'accentuer les disparités financières au sein du village.

---

<sup>9</sup> En date du 1<sup>er</sup> août 2014, elle se vendait 5 500 roupies indonésiennes le litre, soit moins de 55 centimes canadiens).

## V) CONCLUSION

La désagrarianisation de la paysannerie suite à la transition agraire, elle-même causée en partie par le besoin d'augmenter la production agricole pour nourrir une population croissante à Java, est à la base des stratégies de résilience développées par les communautés rurales javanaises. D'abord, ces stratégies comprennent de nouvelles activités économiques rurales en dehors du secteur agricole, permettant l'émergence d'un noyau d'entrepreneurs au sein même des villages. La proximité des acteurs a permis le développement de relations de coopération, souvent informelles. Celles-ci favorisent le partage des savoirs, permettant ainsi aux entrepreneurs de rivaliser avec les entreprises de production à plus grande échelle. La faible réglementation industrielle en milieu rural encourage l'émergence des petites entreprises au sein de ces localités.

D'autre part, ces stratégies de résilience comprennent l'exode rural de travailleurs en quête d'emplois. Les opportunités économiques limitées dans les campagnes ont d'abord forcé les migrants à se déplacer vers les villes, contribuant ainsi à l'urbanisation javanaise sous ses formes spécifiques. Cependant, les statistiques à ce sujet peuvent s'avérer trompeuses étant donné que les critères servant à discerner l'urbain du rural sont en continuel changement. Si Boserup (1965) a démontré que la pression démographique est un facteur déterminant du développement de l'agriculture, il semble que l'inverse soit également vrai, surtout en ce qui concerne la disparité de la distribution de la population : la transition agraire est responsable d'un nombre considérable de migrations de travailleurs ruraux vers les villes à la recherche d'emplois. Incapables de rivaliser avec les prix imposés par les grands producteurs, ces paysans contribuent ainsi à l'accélération de l'urbanisation javanaise.

Mais devant la contraction de la croissance manufacturière en ville, un grand nombre de villageois javanais, pour améliorer leur situation économique, doivent élargir leur aire de recherche d'emploi ou encore se tourner vers d'autres activités économiques, selon qu'ils souhaitent ou non quitter leur région natale et qu'ils possèdent ou non les ressources et/ou les contacts nécessaires. Certains ont donc recours aux migrations vers les îles extérieures et vers

l'extérieur du pays. D'autres préfèrent demeurer dans leurs villages, dépendant largement des rapatriements de fonds expédiés par des membres migrants de leurs familles. Dans certains cas, ces rapatriements permettent aux villageois de démarrer leur propre entreprise au sein des communautés rurales. La mobilité de la population, se traduisant notamment par les migrations de travailleurs, a même permis la création de réseaux de relation assurant l'accès à de nouveaux marchés pour les entrepreneurs. On constate ainsi l'étroite relation qu'il existe entre les différentes stratégies de résilience économique développées au sein des villages.

Bien que la situation financière du paysan indonésien se soit généralement améliorée grâce au travail migratoire, on ne peut en dire autant de son bien-être personnel. Maintenant totalement dépendant de son employeur, il doit se soumettre à des conditions de travail misérables. Parfois forcé de travailler plus de 12 heures par jour et sept jours par semaine, son temps de travail empiète sur celui de son repos et des activités familiales. Ces conditions de travail sont d'autant plus difficiles à accepter pour les travailleurs migrants demeurant sur le territoire indonésien, là où l'abondance de main d'œuvre permet aux entreprises de leur imposer des salaires de misère.

La transition agraire a entraîné la prolétarianisation de certains paysans à l'intérieur de fermes productives capitalistes, principalement situées sur les îles de la périphérie javanaise. La Banque Mondiale, dans son rapport intitulé « *l'Agriculture au service du développement* » (2008), envisage précisément ainsi l'avenir de l'agriculture mondiale. C'est toutefois un rapport de la même organisation, intitulé « *Rising Global Interest in Farmland : Can It Yield Sustainable and Equitable Benefits?* » (2010), qui conclut que les investissements massifs d'entreprises dans le secteur agricole sont loin de créer les emplois promis, détruisent l'environnement et causent l'exclusion de nombreuses personnes (White 2012 : 13). De plus, comme le souligne Maurer (1986 : conclusion, paragr. 3) « *La distance séparant les catégories sociales villageoises a tendance à se creuser sous l'effet de la modernisation agricole. [...] Les disparités de revenu et de niveau de vie [étant] beaucoup plus fortes qu'avant* ». Les migrants qui aspirent aux emplois les mieux rémunérés doivent migrer à l'étranger. Ce sont eux qui acheminent plupart des rapatriements de fonds.

Les emplois auxquels ces migrants aspirent s'avèrent essentiellement peu spécialisés. Les pertes en capital humain ont ainsi un poids relativement restreint au sein du développement économique indonésien. On ne peut donc parler de « *drainage des cerveaux* » (Sukamdi et al. 2004 :138) car les travailleurs migrants sont souvent peu éduqués. Étant donné le surplus de main d'œuvre peu qualifiée sur Java, les migrations à l'étranger et les rapatriements de fonds qui en découlent constituent plutôt un complément au développement économique national (*ibid.*). Sharma (2010 : 566) est d'avis que la faible qualification des migrants limite l'accentuation des inégalités au sein des villages, ayant ainsi un impact bénéfique sur la réduction de la pauvreté au sein de ceux-ci. Il semble toutefois que, comme les opportunités d'emplois à l'étranger ne sont pas les mêmes pour tous, le travail migratoire, spécialement à l'étranger, a contribué à exacerber la ségrégation socioéconomique à l'intérieur des villages (Davis 2006), tout en augmentant la vulnérabilité économique des ménages qui en dépendent (Hill 1999).

L'émergence d'une classe d'entrepreneurs ruraux javanais, lesquels semblent assez bien tirer leur épingle du jeu, n'aide en rien à l'amélioration de cette disparité. Encore une fois, tous ne peuvent aspirer à cette évolution car il est souvent essentiel de posséder un certain capital à la base. Néanmoins, la prospérité économique dont ils bénéficient risque de se dissoudre progressivement suite à la propagation des connaissances dont ils disposent puisque, tel que souligné par Maurer, « *le pouvoir lié à la maîtrise d'une technique n'est, ni absolu, ni éternel, car il repose essentiellement sur la non-diffusion du savoir qu'elle implique à un plus grand nombre* ». Dans le cas des cultivateurs aquacoles, la disponibilité restreinte de terres pouvant être converties en bassins d'aquaculture risque toutefois de limiter l'accessibilité à ce marché extrêmement lucratif.

À la lumière des dynamiques observées au sein des communautés étudiées, je me trouve en accord avec la réfutation de la thèse de Geertz par Pincus. Ainsi, celui-ci (1996 : 1) affirme que l'évolution de la situation économique de la population javanaise dépend des dynamiques à l'échelle des villages eux-mêmes, de la relative équité de la distribution des terres et de la proximité culturelle et familiale des villageois (Hall et al. 2011 : 150-1). Les stratégies de résilience développées par les membres des communautés rurales à l'étude, soient les

migrations de travailleurs, les rapatriements de fonds qui en découlent et l'émergence d'un noyau d'entrepreneurs, leur ont permis de diversifier leurs sources de revenus, limitant ainsi la dépendance envers le secteur agricole. Ces stratégies peuvent cependant être bien différentes au sein d'un autre village javanais, menant ses habitants à une situation socioéconomique tout aussi distincte.

La théorie de partage de la pauvreté développée par Geertz s'appuie sur le concept de « *surpopulation* », terme emprunté au domaine de l'écologie, qui survient lorsqu'une population d'une zone définie commence à vivre de ses ressources non renouvelables (Le Bras 1994). Mais ce concept peut-il s'appliquer aux populations humaines? Levang (1997 : 67) doute pour sa part que le paysannat javanais soit incapable de générer suffisamment de ressources pour sa survie. L'État a d'abord répondu à l'augmentation démographique par l'expansion de l'agriculture dans des zones qui ne s'y prêtaient pas à première vue, puis par l'intensification des cultures, permettant ainsi de contredire tous ceux qui ont prédit un avenir sombre au peuple javanais. Les communautés rurales ont ensuite pris leur sort en main et nous assistons ainsi à la désagrariation paysanne, à l'intensification des processus de migration et au développement d'un noyau d'entrepreneurs spécialisés.

Ces stratégies constituent différentes manifestations de résilience au sein de quelques communautés rurales javanaises impliquées dans la transition agraire. Leur étude permet de mieux saisir les changements qui s'opèrent à l'intérieur des villages javanais. Étant donné la spécificité de ces stratégies, l'étude de l'évolution socioéconomique de ces communautés ne peut se faire autrement qu'à l'échelle villageoise. Les conclusions qui en découlent ne représentent qu'une contribution modeste et partielle à l'interprétation de l'évolution d'une société complexe et dynamique.

## **BIBLIOGRAPHIE**

Agus, F., Wahyunto, Tala'ohu, S.H. et Watung, R.L. (2004). *Environmental Consequences of Land Use Changes in Indonesia*. Conserving Soil and Water for Society : Sharing Solutions. Paper 954.

Akita, T. et Hermawan, A. (2000). *The Sources of Industrial Growth in Indonesia, 1985-95*. Journal of Southeast Asian Economies 17 (3).

Akramov K., B. et Yu, S. Fan. (2010). *Mountains, Global Food Prices, and Food Security in the Developing World*. IFPRI Discussion Paper 989.

Alatas, S. (1995). *Migrasi dan Distribusi Penduduk di Indonesia*. Jakarta : Kantor Menteri Negara Kependudukan.

Ananta, A. (2000). *Economic Integration and Free Labour Area : An Indonesia Perspective*. In Sukamdi et al. (eds.) *Labour Migration in Indonesia : Policies and Practice*. (2000) Gadjah Mada University, Yogyakarta. Population Studies Center : 23-62

Ananta, A. et Arifin, E. N. (2004). *International Migration in Southeast Asia*. Institute of Southeast Asian Studies, Singapour.

Araghi, F. (2009). *The invisible hand and the visible foot : peasants, dispossession and globalization*. Dans: A.H. Akram-Lodhi and C. Kay (eds.) *Peasants and globalization : political economy, rural transformation, and the agrarian question*. Londres : Routledge, pp. 111-46.

Badan Pusat Statistik (2012). *Statistik Indonesia 2012*. Jakarta.

Banque Mondiale (1984). *Indonesia : Policies and Prospects for Economic Growth and Transformation*. Washington, D.C.

Banque Mondiale (1988). *Indonesia : The Transmigration Program in Perspective*. Washington, D.C.

Bernstein, H. (2004). *Changing Before our Very Eyes : Agrarian Questions and the Politics of Land Capitalism Today*. Journal of Agrarian Change 4, 1-2 : 190-225.

Booth, A. (1988). 'Agricultural Development in Indonesia'. Sydney, Allen and Unwin, 295p.

Booth, A. (2002). *The Changing role of Non-farm Activities in Agricultural Households in Indonesia : Some Insights from the Agricultural Censuses*. Bulletin of Indonesia Economic Studies 38 : 179-200.

Boserup E. (1965). *The Conditions of Agricultural Growth. The Economics of Agrarian Change under Population Pressure*. Chicago and New York : Aldine-Atherton, 124 p.

Bourgeois, R. et Kusumaningrum, D. (2008). *What Cereals will Indonesia still import in 2008?* Bulletin of Indonesian Economic Studies 44 (2) : 289-311.

- Bruneau, M. (2000). *Pierre Gourou (1900-1999)*. Géographie et civilisations. L'Homme 153 : 7-26.
- Carter, C., Finley, W., Fry, J., Jackson, D. et Willis, L. (2007). *Palm oil markets and future supply*. European Journal of Lipid Science and Technology 109 (4) : 307-314.
- Champion, T. et Hugo, G.J. (2004). *New Forms of Urbanization. Beyond the Urban Rural Dichotomy*. Ashgate, U.K. : 3-24.
- Cheng Hai, T.(2010). *Key Sustainability Issues in the Palm Oil Sector : A Discussion Paper for Multi-Stakeholders Consultations*. The World Bank Group (Avril 2010).
- Côté, D. (2010). *Successful strategies for the Implementation of Land Reform : A Peasant's Account from the Philippines*. Thèse de mémoire non publiée, Université de Montréal.
- Cotula, L. (2012). *The international political economy of the global land rush : a critical appraisal of trends, scale, geography and drivers*. Journal of Peasant Studies 39, 3-4 : 649-680.
- Cribb, R. (2000). *Historical Atlas of Indonesia*. Honolulu, University of Hawaii Press.
- Cyrulnik, B. et Jorland, B. (2012). *Résilience : Connaissances de bases*. Paris, Éditions Odile Jacob.
- Davis, J. (2006). *Remittances and agricultural change in Central America and the Caribbean*. Global Development Studies, 4(3-4), 117-31.
- Davis, J. et Lopez-Carr, D. (2010). *The Effects of Migrant Remittances on Population-environment Dynamics in Migrant Origin Areas : International Migration, Fertility, and Consumption in Highland Guatemala*. Population and Environment 32, no. 2-3.
- de Bélizal, E. (2012). *Les corridors de lahars du volcan Merapi (Java, Indonésie) : des espaces entre risque et ressource*. Contribution à *La géographie des risques au Merapi*, thèse de doctorat, Université Paris 1.
- De Koninck, R. (2003). *Les agricultures du Sud-Est asiatique : interrogations sur l'avenir d'un nouveau modèle de développement*. L'Espace Géographique 32 : 301-310.
- De Koninck, R. (2006). *On the Geopolitics of Land Colonization : Order and Disorder on the Frontiers of Vietnam and Indonesia*. Moussons, 9-10 : 33-59.
- De Koninck, R. (2012). *L'Asie du Sud-Est*. Paris, Armand Colin, 3e édition.
- De Koninck, R. (2013). *Projet Java*. Texte soumis au CRSH par la Chaire de recherche du Canada en études asiatiques, Université de Montréal.
- De Koninck, R. (2014). *Java Coping with High Population Densities : from Outmigration to Local Livelihood Strategies*. Texte préparé dans le cadre d'une conférence de la *Southeast Asian Geographers Association* à Siem Reap, Université de Montréal.

- De Koninck, R. et Déry, S. (1997). *Agricultural Expansion as a Tool of Population Redistribution in Southeast Asia*. *Journal of Southeast Asian Studies* 28, 1 : 1-26.
- De Koninck, R. et Rousseau, J.-F. (2012). *Gambling with the Land. The Contemporary Evolution of Southeast Asian Agriculture*. Singapour : NUS Press.
- De Koninck, R. et Rousseau, J.-F. (2013). *Pourquoi et jusqu'où la fuite en avant des agricultures sud-est asiatiques?* *L'Espace géographique* 42,2 : 143-164.
- De Koninck, R., Bernard, S. et Pham Thanh, H. (2015). *Le palmier à huile à la conquête des terres et des marchés*, in *L'Asie du Sud-Est 2015 Bilan enjeux et perspectives*. Bangkok, IRASEC: 45-63
- del Granado, F.J.A. (2009). *Spatial considerations on decentralization and economies of concentration in Indonesia*. In Huang. Y and A. Magnoli Bocchi, eds, *Reshaping the Economic Geography in East Asia*. Wahshington, World Bank : 135-153.
- Delgado, C., Anderson, K., Bora, S., Ceccacci, C., Hoberg, Y.T., Larson, D., Martin, W., Mitchell, D., Townsend R., et Zaman, H. (2010). *Food Security : The Need for Multilateral Action*. Postcrisis growth and development. Draft working paper : World Bank High Level Conference on Post-Crisis Growth and Development. Busan, Corée.
- DiGregorio, M. (2011). *Into the Land Rush : Facing the Urban Transition in Hanoi's Western Suburbs*. *International Development Planning Review* 33(3) : 293-319.
- D'Vera C., Gonzalez-Barrera, A. et Cuddington, D. (2013). *Remittances to Latin America Recover – but Not to Mexico*. Pew Research Center, Washington D.C.
- Encyclopedia Britanica. *Resilient*. Page consultée en ligne le 23 janvier 2015 : <http://www.merriam-webster.com/dictionary/resilient>
- Encyclopédie de l'Agora. *Résilience*. Page consultée en ligne le 23 janvier 2015 : <http://agora.qc.ca/dossiers/resilience>
- Fadjar, H.M. (2013). *Urbanisation durable des territoires et politiques de développement urbain en Indonésie*. Thèse de doctorat, Université Paris-Est.
- Fanchette, S. (2014). *Les Deltas du Fleuve Rouge et du Nil : Conditions pour une Densification Élevée du Peuplement*. Habilitation à Diriger des Recherches. Université Paris 8.
- FAO (Food and Agricultural Organization). (2010). *Price surges in food markets. How should organized futures markets be regulated?* Economic and Social Perspectives Policy Brief 9.
- Firman T. (1992). *The spatial pattern of urban population growth in Java, 1980–1990*. *Bulletin of Indonesian Economic Studies* 28(2) : 95–109.
- Firman, T. (2004). *Demographic and spatial patterns of Indonesia's recent urbanization*. *Population, Space and Place* 10, 421-34.
- Firman, T. (2012). *Urbanization and urban development patterns*. Jakarta Post, 12 Mai 2012.

- Foucault, M. (1991). *Governmentality*. Dans G. Burchell, C. Gordon et P. Miller (eds) *The Foucault Effect : Studies in Governmentality* (pp 87–104). Chicago : University of Chicago Press.
- Franck, M. (1993). *Quand la rizière rencontre l'asphalte... Semis urbain et processus d'urbanisation à Java-est*. Paris, Éditions de l'EHESS.
- Franck, M. (2010). *Diffusion spatiale de l'urbanisation et de l'industrialisation et formation d'une région urbaine : le cas de Surabaya, en Indonésie*. *Annales de géographie* 671-672 : 69-92.
- Fuglie, K.O. (2010). *Indonesia : From food security to market-led agricultural growth*. In Alston, J.L. et al. (eds). *The Shifting Patterns of Agricultural Production and Productivity Worldwide*. Iowa State University.
- Geertz C. (1963). *Agricultural involution : the process of ecological change in Indonesia*. University of Chicago Press, Chicago.
- Ghosh, J. (2010). *The Unnatural Coupling : Food and Global Finance*. *Journal of Agrarian Change* 10 (1).
- Gourou, P. (1936). *Les paysans du delta tonkinois*. Paris, EFEO.
- Gourou, P. (1940). *L'utilisation du sol en Indochine française*. Paris, Centre d'études de politique étrangère.
- Gourou, P. (1947). *Les pays tropicaux. Principes d'une géographie humaine et économique*. Paris, PUF.
- Gourou, P. (1964). *L'Asie*. Paris, Hachette, 4e édition (1ère édition en 1953).
- Gourou, P. (1984). *Riz et civilisation*. Paris, Fayard.
- Gumilang, K. A. R. (2011). *A Land of Their Own : The Impact of Transnational Labour Migration on Social Mobility in a Javanese Village*. Yogyakarta, Université Gadjah Mada.
- Hall, D. (2011). *Land grabs, land control, and Southeast Asian crop booms*. *The Journal of Peasant Studies* 38, 4 : 837-857.
- Hall, D., Hirsch, P. et Li, T. M. (2011). *Powers of Exclusion : Land Dilemmas in Southeast Asia*. NUS Press and University of Hawaii Press, 257p.
- Hayami, Y. et Ruttan, V.W. (1985). *Agricultural Development : An International Perspective*. Baltimore : Johns Hopkins University Press.
- Hill, H. (1999). *The Indonesian Economy in Crisis : Causes, Consequences and Lessons*. ISEAS Current Economic Affairs Series. Palgrave Macmillan.

- Hugo, G.J. (1982). *Sources of Internal Migration Data in Indonesia : Their Potential and Limitations*. *Majalah Demografi Indonesia [Indonesian Journal of Demography]*, 17 (9) : 23–52.
- Hugo, G.J. (1995). *Labour Export from Indonesia : An Overview*. *Asean Economic Bulletin* 12(2) : 275-298.
- Hugo, G.J. (2000). *The Impact of the Crisis on Internal Population Movement in Indonesia*. *Bulletin of Indonesian Economic Studies* 36(2) : 115–138.
- Hugo, G.J. (2007). *Indonesia's labor looks abroad*. Migration Policy Institute (MPI), Migration Information Source : <http://www.migrationinformation.org/Profiles/print.cfm?ID=594> [Page consultée le 20 Mars 2014].
- Hugo, G.J., Hull, T.H., Hull, T.J. and Jones, G.W. (1987). *The Demographic Dimension in Indonesian Development*, Singapour, Oxford University Press.
- Kelly, P.F. (2013). *Migration, Agrarian Transition and Rural Change in Southeast Asia*. Londres et New York: Routledge. 246 pp.
- Killias, O. (2009). *The Politics of Bondage in the Recruitment, Training and Placement of Indonesian Migrant Domestic Workers*. *Sociologus* 59, 2 : 145-172.
- Killias, O. (2012). *Follow the Maid. A Multi-Sited Ethnography of Domestic Worker Migration from Indonesia*. PhD dissertation. Bern, University of Bern.
- Koffi, K. J. M. (2014). *Résilience et Sociétés : Concepts et Applications*. *Éthique et Économique* 11. 1 : 1-15.
- Le Bras, H. (1994) *Les limites de la planète. Mythes de la nature et de la population*. Paris, Flammarion, 349p.
- Levang, P (1997). *La terre d'en face*. Paris, Éditions de l'Orstom.
- Levang, P. et Sevin, O. (1989). *80 ans de Transmigration en Indonésie (1905-1985)*. *Annales de géographie* 98 (549) : 538-586.
- Li, Tania M. (2009). *Exit from Agriculture : A Step Forward or a Step Backward for the Rural Poor ?* *Journal of Peasant Studies* 36, 3 : 629-636.
- Li, Tania M. (2010). *To Make Live or Let Die ? Rural Dispossession and the Protection of Surplus Populations*. *Antipode* 41, 1 : 66-93.
- Li, Tania M. (2011). *Centering Labor in the Land Grab Debate*. *Journal of Peasant Studies* 38, 2 : 281-298.
- Liu, Y. et Yamauchi, F. (2014). *Population density, migration, and the returns to human capital and land: Insights from Indonesia*. *Food Policy* 48 : 182-193.

Maguire, B. et Cartwright, S. (2008). *Assessing a community's capacity to manage change : A resilience approach to social assessment*. Australian Government, Bureau of Social Sciences.

Malthus, T.R. (1798). *An Essay on the Principle of Population as it Affects the Future Improvement of Society*. London.

Malthus, T. R. (1992). *Essai sur le principe de population*. Paris, Flammarion.

Marx K. (1986). *Capital : A Critique of Political Economy* vol 1. Moscou : Progress Publishers.

Masey, Douglas, Arango, Hugo, Kouaouci, Pellegrino et Taylor. (1998). *Worlds in Motion. Understanding International Migration at the End of the Millenium*. New York : Oxford University Press Inc.

Maulia, E. (2008). *Palm oil plantations linked to child slavery and prostitution*. Jakarta Post, 17 juillet 2008.

Maurer, J.-L. (1986). *Modernisation agricole, développement économique et changement social : Le riz, la terre et l'homme à Java*. Nouvelle édition [en ligne]. Genève : Graduate Institute Publications, Page consultée en ligne le 15 mai 2015 : <http://books.openedition.org/iheid/4452>

Maurer J.-L. (1990). *Irrigation, riziculture et gestion de l'eau en Indonésie. La modernisation des traditions agrohydrauliques à Java et Bali*. Revue de géographie de Lyon 65, 1 : 27-37.

McGee, T. G. (1991). *The emergence of desakota regions in Asia : expanding a hypothesis*. In Ginsburg, N., B. Koppel and T. G. McGee (eds), *The Extended Metropolis*. Honolulu : University of Hawaii Press : 3-25.

McGee, T.G. (2011). *Deconstructing the Mega-City. A case study of the Jakarta mega-urban region (Jabodetabek) in the first decade of the 21st century*. Working paper, Research Institute on Humanity and Nature, Kyoto, 44p.

McMichael, P. (2012). *The land grab and corporate food regime restructuring*, The Journal of Peasant Studies 39, 3-4 : 681-701.

Nicolaï H. Pelissier P. et Raison J.-P. (dir) (2000). *Un géographe dans son siècle, actualité de Pierre Gourou*. Paris, Karthala.

Organisation Internationale pour les Migrations (OIM). (2010). *International Migration and Migrant Workers' Remittances in Indonesia : Findings of Baseline Surveys of Migrant Remitters and Remittance Beneficiary Households*. Philippines.

Paquet, G. (1999). *La résilience dans l'économie*. Centre d'études en gouvernance, Université d'Ottawa.

Pincus, J. (1996). *Class Power and Agrarian Change : Land and Labour in Rural West Java*. Londres : MacMillan Press.

- Qadeer, M. A. (2000). *Ruralopolises : The Spatial Organisation and Residential Land Economy of High-density Rural Regions in South Asia*. *Urban Studies* 37 (9) : 1583-1603.
- Repetto, R. (1986). *Soil Loss and Population Pressure on Java*. *Ambio* 15 (1) : 14-18.
- Rigg, J. (2006). *Land, Farming, Livelihoods and Poverty : Rethinking the Links in the Rural South*. *World Development* 34 (1) : 180-202.
- Sandee, Henry. (1999). *The Impact of the Crisis on Village Development in Java*. *Bulletin of Indonesian Economic Studies* 35 (1) : 141–142.
- Sargeant, H. J. (2001). *Vegetation fires in Sumatra, Indonesia. Oil palm agriculture in the wetlands of Sumatra : destruction or development?* Jakarta : European Union and Ministry of Forestry.
- Sevin, O. (1993). *L'émigration javanaise : mythes et réalités*. *Annales de géographie* 102 (571) : 255-276.
- Sevin, O. (2008). *Que sont devenus les transmigrants ? Vingt-cinq ans de transmigration dans le Centre-Kalimantan (Indonésie)*. *Les Cahiers d'Outre-Mer* 244 : 433-457.
- Sharma, K. (2010). *The Impact of Remittances on Economic Insecurity*. *Journal of Human Development and Capabilities* 11 (4).
- Chalmers, I. (1997) *The Struggle for Deregulation in Indonesia*. Dans I. Chalmers et V.R. Hadiz (eds.) : *The Politics of Economic Development in Indonesia : Contending Perspectives*. Londres, Routledge.
- Soeprbo, Tara, B.H. et Wiyono, N.H. (2002). *The Process of The International Labor Migration from Indonesia*. Makalah Seminar Nasional Isu Kebijakan Gender dalam Pembangunan. Yogyakarta.
- Sukamdi, Satriawan, E. et Haris, A. (2004). *Impact of Remittances on the Indonesian Economy*. In Ananta, A. and Arifin, E.N. (eds.). *International Migration in Southeast Asia*. Institute of Southeast asian Studies, Singapour : 137-165.
- Syafitri, W. et Knerr, B. (2012). *Migration in East Java, Indonesia : Implications for family welfare and rural development*. Dans Knerr, B. (eds.). *Transfers from international migration : a strategy of economic and social stabilization at national and household level*. Kassel, Kassel University Press : 92-128.
- Tirtosudarmo, R. (2001). *Demography and Security : The transmigration Policy in Indonesia*. Dans Weiner, M. et Stanton, S. (eds.) *Demography and National Security*. Boston, Berghahn Books : 199-227.
- Tisseron, S. (2014). *La résilience*. 5<sup>ième</sup> édition, Paris, Presses Universitaires de France : « Que sais-je? ».

Trébuil, G. et Hossain, M. (2000). *Les grands types de rizicultures en Asie du Sud-Est : transformations récentes, enjeux actuels et perspectives d'évolution*. *Revue Tiers-Monde* 41, 162 : 277-299.

USDA (2012). *Indonesia : Stagnating Rice Production Ensures Continued Need for Imports*. United States Department of Agriculture, Foreign Agricultural Service, Commodity Intelligence Report.

Verburg, P. H., Veldkamp, T. A. et J. Bouma (1999). *Land use change under conditions of high population pressure : the case of Java*. *Global Environmental Change* 9 : 303-312.

Vargas-Lundius, R. et Lanly, G. (2008). *International Migration, Remittances and Rural Development*. *International Fund for Agricultural Development (IFAD)*.

Vermonte, P.J. (2002). *RI Must Learn from Illegal Migrant Issue*. *The Jakarta Post*, Août 2002.

White, B. (2012). *Agriculture and the Generation Problem : Rural Youth, Employment and the Future of Farming*. *IDS Bulletin* 43, 6 : 9–19.

Wieland, A. et Wallenburg, C.M. (2013). *The Influence of Relational Competencies on Supply Chain Resilience : A Relational View*». *International Journal of Physical Distribution & Logistics Management* 43 (4) : 300-320.

Wiradi G. (1998). *Villages During the Era of Crisis : a Field Survey Report*. Paper presented to the International Workshop on the Impacts of Economic Crisis on Labour in Indonesia, Akatiga, Bandung, 12–14 July.

World Resources Institute. (2008). *Roots of resilience : growing the wealth of the poor : ownership, capacity, connection*. Washington, World resources series.

Yahya, R. (2006). *Identitas Sosial Perempuan Pekerja Luar Negeri*. MA thesis, Jogjakarta, Universitas Gadjah Mada.

Zoltoski, S. M. et Bullock, L. M. (2012). *Resilience in Children and Youth : A Review*. *Children and Youth Services Review* 34.

## ANNEXE A

### RÉSILIENCE: UN TERME À DÉFINIR

Le terme résilience est dérivé du mot latin *resilire*, lequel signifie « sauter en arrière » (Dictionnaire Merriam-Webster). Ce dernier, également à l'origine du mot *résiliation*, est composé des racines *sallire*, lequel se traduit par « sauter » et du préfixe *re*, indiquant un mouvement vers l'arrière (Tisseron 2009 : 7-8). Alors que seul le terme *résiliation* était utilisé dans la langue française au cours du Moyen Âge, dans le sens de « se rétracter », le terme *résilience* fut d'abord popularisé dans la langue anglaise au cours du 17<sup>ième</sup> siècle, la notion de « saut » étant alors interprétée comme la réaction qui suit un choc (*ibid.*). Le terme latin aurait pris ces deux trajectoires divergentes dans la langue française et anglaise dû aux paysages culturels distincts des deux sociétés (*ibid.*). Lorsque *résilience* fut introduit dans la langue française, il prit d'abord le sens de résistance, lequel a une signification bien différente, s'approchant davantage du terme anglais *coping*. Alors que la résistance est la capacité à se tenir droit (du latin *stare*), la résilience est la capacité à rebondir (*ibid.*), permettant ainsi de surmonter rapidement un état qui était auparavant précaire.

Au cours du dernier siècle, un large éventail de domaines se sont appropriés le terme *résilience* (Cyrulnik et Jorland 2012). Il aurait d'abord été utilisé en physique alors qu'il représente la capacité d'un matériau à résister à la pression et à retrouver sa structure initiale (Maguire et Cartwright 2008 : 3). Dans le domaine humain, la résilience représente une caractéristique communautaire ou individuelle. Elle constitue la capacité de se développer et s'épanouir suite à un traumatisme ou une catastrophe. Elle implique une rapidité d'adaptation au changement et, dans le cas communautaire, une forte solidarité et une cohésion sociales (Koffi 2014 : 2-3).

Le premier usage scientifique du terme *résilience* dans les sciences humaines serait apparu dans le domaine de la psychologie aux États-Unis dans les années 1950 (Tisseron 2009 : 8). Il reflète ainsi la capacité d'un individu à résister, s'adapter et se développer en dépit de l'adversité, grâce à des facteurs biologiques, psychologiques et sociaux (Zoltoski et Bullock 2012 : 1). Par se développer, on entend là aussi l'atteinte d'un niveau de stabilité supérieur au niveau initial. Face

à une situation à risque, où l'individu peut se retrouver en position vulnérable, sa résilience lui permet de générer une réussite individuelle, sociale et morale.

Dans le domaine de l'écologie, la résilience prend un sens très similaire à celui qui vient d'être évoqué. Elle représente la capacité d'un écosystème ou d'un groupe à surmonter une perturbation, à tolérer des chocs ou des turbulences et à récupérer rapidement (World Resources Institute 2008 : 27). Il s'agit ainsi d'une « *forme d'homéostasie qui permet aux systèmes de retrouver leurs conditions de départ ou de maintenir leurs fonctions initiales dans un environnement dynamique et changeant où interagissent un nombre important de forces, qui doivent être maintenues dans un équilibre plus ou moins fragile* » (Encyclopédie de l'Agora : paragr. 7). Changements climatiques, croissance démographique et crises alimentaires font partie des perturbations auxquelles peuvent être confrontés ces systèmes, desquels l'humain peut ainsi se retrouver à faire partie.

La plus récente application du terme *résilience* relèverait de la sphère organisationnelle. On dit qu'une organisation est résiliente lorsque, de façon proactive, elle anticipe habilement les conditions difficiles à survenir (Wieland et Wallenburg 2013 : 300-3). Elle s'adapte ainsi rapidement à cette situation avant qu'il en devienne une nécessité. On peut parler de résilience économique si les chocs et les perturbations auxquels elle fait face relèvent de cette sphère (Paquet 1999).

Le terme *résilience* peut donc s'employer dans divers contextes. Bien qu'il demeure ambigu et évasif, on peut souligner certaines similarités dans les usages qui en sont faits. D'abord, pour faire preuve de résilience, l'organisme, la communauté ou le système doit être confronté à une situation difficile, sa capacité à surmonter ce stress lui assurant une certaine permanence dans un environnement qui peut parfois s'avérer turbulent (Paquet 1999 : 2). Le niveau de résilience dont celui-ci fait preuve est fonction des ressources dont il dispose, de son degré de vulnérabilité face à ce stress ainsi que de ses capacités d'adaptation (Maguire et Cartwright 2008 : 1). C'est ainsi que la notion de seuil devient importante, car il y a des niveaux en deçà et/ou au-delà desquels la stabilité de l'organisme ou du système peut se rompre. Il perd du fait même son

caractère résilient, lequel est donc un état non permanent qui relève de la capacité à réagir adéquatement à un évènement plus ou moins déstabilisant.

## ANNEXE B

### LES DYNAMIQUES D'URBANISATION SPÉCIFIQUES À JAVA

Certaines régions javanaises s'étalant sur des centaines de kilomètres carrés possèdent des densités de population comparables à celles des régions métropolitaines de l'Ouest. Toutefois, leur vocation économique s'avérant typique des régions rurales, elles sont classées comme étant rurales. Alors que la terre s'y avère souvent la principale richesse, tant comme source de revenus que de subsistance, une densité démographique croissante ne fait qu'accroître la pression exercée sur celle-ci. C'est alors que les théories malthusiennes refont surface. Qadeer (2000) a fait l'étude de ces régions rurales densément peuplées du sud asiatique et les a baptisées « ruralopolis ». Firman (2004) associe la croissance rapide des régions périurbaines aux investissements industriels qui y sont dirigés, eux-mêmes conduits par l'accessibilité du foncier et les politiques gouvernementales prônant tant le développement d'infrastructures de transport que la proximité des services aux entreprises. Bien que les dynamiques menant à l'émergence des « ruralopolis » puissent s'avérer similaires, elles ne constituent cependant pas à proprement parler des régions périurbaines en ce sens qu'elles ne se forment pas par un simple processus d'expansion des villes, émergeant plutôt suite au développement de la région elle-même. En prolifération dans plusieurs parties d'Asie et d'Afrique, elles affichent des taux de croissance démographique qui dépassent souvent ceux des grandes villes (Qadeer 2000 : 1583).

McGee (1991 et 2011) a pour sa part élaboré le concept de *desakota* (en Indonésien, « *desa* » signifie village et « *kota* » signifie ville) afin de cibler plus particulièrement les régions rurales de haute densité en Indonésie. Prenant habituellement la forme de longs corridors urbanisés et reliant les grandes villes, ces formes urbaines javanaises apparaissent d'une très grande diversité et en continuelle évolution, n'abandonnant que difficilement leur caractère rural. Malgré leur urbanisation infrastructurelle, les besoins en installations et services dans certaines d'entre elles s'avèrent toujours insuffisants. Caractérisées par une infiltration des activités urbaines et de l'économie métropolitaine dans le milieu rural, les dynamiques spécifiques aux *desakotas* incluent notamment : un mélange des utilisations du sol, une plus grande participation de la main d'œuvre féminine et une extrême fluidité et mobilité des populations.

Le rural peut être perçu comme une catégorie résiduelle, dans laquelle sont classées toutes les régions basées sur une économie agraire ou encore celles jugées pauvres et désorganisées, c'est-à-dire où les structures sociales sont plutôt traditionnelles. La division urbain/rural fut adoptée par les Nations Unies à la fin des années 1940 dans le but d'élaborer des statistiques tendanciennes sur l'urbanisation (Champion et Hugo 2004). De nombreux chercheurs s'attardent actuellement à développer des catégories plus élaborées pour définir les régions en fonction des changements au sein des systèmes de peuplement (Fanchette 2014). En attendant, les acteurs publics proposent de nouveaux critères qui évoluent au cours du temps afin de mieux cerner les régions qui relèvent de l'urbain ou du rural.

Au cours des dernières décennies, le Bureau central de la statistique (*Badan Pusat Statistik*) a dû ajuster plusieurs fois sa définition officielle des villes en fonction d'un ensemble de critères tels la taille des agglomérations, la densité démographique et les services qui y sont offerts (De Koninck 2013 : 3). Ainsi, bien que la population urbaine indonésienne soit officiellement passée de 12,4% en 1950 à 26,1% en 1985, il faut interpréter les chiffres fournis par de telles institutions avec grande précaution avant d'y aller de déductions simplistes relatives à l'urbanisation car des régions rurales sont parfois simplement reclassées, sans que l'on observe pour autant un changement important dans leur densité démographique.

Si l'on compare l'évolution des critères définissant le statut d'une région de 1961 à 2010, soit pour les six recensements décennaux ayant suivi l'indépendance de l'Indonésie, on constate que le passage au statut d'urbain a souvent été favorisé d'un recensement à l'autre. Ainsi, en 1961, dans la définition du statut d'urbain, l'une des conditions était que 20% ou moins de la population devait évoluer dans le domaine agricole. Dix ans plus tard, ce taux avait grimpé à 50% et on y a ajouté comme critères obligatoires les infrastructures urbaines suivantes : l'alimentation en électricité et la présence d'au moins une école ainsi qu'un hôpital ou une clinique (Fadjar 2013 : 70). À partir de 1980, un nouveau système fut instauré, les régions étant classées urbaines en fonction de leur pointage, lequel dépend de leur situation géographique et de leur adhérence aux critères suivants : la population évoluant dans le domaine agricole ne dépassant pas 75% de la population totale (taux encore une fois plus inclusif que

précédemment), la présence d'au moins huit « types d'installations urbaines<sup>1</sup> » et l'atteinte du seuil démographique minimal de 5000 habitants au kilomètre carré (*ibid.* : 71).

Entre 1980 et 1985, près des deux tiers de l'augmentation de la population urbaine en Indonésie ont été attribués à la modification des critères de classification, la croissance réelle ne représentant qu'à peine 35% de cette hausse (Firman 2004 : 426). La densité démographique, nouveau critère urbain instauré par le BPS en 1980, est largement utilisée pour différencier les régions urbaines des régions rurales, affectant l'organisation spatiale des communautés et donc la nécessité d'y instaurer des infrastructures publiques (Qadeer, 2000 : 9).

---

<sup>1</sup> École primaire, collège, lycée, cinéma, hôpital, maternité, clinique, route praticable par véhicule motorisé à quatre roues, bureau de poste, téléphone, centre commercial, banque, usine, restaurant et électricité publique (Fadjar 2013)

## ANNEXE C

### QUESTIONNAIRES D'ENQUÊTES

#### Questionnaire sur le profil socioéconomique des ménages

- Nombre de membres au sein du ménage
  
- Situation économique du ménage
  - Combien de véhicules (autos et motos)?
  - Machine à laver?
  - Lecteur DVD?
  - Ordinateur personnel?
  - Accès à Internet?
  - Combien de téléphones portables?
  
- Agriculture
  - Y a-t-il au moins un membre du ménage qui pratique l'agriculture ou l'aquaculture comme source principale de revenu?
  - Espèces animales ou piscicoles détenues
  - Variétés cultivées
  - Possède une terre agricole/piscicole?
    - Quand a-t-elle été acquise?
    - En avez-vous hérité?
  - Loue une terre agricole/piscicole?
  - Emploie de la main d'œuvre?
  - Utilise de la machinerie agricole? Laquelle?
  - Utilise des intrants chimiques? Lesquels?
  - Une partie de la production est-elle revendue? À qui?
  - Au moins un membre du ménage fait-il partie d'une association d'agriculteurs?
  - Y a-t-il au moins un membre du ménage qui souhaite se dénicher un emploi en dehors du secteur agricole?
    - Dans quel domaine?
    - Pourquoi? Placer en ordre :
      - Meilleurs revenus
      - Plus facile
      - Meilleures perspectives d'avenir
      - Peu de travail disponible en agriculture
    - Le chef du ménage s'attend-il à ce que ses enfants continuent à pratiquer l'agriculture?
      - Si non : pourquoi?

- Quels sont les changements les plus importants observés au cours des dernières années relativement aux emplois pratiqués par les membres du village?

#### Questionnaire sur le profil de chacun des membres du ménage

- Général
  - Nom
  - Sexe
  - Date de naissance
  - Position relativement au chef du ménage
  - Lieu de naissance
  - Lieu d'origine des parents
  - État civil
  
- Éducation
  - Toujours aux études?
  - Niveau d'éducation atteint
  - Situation géographique de l'établissement d'enseignement
  
- Emploi
  - Emploi actuel
  - Situation géographique
  - Mode de transport
  - Fréquence des retours au foyer familial

#### Questionnaire destiné aux membres du ménage ayant migré

- Général
  - Origine géographique de migration
  - Destination géographique de migration
  - Période de migration
  - Mode de transport et coûts de déplacement
  - Motif de la migration
    - Si pour le travail :
      - Quel est/était-il?
      - Heures travaillées par semaine
      - Le revenu gagné est/était-il supérieur au revenu gagné au sein du village?
  - Emploi pratiqué précédant la migration

- Source d'influence ou d'information
- Type d'aide reçue dans le processus
- Influencerait d'autres amis ou proches à migrer?
  
- Rapatriements de fonds
  - A contribué/contribue aux rapatriements de fonds de ce ménage?
    - Période de temps
  - A contribué/contribue aux rapatriements de fonds d'un autre ménage?
    - Période de temps
  - Intention de participer à des rapatriements de fonds dans le futur?
  - Forme des rapatriements (argent/biens/nourriture)
  - Méthode de transfert
  - À quoi les sommes transmises ont-elles principalement servi?
  - Proportion du salaire dédié aux rapatriements de fonds
  - Quelle est/était l'importance relative des ces sommes au sein du revenu familial total du ménage qui les a reçues/reçoit?

**ANNEXE D**  
**DESTINATIONS DES TRAVAILLEURS ET ÉTUDIANTS MIGRANTS**

Destination	Wonosobo		Purworejo		Total
	Travail	Études	Travail	Études	
<b>Java</b>					
Wonosobo	3				3
Jakarta	13	1	14	2	30
Yogyakarta	2	2	5	4	13
Semarang	2	2	1	1	6
Bekasi	1		4		5
Magelang		2	2		4
Bandung	1		3		4
Purworejo	3				3
Bogor	3				3
Tangerang	2		1		3
Purwakarta	2				2
Purwokerto		1	1		2
Surabaya	1		1		2
Surakarta	1		1		2
Rembang	1				1
Malang	1				1
Pati		1			1
Banten			1		1
Boyolali			1		1
Kutoarjo				1	1
Cikarang			1		1
Purbalingga			1		1
<b>Îles indonésiennes</b>					
Kalimantan	1		13		14
Sumatra	3		9		12
Bali			1		1
<b>International</b>					
Singapour	8		3		11
Taiwan	8		1		9
Malaysia	4		2		6
Arabie Saoudite	4		2		6
Hong Kong	4		1		5
Brunei	4				4
Corée du Sud	2				2
Macau	2				2
Thaïlande	1				1
Kuwait	1				1
Australie	1				1
France	1				1
Allemagne			1		1
Japon			1		1
Amérique			1		1
<b>Total</b>	<b>80</b>	<b>9</b>	<b>72</b>	<b>8</b>	<b>169</b>

\*Certains membres peuvent avoir migré à plus d'une destination

**ANNEXE E**  
**ABRÉVIATIONS COURANTES EN INDONÉSIE**

*RT* : *Rukun tetangga* (Voisinage)

*RW* : *Rukun warga* (Quartier)

*S1* : *Sergana satu* (Baccalauréat)

*S2* : *Sergana dua* (Maîtrise universitaire)

*S3* : *Sergana tiga* (Doctorat)

*SD* : *Sekolah dasar* (Études primaires)

*SMA* : *Sekolah menengah atas* (Études secondaires senior)

*SMK* : *Sekolah menengah kejuruan* (Études secondaires professionnelles)

*SMP* : *Sekolah menengah pertama* (Études secondaires junior)